

alternatives

non-violentes



pour le socialisme
autogestionnaire :

BDLC

une non-violence politique

**Texte
d'orientation politique
du mouvement pour une
alternative non-violente
(m. a. n.)**

avril 1976

15-16

80 P 6112

revue bimestrielle **6 f.**

Editorial

« Une non-violence politique » : voilà une expression qui, il y a peu de temps encore, aurait pu faire sourire... Aujourd'hui, elle est presque banale. En donnant ce titre à son Texte d'Orientation Politique, le Mouvement pour une Alternative Non-Violente (M.A.N.) ne cherche pas la formule paradoxale : quiconque aura lu ce texte devra bien admettre (qu'il soit ou non d'accord avec les positions exprimées) qu'il est désormais possible de parler de « non-violence politique » sans passer pour un rêveur ou un naïf.

La parution d'un tel texte constitue donc une sorte d'événement : c'est la première fois (à notre connaissance) qu'est présentée en France l'expression cohérente et globale d'une non-violence politique, incluant à la fois une analyse de la société capitaliste actuelle, un projet de société possible (et non plus seulement « souhaitable »...), des propositions de stratégie non-violente pour réaliser, tout en la défendant, une société socialiste autogestionnaire. En publiant ce texte A.N.V. ne sort donc pas de son rôle : favoriser la réflexion et la recherche fondamentale sur la non-violence. Mais nous avons une autre raison, plus particulière, de le publier, c'est le rôle important joué par la revue dans la réflexion sur la dimension politique de la non-violence. Ceux qui nous lisent depuis bientôt trois ans reconnaîtront sans peine, dans ce numéro, un bon nombre d'idées qui furent d'abord exposées dans des articles, des entretiens, des « Tables Rondes » publiés par la revue... Si le texte « Une Non-violence Politique » est signé M.A.N., il est aussi, pour une part, un des fruits du travail accompli autour de notre revue et grâce à elle.

Pour la poursuite de ce travail, nous espérons donc bien que ce texte permettra un débat et que nous pourrons, dans un numéro d'Octobre ou de Décembre, publier les analyses les plus intéressantes parmi celles qu'il ne manquera pas de susciter.

En attendant, lisez, et réagissez !

A. N. V.

pour le socialisme
autogestionnaire :

une non-violence politique

**Texte
d'orientation politique
du mouvement pour une
alternative non - violente
(m. a. n.)**

avril 1976

Erratum

Page 107 depuis "Par ailleurs" (3^{me} ligne)
jusqu'à "dans les conflits de ce" (4^{me} ligne
avant la fin) Tout ce morceau est à rempla-
cer à la page 108 entre la 11^{me} et la 12^{me}
ligne à partir de la fin.

INTRODUCTION

Jusqu'à ces dernières années, la non-violence était méconnue. Aujourd'hui, elle est devenue discutable, c'est-à-dire digne d'être discutée. Elle commence à avoir sa place dans la confrontation des doctrines et des idéologies. Cependant, de nombreuses équivoques font qu'elle se trouve souvent présentée de manière plus ou moins caricaturale ; un grand travail de clarification reste donc à faire. Ce qui est nouveau, dans la conjoncture actuelle, c'est que ce travail nécessaire est devenu possible. En effet, de plus en plus nombreux sont ceux qui veulent réfléchir sérieusement sur la non-violence et qui demandent aux « non-violents » ce qu'ils sont en mesure de proposer exactement.

Les partisans de la non-violence ont longtemps œuvré en ordre dispersé, sans être véritablement organisés. Il n'y a d'ailleurs pas lieu de s'en étonner puisqu'il s'agit d'un courant encore assez neuf en France : ce n'est pas un héritage qui permettrait d'avoir immédiatement en main les moyens d'action dont nous avons besoin dans la situation actuelle. Aujourd'hui, le moment semble venu d'entreprendre l'indispensable tâche d'organisation qui doit permettre à l'action non-violente de devenir crédible et opérationnelle dans les débats et dans les combats dont les enjeux sont décisifs pour l'avenir même de l'homme.

Pour commencer ce travail de clarification, reconnaissons que les non-violents sont restés longtemps prisonniers des catégories morales, philosophiques ou religieuses à travers lesquelles ils se sont le plus souvent exprimés. Mais il devient clair que ces formulations sont totalement inefficaces lorsqu'il s'agit de faire face aux situations concrètes d'injustice et d'oppression. On a souvent dit que l'action non-violente ne pouvait avoir qu'une valeur « prophétique » et qu'elle était incapable d'exercer une force directement politique. Si cette critique repose sur une profonde méconnaissance des méthodes d'action non-violente, les partisans de la non-violence lui ont souvent prêté le flanc, en s'exprimant eux-mêmes comme s'ils ne connaissaient pas les exigences de la politique. Trop souvent, en effet, les « non-violents » sont restés enfermés dans une perspective moraliste, prêchant une « conversion » spirituelle des individus sans prêter attention à la nécessité de promouvoir une révolution politique, imaginant que la révolution ne peut être que la somme des

changements intervenus dans la vie des individus. Une pareille conception de la non-violence conduit à condamner l'Histoire sous prétexte qu'elle est violente et à se mettre soi-même « au-dessus de la mêlée », alors qu'il s'agit, au contraire, d'être présent au cœur même de l'événement historique et d'y montrer l'efficacité des méthodes d'action non-violente. Nous récusons donc toute approche moraliste de la non-violence qui ignore que l'homme est aussi un produit social et que, pour se transformer, s'il doit agir par lui-même, il ne peut aboutir qu'en agissant avec les autres pour transformer la société. La dimension personnelle n'est certes pas à dédaigner, mais elle doit demeurer en correspondance avec la dimension collective. C'est tous ensemble que nous nous libérerons des entraves qui nous enchaînent.

La classe ouvrière porte en elle le souvenir de ses blessures et de ses morts ; elle n'est donc pas disposée à accueillir les paroles moralisantes de ceux qui, issus le plus souvent de la bourgeoisie, prêchent une non-violence fondée sur l'amour de l'ennemi, qui prend alors un sens précis de collaboration de classe. Il est indispensable que la non-violence née d'une intuition spirituelle soit affrontée à la réalité politique, confrontée aux nécessités de la lutte. Pour reprendre une phrase de Marx, appliquée à un autre discours, il faut « découvrir le noyau rationnel dans la gangue mystique ». Des affirmations morales ou philosophiques ne prennent toute leur signification que si l'on explicite leurs implications politiques.

En outre, il faut convenir que les formulations par lesquelles ont été affirmées les exigences de la non-violence insistaient avant tout sur l'importance des *moyens* sans que, préalablement, les *fin*s aient été clairement définies et précisées. Or, dire que « la fin est dans les moyens comme l'arbre dans la semence », c'est faire valoir l'importance de la semence, mais c'est parfois oublier que la semence n'a d'intérêt que par rapport à l'arbre qu'elle va produire. C'est pourquoi il importe de savoir exactement quel est l'arbre que nous voulons planter. Lorsqu'ils sont sommés de dire pour quelles fins ils se battent, les « non-violents » ne peuvent se contenter de répondre qu'ils se battent pour la justice, pour la paix et pour la liberté : parler de la justice, de la paix et de la liberté d'une manière abstraite, c'est encore se référer à des catégories morales plutôt qu'à des catégories politiques. Or il s'agit précisément de savoir quels objectifs nous nous fixons pour que justice, paix et liberté trouvent une expression concrète.

Jusqu'à présent, les actions non-violentes ont eu surtout des objectifs ponctuels, sans s'inscrire explicitement dans une stratégie visant la transformation de la société et l'organisation d'une société nouvelle. Il s'agissait le plus souvent de *protester* contre une injustice particulière que l'on avait tendance à isoler de son contexte politique. Or, si tous ceux qui font référence à la non-violence se retrouvent facilement d'accord

pour condamner la bombe atomique ou les ventes d'armes, l'unanimité n'est plus réalisée dès qu'il s'agit de préciser dans quelle *analyse* du présent et en fonction de quel *projet* d'avenir se situent ces protestations ponctuelles. Dès lors, il s'avérerait impossible de prétendre rassembler tous ceux qui se réfèrent à la non-violence dans un même mouvement qui puisse se donner des perspectives politiques claires et cohérentes. Il fallait prendre acte des différences, accepter ce pluralisme comme un fait et en tenir compte.

Cependant, au sein même de ce pluralisme, se sont réunis ceux qui partagent l'analyse et la recherche du courant socialiste autogestionnaire : avec lui nous dénonçons l'incapacité du capitalisme et du socialisme étatique à organiser la société à la fois selon les exigences de la justice et celles de la liberté. Nous avons donc décidé de nous rassembler et de créer le Mouvement pour une Alternative Non-violente (M.A.N.). Il ne nous suffit pas d'affirmer sommairement que notre option non-violente rejoint les intuitions du socialisme autogestionnaire. Nous éprouvons la nécessité d'explicitier cette conviction, et de préciser ce que notre spécificité peut apporter à la recherche et à la mise en œuvre d'un socialisme autogestionnaire. Voilà pourquoi nous avons rédigé ce texte. On verra qu'il n'est ni complet, ni définitif : il ne dit pas tout ce que nous aurions à dire, puisque seule la dimension politique de la non-violence est abordée ici. Mais tel quel, il peut servir à présenter nos positions et à amorcer un débat qui n'a encore, à notre avis, jamais eu lieu sérieusement et clairement.

CHAPITRE I

Une société d'injustice et de violence

Prétendre « analyser » les structures, les mécanismes, les fondements économiques, politiques, culturels de la société qui est la nôtre, expose nécessairement aux reproches de partialité et de simplisme. Car il est impossible de décrire la réalité sociale et d'en analyser les fondements sans *prendre parti* : lorsque nous insistons plus longuement sur certains aspects (exploitation de l'homme par l'homme, aliénation culturelle, militarisation, absence de contrôle sur nos conditions de vie et de survie, gaspillages et déséquilibres mondiaux, etc...), lorsque, refusant d'expliquer tout cela par les arguments faciles et démobilisateurs qu'on nous répète (la fatalité, ou la « nature humaine », ou les « nécessités historiques » ...), nous proposons une analyse globale, nous *prenons parti* ; car il n'y a pas d'analyse neutre.

Il est toujours illusoire (et parfois dangereux !) de penser qu'on va découvrir *la* cause des malheurs, des injustices, des violences d'une société. Ce serait laisser croire qu'une fois cette cause unique éliminée, tout ira bien ! Prenant partie pour une analyse qui privilégie une approche économique et politique des phénomènes, nous sommes bien conscients de cette illusion et de ce danger possibles : dans la suite de ce texte on verra bien, d'ailleurs, que les changements économiques et politiques ne sont jamais présentés comme *suffisants*.

Par ailleurs, il est incontestable que certaines approches psychologiques, biologiques, anthropologiques sont également éclairantes pour comprendre des phénomènes de violence, d'oppression, d'organisations sociales aliénantes, etc... Bien plus, il n'y a pas d'analyse qui ne soit aussi une option « éthique » : le simple fait, par exemple, de dénoncer une société « d'injustice et de violence », comme nous le faisons, implique un jugement de valeur, un refus de l'injustice et de la violence dans les rapports entre les hommes. Par conséquent, si nous commençons notre analyse par les fondements économiques de notre société,

ce n'est pas par méconnaissance des autres éclairages, c'est précisément parce que cette société, dans son organisation comme dans son idéologie, privilégie les rapports économiques, divise les hommes en fonction de leur rapport à la production, cache sous un vernis idéaliste le fait qu'elle n'a d'autres finalités à proposer que matérielles. Elle nous impose, d'une certaine manière, le regard que nous portons sur elle...

Une analyse économique du système capitaliste peut-elle se dispenser de l'*outil critique* marxiste ? Question difficile, dont la réponse ne doit pas être dictée par le respect inconditionnel d'un dogme, ni la crainte de commettre un « sacrilège » politique... Quand nous esquisserons notre projet de société, quand nous proposerons des stratégies de lutte, un certain recul à l'égard des divers héritages marxistes (et notamment le marxisme-léninisme) nous paraîtra possible, voire nécessaire. Mais pour *analyser* la société capitaliste, cela nous semblerait à la fois puéril et prétentieux ; car, si l'on peut contester beaucoup d'aspects du ou (des) marxismes(s), on doit reconnaître, au minimum, qu'il est une « science du capitalisme » et que, dans cette fonction critique, nous ne saurions nous en passer.

Fallait-il alors nous satisfaire d'une adhésion globale à cette analyse critique, et ne développer dans ce texte que les points que nous jugeons plus « spécifiques » d'une option non-violente ? Nous évitant de redire ce que d'autres disent fort bien ailleurs, cette solution aurait eu l'avantage d'alléger ce texte de certains aspects trop techniques ; mais elle aurait eu le grave inconvénient de laisser croire que les réalités qui nous intéressent plus spécifiquement ne sont pas étroitement liées au système capitaliste et à ses développements récents ; plus grave encore, cette solution aurait laissé croire que nous nous en remettons à des spécialistes (les « connaisseurs » du capitalisme) pour l'analyse globale, au lieu de la prendre vraiment à notre compte, moyennant critiques, adaptations et compléments discutés entre nous.

Ces quelques précisions préliminaires devraient permettre de lire ce chapitre pour ce qu'il est, sans lui reprocher sa (très relative !) technicité, ni une certaine absence d'originalité, sans oublier enfin que ce qui n'est pas *dit* n'est pas, pour autant, *nié*.

1. *Le mode de production capitaliste*

Le mot « capitalisme », s'il a pris un sens très péjoratif (au point que même les capitalistes n'osent plus guère aujourd'hui se définir ainsi !), garde sa valeur purement descriptive, et ne s'applique, au sens strict, qu'à un certain « mode de production ».

Ce mode de production domine aujourd'hui la société internationale ; s'il a contribué à élever le niveau de vie dans les pays où il a pris

naissance, c'est au prix d'une exploitation intense des travailleurs de ces pays et du reste du monde ; il est donc de plus en plus un facteur de violence et d'oppression, car il est directement responsable de la misère dans laquelle est maintenue la plus grande partie de l'humanité.

La prédominance de l'économique sur le politique est une constante générale, même si des conflits surgissent parfois entre le pouvoir économique et le pouvoir politique. Cette prédominance se traduit sur le plan idéologique par l'exaltation du profit. Cette idéologie qui place l'homme au rang des moyens est la clé de voûte de tout le système capitaliste.

L'objectif final de la production n'est pas la satisfaction des besoins humains, mais la mise en valeur du capital, c'est-à-dire l'accroissement des capitaux pour toujours plus de profit, en fait l'accumulation du capital. Cela a pour conséquence de privilégier l'aspect marchand des biens qui ne sont plus évalués en fonction de leur *usage*, mais en fonction du *profit* qu'ils sont susceptibles de rapporter. De la même manière, la consommation devient un moyen de « réalisation » des marchandises, une justification de la croissance, alors même que les besoins essentiels des hommes ne sont pas satisfaits, ou ne le sont que dans un cadre strictement individuel (voiture individuelle préférée aux transports collectifs, par exemple).

Les rapports sociaux de production et d'échange.

Certains hommes détiennent le capital : propriétaires des moyens de production et d'échange, ils ont la libre disposition des marchandises produites ; d'autres n'ont, pour vivre, que leur force de travail à vendre. Les rapports qui s'établissent, dans la production, entre ces deux « classes », rapports nécessairement antagonistes, sont les rapports sociaux de production et d'échange.

Les détenteurs du capital décident de la nature et de la quantité des biens à produire. En principe, ils programment la production en fonction des lois du marché, en fait en fonction du profit escompté, et non, comme le laisse croire l'idéologie dominante, en fonction des besoins réels des consommateurs. D'ailleurs, la consommation est de plus en plus orientée vers les produits à forts taux de profit, grâce aux moyens modernes d'information qui deviennent entre les mains des propriétaires du capital des moyens de manipulation.

Maîtres des investissements, choisissant les techniques utilisées, ils imposent aux travailleurs les conditions de travail. Ceux-ci, sans aucun pouvoir de décision, aliénés par un travail sans intérêt, sans créativité, perdent leur capacité de jugement et d'initiative. Pour l'employeur, ils ne représentent qu'une *force de travail*, qui s'échange comme une marchandise en fonction du profit qu'elle peut réaliser. Voilà pourquoi ces

rapports ne peuvent être que des rapports d'exploitation ; ils sont l'*institutionnalisation de la violence dans les fondements même du système capitaliste*.

La division sociale du travail

Pour exploiter au mieux la force de travail, les détenteurs du capital cherchent d'une part à la payer le moins possible (pression sur les salaires), d'autre part à l'utiliser au mieux ; ils déterminent ainsi une division spécifique du travail qui renforce leur pouvoir économique et favorise l'exploitation des travailleurs.

C'est d'abord la séparation entre travail intellectuel et travail manuel, qui aboutit à déposséder l'ouvrier de tout contrôle. C'est ensuite la parcellisation des tâches qui intensifie les actes de pure routine et de pur réflexe : le travail humain se vide de tout contenu professionnel pour devenir l'accomplissement de gestes mécaniques.

Cette forme de travail mécanisé et divisé exige un ordre fondé sur la contrainte ; elle justifie tout naturellement l'organisation hiérarchique de l'entreprise, elle institutionnalise des rapports entre les hommes fondés sur une autorité sans contrôle, elle secrète une idéologie qui veut faire croire que le pouvoir est toujours fondé sur une compétence. Elle investit certains travailleurs (ingénieurs, techniciens et cadres) d'une parcelle de pouvoir, ce qui facilite leur intégration aux finalités du capitalisme.

2. Le pouvoir économique

L'entreprise capitaliste est le lieu où se nouent les rapports sociaux de production et d'échange. Elle a pour fonction de faire fructifier le capital, en exploitant au mieux la force de travail. Il y a plusieurs types d'entreprises :

L'entreprise industrielle produit la marchandise, en associant la force de travail des ouvriers avec les matières premières, les produits énergétiques, les machines, qui représentent le « capital constant ». Or cette marchandise a une valeur d'échange supérieure à la somme des salaires versés (« capital variable ») et du capital constant consommé dans l'opération de production. La différence est appelée « plus-value » : la racine de l'exploitation en système capitaliste, se trouve dans l'appropriation par le seul capitaliste d'une plus-value produite par le travail de tous les travailleurs.

Comme la rentabilité des entreprises industrielles est différente d'une entreprise à l'autre, la plus-value créée par chacune est différente également. Du fait de la concurrence, les prix des marchandises tendent par contre à s'égaliser. Il s'ensuit une redistribution de la plus-value créée entre les entreprises, les entreprises les plus productives en étant les bénéficiaires. Le rapport entre la plus-value et le capital mis en œuvre (capital constant + capital variable) tend aussi à s'égaliser : c'est la « tendance à l'égalisation des taux de profit ».

L'entreprise commerciale a pour fonction, en vendant les marchandises, de rendre effectif le profit qui n'était encore que potentiel ; elle prélève pour son propre compte une part du profit et fait appel à une force de travail particulière : les travailleurs commerciaux. Le service qu'elle rend est indispensable puisque, par son action propre, elle assure l'équilibre du système.

L'entreprise financière (banques, établissements financiers) centralise l'argent déposé dans ses caisses pour le redistribuer sous forme de capital-argent aux entreprises. Elle encaisse, en échange du service rendu, un intérêt qui est également prélevé sur le profit.

A l'origine du capitalisme, ces entreprises étaient placées sous l'autorité d'un homme facilement repérable, le propriétaire du capital ; aujourd'hui les entreprises prennent généralement la forme anonyme des sociétés par actions. La propriété privée des moyens de production paraît se diluer entre les porteurs d'actions. En fait, il y a dissociation entre la forme juridique de la propriété et sa forme politique : la plupart des actions ne représentent plus qu'une créance sur le revenu de l'entreprise : elles donnent droit à participer aux bénéfices, mais ne représentent plus la moindre parcelle du pouvoir de décision. Le pouvoir économique réel se concentre entre les mains d'une minorité qui gère le capital pour son propre compte, même lorsqu'elle ne détient qu'un faible pourcentage d'actions. Cette concentration est favorisée (et souvent contrôlée) par les entreprises financières : pouvant réunir très rapidement de grosses sommes pour investir ou prêter, elles interviennent de plus en plus directement dans le processus de production. Les prêts qu'elles consentent à l'industrie et au commerce s'accroissent, ainsi que leurs prises de participation dans les entreprises ; ceci favorise la concentration des capitaux et le contrôle de l'économie par les banques.

Hierarchie et bureaucratie

Le gonflement des entreprises et l'apparition des firmes géantes donnent de nouvelles formes à l'autorité : c'est le développement d'un appareil impersonnel de pouvoir, l'imposition de règles auxquelles tout le monde doit obéir. Les postes de responsabilité, que l'on prétend fondés sur la compétence, sont en fait des postes de contrôle. On assiste ainsi au glissement de l'ancienne situation d'exploitation directe (où l'entrepreneur est un individu qui juge et décide de tout) à une nouvelle situation où l'on doit se soumettre à un ordre bureaucratique, expression d'un pouvoir économique très concentré mais anonyme.

L'organisation hiérarchique traduit également la monopolisation par certains de la possibilité de contrôler le travail des autres : dominé par la machine, le travailleur n'a ni le désir ni la possibilité d'évaluer lui-même son propre travail. En morcelant les tâches, la division sociale du travail renforce la structure hiérarchique : après avoir divisé, il faut bien en

effet recomposer, ce qui multiplie les fonctions de coordination bien au-delà de ce qui serait nécessaire.

Mais l'organisation hiérarchique répond à un autre impératif, plus directement idéologique : elle occulte le problème du pouvoir. Ne percevant que le rapport à leur chef direct, les travailleurs sont poussés à ne juger le pouvoir que d'après les qualités personnelles (autorité, compétence, capacités relationnelles) de quelques personnes ; il leur est alors plus difficile de comprendre que leur sort ne dépend pas de comportements individuels (de « bons » patrons, ou de « mauvais ») mais de l'ensemble du système social, économique et politique.

Les conditions de travail

Engagée dans une lutte sans répit avec ses concurrentes, condamnée à augmenter sa rentabilité ou à disparaître, l'entreprise doit organiser le travail en fonction du profit, et non selon les désirs des travailleurs. L'ouvrier, privé de toute capacité d'initiative, même en ce qui concerne l'organisation de son propre travail, n'est qu'un instrument. Son association à la machine l'oblige à s'adapter, lui, aux mécanismes de la machine, et non l'inverse : cette adaptation devient aliénation lorsqu'elle aboutit, comme dans le travail à la chaîne, à la parcellisation et à la déqualification des tâches.

De plus, le phénomène d'obsolescence des matériels impose de nouvelles contraintes : plus une machine est perfectionnée, plus elle coûte cher, et plus vite elle se périmé ; il faut donc l'utiliser au maximum, 24 heures sur 24 : ce travail posté (système des 3 x 8) « revient à changer de vie toutes les semaines, à ne prendre aucun repas régulièrement. Le sommeil est morcelé, le rythme biologique peut être perturbé ; d'où de nombreux troubles, surtout d'ordre nerveux et gastrique » (1).

L'agriculture

Le mode de production capitaliste s'élargit en intégrant les secteurs qui lui avaient d'abord échappé. Historiquement, les secteurs économiques issus des anciens modes de production ont fourni la main d'œuvre indispensable à l'industrialisation. De plus en plus paupérisés, les paysans, les artisans et les petits commerçants ont dû aller vendre leur force de travail dans les grands centres urbains. Il s'agit d'une histoire récente : en France, entre 1952 et 1972, ce sont 3.700.000 personnes qui ont dû quitter l'agriculture. Cette hémorragie se poursuit encore, avec toutes ses conséquences : l'équilibre entre le monde rural et le monde urbain est rompu. Le bouleversement amorcé par le capitalisme dans la « manière de produire » est porté jusque dans la « manière de vivre ».

(1) *L'usine nouvelle*, 21-8-1975.

Mais depuis les années 50, la paysannerie ne représente plus seulement une réserve de main d'œuvre pour l'industrie ; c'est aussi une force de travail qui peut être exploitée directement, sur place, dans le cadre même de la production agricole.

L'exploitation agricole familiale, pour survivre, a dû se restructurer : elle est poussée aujourd'hui à produire de plus en plus pour un marché qui tend à s'unifier, à acheter des quantités croissantes de biens de production et des équipements de plus en plus coûteux, à recourir de plus en plus au crédit. Cela nécessite et permet à la fois le développement d'un capital industriel, commercial et financier auquel l'exploitation se lie de plus en plus intimement. Les petits agriculteurs qui ne peuvent pas suivre ce mouvement, parce qu'ils sont techniquement en retard ou géographiquement mal placés, sont paupérisés. Ils sont contraints peu à peu à abandonner l'agriculture.

Les autres, ceux qui s'engagent dans la modernisation technique (et surtout dans les productions animales), sont prolétarisés : démunis de capitaux propres, ils ne survivent qu'en dépendant de plus en plus étroitement de l'industrie.

Parallèlement, on assiste au développement d'un secteur capitaliste orienté essentiellement vers les productions végétales. Ce secteur bénéficie de conditions naturelles et géographiques favorables (Bassin Parisien) et est aidé de façon scandaleuse par les pouvoirs publics (soutien des prix, exemption d'impôts).

Pour commercialiser leurs produits, les petits exploitants doivent recourir aux services des entreprises commerciales qui bénéficient d'un rapport de forces favorable et peuvent imposer leurs conditions, sous forme de contrats d'achat notamment. Par ailleurs, les annuités qu'elles versent aux entreprises financières (généralement le Crédit Agricole) grèvent leur Budget et réduisent d'autant leurs recettes encaissées. Ainsi le profit qu'elles contribuent à créer est approprié, tout ou partie, par la bourgeoisie capitaliste.

Artisanat et petit commerce

Les petits entrepreneurs commerciaux ne sont pas mieux lotis. Certes, en tant que propriétaires d'un capital (fonds de commerce et stocks de marchandises), leurs intérêts semblent différents de ceux des autres travailleurs ; mais en fait la concurrence qu'ils subissent leur interdit toute espérance de survie : ils sont donc eux aussi victimes du système. Quant aux exploitations artisanales, elles disparaissent ou ne subsistent qu'en se liant aux entreprises capitalistes par des contrats de sous-traitance.

La consommation

Exploité dans son travail, le travailleur l'est encore dans son action de consommer. Dans les limites étroites de son pouvoir d'achat, il est

manipulé par la publicité, orienté vers des produits que détermine le seul intérêt des producteurs, incité à consommer toujours davantage.

La hiérarchie des salaires permet de reproduire, dans la consommation, la structure hiérarchique des lieux de production. C'est là une évidence que masque difficilement l'apparente uniformité de la consommation de masse. La classe moyenne et même une partie de la classe ouvrière calquent leur consommation sur celle de la bourgeoisie, ou plutôt sur celle que la publicité leur présente comme le modèle de la bourgeoisie ; car dans le même temps les classes privilégiées développent leur propre modèle de consommation, grâce à la plus grande liberté que leur donnent leur fort pouvoir d'achat et la maîtrise des biens culturels. Malgré le mythe du « consommateur-roi », il n'y a donc devant la consommation ni plus de liberté, ni plus d'égalité que dans le travail.

Les détenteurs du capital ont tout intérêt à augmenter (quantitativement) et à uniformiser (qualitativement) la consommation des travailleurs :

- économiquement, une forte demande maintient des prix élevés et permet donc des profits importants ; une demande standardisée permet de réduire les coûts de fabrication. Il importe cependant, pour compenser l'augmentation des salaires (exigée par une consommation forte), d'exploiter davantage la force de travail (accroissement de la rentabilité : cadences intensifiées, mécanisation accélérée).
- politiquement, l'incitation permanente à recourir au crédit enchaîne les travailleurs et les rend plus dociles.
- idéologiquement, la proposition presque exclusive de biens matériels détourne les travailleurs des possibilités de formation, d'information, de rencontres, qui pourraient les aider à prendre un recul critique par rapport à l'idéologie dominante.

Malgré des aspects parfois ambigus (explicables par leur relative nouveauté) les luttes contre une consommation aliénante, uniformisée, gaspilleuse doivent donc nécessairement compléter la lutte des travailleurs contre l'exploitation de leur force de travail.

3. Le pouvoir idéologique

La classe dominante prétend fonder la « légitimité » de son pouvoir sur l'adhésion de la « majorité » à cette forme de société et aux valeurs qui la soutiennent. Or cette adhésion est obtenue par la contrainte économique, le chantage politique (c'est nous ou le chaos), la violence ouverte ou la menace de violence (appareil répressif), mais surtout par la très forte pression de l'idéologie dominante.

Il nous est difficile de décrire cette idéologie : d'une part parce que, quel que soit notre effort critique, nous ne pouvons échapper à son conditionnement et sommes donc aveuglés sur certains de ses aspects ;

d'autre part parce que l'idéologie secrétée et imposée par la bourgeoisie recoupe et transforme de multiples idéologies hétéroclites antérieures au mode de production capitaliste : au sujet des « valeurs » morales, religieuses, familiales, esthétiques, etc... il serait tout aussi erroné de les croire entièrement déterminées par le capitalisme que de les croire sans lien avec lui. Au cours de son histoire, le capitalisme a montré une redoutable souplesse pour digérer, « récupérer » et mettre à son service les idéologies les plus diverses ; ceci doit inciter à une grande prudence lorsqu'on prétend établir un lien direct de cause à effet entre l'organisation de la société et tel ou tel aspect de son idéologie.

Il y a cependant deux « valeurs » dont la reconnaissance par la grande majorité est vitale pour le système, c'est le droit de propriété et la liberté d'entreprise :

Au droit de propriété, l'idéologie dominante attache deux fonctions : une fonction économique et une fonction sociale. Le propriétaire des moyens de production et d'échange doit créer des richesses (fonction économique) et fournir à ses employés leurs moyens de subsistance (fonction sociale). Pour faciliter l'exercice de ces fonctions, l'Etat a pour charge de reconnaître et de défendre la liberté de commerce et d'industrie qui justifie juridiquement l'exploitation des travailleurs. Dans cet ensemble idéologique, le profit apparaît comme le prix du service rendu ; et il semble normal que ce profit soit élevé, car il incite le chef d'entreprise à bien remplir le rôle qui lui revient.

En fait cette présentation idéologique masque l'appropriation du pouvoir par une minorité. Aux propriétaires des moyens de production elle attribue le mérite de fonctions qui sont, en fait, assurées par l'ensemble des travailleurs ; par sa logique même, elle dévalorise le travail, et en particulier le travail manuel. Elle privilégie la fonction de la classe bourgeoise et prétend ainsi légitimer sa domination.

Cette idéologie n'est pas totalement « imposée » par la classe dominante ; car elle est d'une certaine manière intériorisée par un grand nombre de travailleurs. Certaines fractions de la petite bourgeoisie notamment subissent fortement l'attraction des modèles culturels de la classe dominante, même si, au niveau économique, elles restent soumises à l'exploitation de leur force de travail. C'est le cas de la plupart des *cadres* : leur fonction intellectuelle est valorisée dans la mesure où ils mettent leur compétence technique au service des intérêts du capital. C'est aussi le cas des *notables*, dont la fonction de représentation est reconnue dans la mesure où ils participent à la défense des valeurs les plus traditionnelles. C'est enfin le cas, plus généralement, de tous ceux qui, en diverses institutions, travaillent à diffuser et à renforcer l'idéologie dominante : éducateurs, enseignants, médecins, magistrats, avocats, journalistes, écrivains, artistes, hommes d'église, etc... participent au travail d'institution qui diffusent l'idéologie dominante (mais aussi parfois sa contestation).

Rôle idéologique des institutions

L'idéologie dominante n'est pas une sorte de fantôme insaisissable et diffus, présent partout : elle est produite, répandue, renouvelée et défendue par des institutions précises dont les origines et les fonctions sont d'ailleurs extrêmement diverses : Enseignement, Justice, Eglises, Presse, Télévision, etc... On pourrait allonger la liste, car la plupart des institutions sociales jouent à des degrés divers, un rôle idéologique.

L'école, monde clos où l'enfant, séparé de l'existence quotidienne, se trouve en situation de dépendance idéologique totale, met en place l'idéologie de la concurrence nécessaire, de la hiérarchie basée sur le « savoir ». Elle perpétue la séparation entre travail manuel et travail intellectuel et survalorise ce dernier. Elle développe tous les instincts de l'individualisme agressif nécessaire pour « faire carrière » dans la société actuelle ; elle fait miroiter au plus grand nombre les promesses illusoires de promotion sociale et d'égalité des chances, alors qu'une très infime minorité pourra les concrétiser (au prix, le plus souvent, d'un abandon de leurs solidarités). On y apprend le respect inconditionnel de l'autorité et de la tradition, du savoir et de la compétence : on maintient ainsi le clivage entre une élite restreinte et la masse. Le langage lui-même sert à marquer la division sociale et à renforcer le pouvoir de ceux qui savent parler, écrire, s'exprimer. Ce rôle idéologique de l'institution scolaire n'est pas toujours « bien » rempli, heureusement ! C'est le rôle que voudrait lui voir jouer la classe au pouvoir, mais que le personnel de l'Enseignement peut, dans certaines limites, refuser, contester, parfois même inverser.

En revanche il y a un rôle « technique » de l'enseignement qui est assuré presque sans exception : adapter les forces de travail aux besoins de la production. Or cette adaptation est rendue de plus en plus difficile par l'évolution des techniques : les besoins évoluent trop vite pour que l'enseignement les satisfasse. Ceci explique le développement récent de la « formation permanente » : il s'agit d'inculquer un « savoir-faire », non un savoir, de former techniquement les travailleurs pour qu'ils s'adaptent aux nouvelles machines, aux nouvelles méthodes de travail ; mais si, ce faisant, ils acquièrent promotion et qualification, ce n'est pas le but visé. Sous ce vocable d'éducation permanente, parfaitement intégré désormais à l'idéologie dominante, on ne vise qu'à mieux utiliser la force de travail ; il ne s'agit généralement pas de vraie formation, celle qui permettrait aux travailleurs de maîtriser l'information, de comprendre leur travail, de prendre conscience du rôle qu'on leur fait jouer.

La séparation entre les fonctions de direction et les fonctions d'exécution, nécessaire à l'exploitation des travailleurs, est entretenue par l'opposition entre une culture d'élite, monopole de l'Université et des Grandes Ecoles, et une culture de masse diffusée comme un produit de consommation rentable, sous forme d'informations insignifiantes ou mystificatrices. Cette culture de masse devient à son tour un prétexte à profit et justifie la création d'entreprises spécialisées dans sa diffusion. A un niveau différent, la « vulgarisation » scientifique confirme le lecteur dans son opinion qu'il est obligé de confier le contrôle de son environnement, voire de son corps et de son esprit, aux « spécialistes » ; et cela, au moment même où elle prétend les en délivrer... Par l'intermédiaire de la vulgarisation, le savoir est transformé en marchandise, en objet de consommation.

En ce qui concerne les Eglises, notre propos ne peut être ici que d'apprécier le rôle qu'elles jouent en tant qu'institutions sociales, à l'exclusion de tout autre aspect. C'est un fait historique que les Eglises ont apporté une caution à l'idéologie dominante en concluant une alliance avec les pouvoirs établis. Les « autorités religieuses » ont accepté d'être honorées au même titre que les « autorités civiles et militaires », et elles ont béni les politiques des uns et, le cas échéant, les guerres des autres. Au cœur de l'idéologie religieuse, on trouve les vertus d'humilité et d'obéissance au nom desquelles les Eglises ont enjoint à leurs fidèles d'être des citoyens soumis et dociles aux ordres de César. Par ailleurs, les religions, en rejetant l'espérance des hommes dans l'au-delà, les ont détournés du combat pour la justice et la liberté, ce qui a largement contribué à maintenir l'ordre établi. Une certaine conception de la « charité » envers les pauvres a dispensé pendant longtemps d'exiger la justice pour les opprimés. Préconisant « la paix sociale » et condamnant la lutte des classes, les Eglises ne se sont pas aperçues qu'il y a plus de violence dans cette « paix » que dans cette « lutte ». Cependant, il convient de souligner que depuis quelques temps, un changement intervient dans l'attitude des Eglises face aux réalités sociales et politiques.

Ces institutions ont, en raison de leur histoire propre et de leurs fonctions spécifiques, une relative autonomie par rapport à la classe dominante ; la puissance qu'elles représentent peut entrer en conflit avec le pouvoir économique comme avec le pouvoir politique. Mais ce conflit ne peut arriver à une rupture que si l'institution se transforme radicalement ou disparaît. Ce sont ces contradictions qui ont donné crédibilité au mythe de la « neutralité » des institutions. En réalité les idéologies qu'elles propagent ne sont pas neutres ; par ailleurs, au sein même de ces institutions, les rapports entre les hommes reproduisent les rapports sociaux dominants. Dans ces conditions, les conflits qui peuvent survenir avec le pouvoir traduisent seulement de passagères modifications du rapport de forces au sein de l'institution, jamais une véritable et totale indépendance.

L'organisation hiérarchique

Dans l'ensemble de la société, comme sur les lieux de travail, l'organisation hiérarchique repose sur la distance, la concurrence et la division entre ceux qui commandent et ceux qui exécutent. A cela il y a des raisons historiques, qui ne tiennent pas toutes aux rapports de production capitalistes, et qui expliquent d'ailleurs que ce phénomène hiérarchique et son fondement, le principe d'autorité, soient si facilement intériorisés par les travailleurs. Certaines approches anthropologiques des phénomènes sociaux pourraient ici éclairer tout ce qui, dans l'organisation hiérarchique de la société, ne vient pas spécifiquement des structures capitalistes.

Le phénomène hiérarchique n'a plus forcément, de nos jours, (sauf dans certaines institutions comme l'Armée et la Police) les formes très

visibles qu'il a pu revêtir jadis. Il prend des formes plus diverses et prétend se fonder sur d'autres critères comme le savoir ou la compétence. On justifie ainsi la nécessité d'un recours de plus en plus obligatoire à divers « spécialistes » (de la Santé, de l'Education, des Loisirs, etc...) pour « décharger » chacun d'un certain nombre de ses responsabilités : la nécessité pratique de recourir à eux pour le moindre problème contribue à compartimenter encore davantage la vie sociale, enlève aux hommes encore un peu plus de liberté et d'autonomie dans leur vie quotidienne, les renforce dans l'idée qu'ils n'ont rien à dire et rien à faire dans tous les domaines où ils ne sont pas « compétents ».

La monopolisation de certaines connaissances par ceux qui appuient sur elles leur pouvoir suppose qu'un certain nombre d'informations, de connaissances, de dossiers d'Etat, de brevets techniques, etc... soient maintenus sous le *secret* : il y a un lien certain entre phénomènes hiérarchiques et les diverses formes de secret, qui maintiennent toutes un certain monopole de savoir.

Certains hommes, issus de la bourgeoisie mais aussi parfois de la classe ouvrière, ont acquis en monopolisant le savoir, un pouvoir qu'ils exercent sur les autres sans contrôle, mais sous la surveillance idéologique de la classe dominante. Formés dans le respect des valeurs bourgeoises, ils sont soumis à des règles de conduite, et prisonniers de structures idéologiques qui les incitent, de très bonne foi, à une complicité active avec la classe dominante. Celle-ci en effet a su utiliser à merveille le phénomène hiérarchique au profit de son propre pouvoir. L'association Savoir-Pouvoir amène les citoyens non seulement à se dessaisir des affaires de la cité, mais encore à se désintéresser de tout véritable contrôle de cette gestion par les spécialistes ; et cela sans qu'il soit nécessaire (du moins dans les pays « démocratiques » et en temps « normal ») de recourir à la violence visible.

C'est donc une véritable fonction de « maintien de l'ordre » que joue cette idéologie du Pouvoir appuyé sur le Savoir. Et il faut reconnaître qu'elle recueille l'adhésion du plus grand nombre, non seulement parmi les privilégiés qui en bénéficient, mais aussi parmi les travailleurs qui en sont victimes. Cette adhésion se traduit souvent, chez les individus, par des réactions parfois violentes de rejet contre tous ceux qui ne se conforment pas aux « normes » sociales. Elle explique pourquoi même les exploités du système capitaliste reproduisent parfois dans leurs organisations, dans leurs formes de lutte, dans leur projet politique même, une organisation hiérarchique analogue à celle du système qu'ils combattent.

4. *Le pouvoir politique*

L'Etat se définit comme l'appareil de gestion et d'administration de la société ; il doit en maintenir la cohésion, en assurer l'ordre et

l'évolution équilibrée... En réalité, son rôle est de garantir la perennité des rapports sociaux et économiques actuels. En fondant le droit et en le faisant respecter, il confirme et légitime la structure économique et sociale nécessaire au fonctionnement du mode de production capitaliste. Mais il lui est nécessaire de cacher cette origine et de se trouver un autre fondement : le consensus social qu'il est chargé d'obtenir et de maintenir exige qu'il n'apparaisse pas ouvertement comme l'instrument du pouvoir économique de la classe dominante. La *forme* de l'Etat est donc essentielle, car elle permet de dissimuler la réalité du lien entre le pouvoir économique et le pouvoir politique.

Ainsi la démocratie libérale n'est pas une fin en soi, comme tente de le faire croire l'idéologie dominante, mais un moyen pour la bourgeoisie de maintenir sa domination sans recourir à la violence ouverte, ce qui l'obligerait à se démasquer et à confier la gestion des affaires publiques à l'appareil répressif de l'Etat. Un tel recours aurait en effet des conséquences néfastes sur le plan économique en brisant les communautés d'intérêt qui favorisent l'exploitation de la force de travail et l'accumulation du capital. Toutefois la bourgeoisie n'hésitera pas à y recourir si son pouvoir économique est en péril, on l'a bien vu au Chili.

Dans ces conditions, le mythe de la neutralité de l'Etat prend tout son sens. Les rapports politiques entre les hommes sont dissociés des rapports de production et d'échange. Les phénomènes de pouvoir sont relégués au niveau de la société globale, ce qui fait naître l'illusion que les événements et les structures de la vie économique, sociale, culturelle sont « apolitiques ». La politique devient, elle aussi, une affaire de « spécialistes », qui ne touche que très peu à la vie quotidienne. Les choix politiques sont alors réduits au choix périodiques électoraux ; et comme cette politique-là (celle des états-majors de partis) est souvent perçue assez négativement, le mot « politique » lui-même en devient péjoratif, ce qui favorise le développement de l'idéologie « apolitique » si nécessaire aux régimes conservateurs.

L'appareil répressif d'Etat.

Il se présente comme l'instrument qui permet à l'Etat d'assurer la sécurité des citoyens, qu'il s'agisse de la sécurité face à des « désordres intérieurs » ou de la sécurité face à l'agression extérieure ; ainsi, l'Etat justifie sa violence et se déclare seul à pouvoir exercer légitimement (par l'intermédiaire de son Armée, de sa Police et de sa Justice) une violence contre la vie ou la liberté des personnes. La force de l'idéologie permet de faire croire que cet appareil correspond à un besoin social et n'a pas d'autres fonctions.

En fait les institutions répressives sont soumises aux finalités de la classe dominante ; recrutant leurs membres, en grande partie, parmi les travailleurs, ces institutions doivent s'assurer de leur docilité

en renforçant de manière particulière l'organisation hiérarchique et le conditionnement idéologique.

La croyance en l'indépendance et en la finalité sociale de leurs institutions respectives, la conviction que l'unité du corps doit passer avant tout, sont des éléments qui favorisent la docilité du policier, du juge et du militaire. Une véritable « religion de l'ordre » les amène à confondre maintien de l'ordre public et maintien du système social. En qualité de spécialistes du maintien de la « paix sociale », ils détiennent un pouvoir qu'ils exercent au bénéfice de la classe dominante.

Mais comme les conditionnements idéologiques ne sont jamais sans faille, il faut s'assurer plus concrètement de leur docilité ; c'est pourquoi l'organisation hiérarchique prend ici des formes spécifiques, très énergiques : « la discipline est la force principale des armées » dit-on très justement. L'obéissance inconditionnelle, la soumission totale aux ordres venus d'en haut deviennent des conditions d'efficacité de ces institutions, et sans elles l'appareil répressif de l'Etat serait considérablement affaibli. C'est ce qui explique la réaction extrêmement vive du pouvoir en place face à toute tentative de démocratisation ou de contestation anti-autoritaire dans l'Armée.

Outre la discipline militaire, d'autres formes de discipline, plus insidieuses parce que plus intériorisées, sont utilisées pour maintenir cohésion et soumission dans les institutions répressives : ainsi le respect inconditionnel de la Loi, qui devient une sorte d'Absolu ; ou encore certaines conceptions erronées de la « conscience professionnelle », qui font de l'homme un véritable robot au service de son « devoir », lui enlevant tout esprit critique.

Il y a enfin le souci de la « carrière », les avantages matériels (primes, avancements) qui sont souvent de fortes incitations à s'identifier en toutes circonstances aux protecteurs de l'ordre établi.

Cependant ces institutions d'Etat ont une réalité distincte qui les différencie d'institutions comme l'entreprise : elles ne sont pas placées sous la domination *directe* des détenteurs du capital. En tant que moyens de pouvoir, elles sont certes un instrument du pouvoir économique et politique de la classe dominante ; mais en tant qu'institutions sociales, elles reproduisent en leurs seins les rapports sociaux dominants et notamment la division entre fonctions de décision et fonctions d'exécution.

C'est pourquoi il peut arriver que les hommes qui font partie de ces institutions répressives tentent de s'approprier le pouvoir qu'ils détiennent par délégation de l'Etat. Généralement, c'est pour le garder et l'exercer (putsch militaire) ; plus rarement, pour le remettre sous le contrôle du peuple : ils peuvent y parvenir lorsque des contradictions internes génératrices de conflits minent la classe dominante. Ce faisant, ils ne remettent pas en cause les rapports sociaux, mais ils peuvent ouvrir la voie à des transformations plus profondes si, dans le même temps, la classe ouvrière s'organise, dans une dynamique d'unité populaire, pour conquérir le pouvoir économique et politique.

Il y aurait quelque illusion à croire que l'appareil répressif est

toujours imposé par la classe dominante contre le désir des masses ; en fait, il est accepté et même voulu dans son principe (mais pas nécessairement dans les formes qu'il prend) par l'ensemble du corps social : les conditionnements historiques et la pression idéologique n'expliquent pas entièrement cette adhésion. Elle a des racines très profondes dans le besoin qu'éprouve toute communauté d'être protégée contre les agressions, besoin que l'idéologie dominante se contente d'exacerber et de mettre au service de son outil répressif. Mais il faudrait aussi évaluer, pour expliquer cette adhésion générale, le rôle d'une conviction qui semble assez universellement répandue dans l'Histoire, quelle que soit la forme politique des sociétés : seule la violence serait efficace pour répondre à la violence.

Cette confiance en la violence comme forme suprême de la force n'ayant jamais été sérieusement critiquée, comment s'étonner que les masses, dans leur désir de se sentir efficacement protégées, acceptent le principe d'appareils répressifs basés sur la violence, malgré l'expérience historique constante qui montre que ces appareils sont toujours au service de l'ordre établi qui opprime ces mêmes masses ? C'est ainsi que, paradoxalement, le besoin social de « défense » entretient les instruments d'oppression. Seule la *rupture du lien entre force et violence* permettrait de sortir de ce cercle vicieux ; c'est d'ailleurs pourquoi ce lien est sans cesse réaffirmé par l'idéologie dominante.

La violence des appareils répressifs s'exerce rarement contre les simples dénonciations de l'ordre établi : les censures économiques et puisse parfois ré-apparaître. Mais dès que l'ordre social n'est plus idéologiques suffisent généralement, encore que le « délit d'opinion » seulement dénoncé, mais menacé, la violence répressive intervient. Tout acte de violence est alors saisi comme prétexte pour la répression ; et s'il ne s'en produit pas, le pouvoir n'hésite pas à en provoquer afin de légitimer sa propre violence : car c'est son meilleur alibi auprès de l'opinion publique. Cela permet de *cachez les causes réelles* d'une épreuve de forces, en centrant l'attention sur sa *forme* violente : toute tentative pour transformer le système économique et politique est ressentie alors, y compris par beaucoup de travailleurs eux-mêmes, comme une atteinte intolérable à leur mode d'existence.

Police et Justice.

Les structures sociales qui permettent à une minorité d'exploiter le travail du plus grand nombre constituent une violence quotidienne, silencieuse, peu apparente. Mais cette violence engendre des « sous-violences » qui éclatent de toutes parts, notamment dans la criminalité et la délinquance. L'Etat profite de cette réalité très visible pour mieux faire accepter et désirer le renforcement de son appareil répressif : justice de classe, prisons, police. Il n'est pas question de nier qu'un certain nombre

de crimes et de délits ont des causes psychologiques et pathologiques ; mais, pour une très large part, la délinquance est liée au modèle social : une société comme la nôtre, où l'argent ouvre toutes les portes, où l'idéologie du profit est sous-jacente partout, où la publicité incite perpétuellement à vouloir plus et mieux que le voisin, où l'urbanisation étouffe les relations humaines, etc... une telle société a la délinquance qu'elle mérite.

Il est intéressant de noter les délits que la Justice de notre société sanctionne essentiellement : il s'agit rarement de la grande escroquerie, celle qui demande une instruction poussée et un important réseau de bonnes relations ; il s'agit rarement des infractions au Droit (un Droit fait par qui ?) commises par les privilégiés (fraude fiscale, atteintes aux droits des travailleurs et de leurs syndicats, infractions aux règles de sécurité dans le travail, etc...). Ce sont plutôt de petits délits qui sont pénalisés, ceux que commettent des jeunes, des illettrés, des prolétaires. Ainsi 4/5 des 30 000 détenus des prisons françaises sont de petits délinquants (vols, particulièrement de voitures, coups et blessures, outrages à fonctionnaires, etc...) ; 90 % d'entre eux sont illettrés ou titulaires du seul certificat d'études ; la moitié environ a moins de 25 ans. La soi-disant « justice » qui les condamne est bien une Justice de classe : elle accorde aux délinquants bourgeois la plus large indulgence ou le bénéfice du sursis ; elle sévit durement contre les autres.

La Police est omniprésente en France, surtout depuis Mai 68. Les ministres de l'Intérieur ont fait de l'institution policière un pilier de l'Etat qui se dresse contre les citoyens, au point qu'apparaît progressivement la réalité de l'Etat policier. Théoriquement, la police est au service des citoyens, et elle a pour fonction d'assurer le respect des lois. Lorsque ces lois protègent davantage la propriété privée que les droits humains fondamentaux (liberté, dignité, travail, santé, ...), on peut déjà constater que la force policière sert un certain ordre économique plus efficacement que la sécurité des citoyens. Mais lorsque la Police contrôle de plus en plus étroitement la vie sociale (création d'un fichier informatique des citoyens, écoutes téléphoniques, activités des Renseignements Généraux), lorsqu'on la voit intervenir dans les usines pour « remettre les ouvriers au travail », lorsqu'on s'aperçoit que certaines de ses pratiques (contrôles d'identité sans raison, gardes à vue, brutalités, expulsions arbitraires d'étrangers...) deviennent des habitudes, on peut s'interroger sur la nature même de cette police, et se demander si, par la logique même de ce développement, elle ne conduit pas notre société à la terreur policière comme seul recours contre d'éventuels mouvements populaires.

L'Armée.

Ce rôle, la police ne le jouera pas seule : en cas de crise intérieure grave, c'est l'Armée qui sera « le dernier rempart de la société libérale »

selon une formule désormais célèbre de R. Galley, prononcée 4 mois exactement avant le putsch chilien...

Ouvrément, l'Armée se définit comme un corps de professionnels de la guerre, chargé de protéger la nation contre les ennemis extérieurs. A ce titre elle possède les armes, des plus classiques aux plus modernes, et prépare leur utilisation éventuelle ; ceci avec l'accord assez général du corps social qui, malgré des réticences et des malaises passagers, y voit un « mal nécessaire ».

En fait, sous le couvert de cette fonction qui semble nécessaire à tous, elle remplit un certain nombre d'autres fonctions qui, toutes, visent à renforcer et à défendre le statu quo social : il s'agit là de tous les phénomènes regroupés sous le nom de *militarisation*, sur lesquels nous reviendrons en détail plus loin.

Dans sa fonction « traditionnelle », l'armée se présente comme une institution isolée, possédant ses propres valeurs fondées sur l'exaltation de la force, de la virilité, du nationalisme, mais aussi sur un certain désintéressement par rapport à l'argent. C'est une société parallèle qui possède ses propres institutions (Ecole, Justice, Santé, Presse, Service Postal, Télécommunications, Caisse de Retraite, etc...). Elle fonctionne indépendamment de la société civile ; elle échappe aux règles qui régissent les institutions démocratiques. C'est une institution extrêmement figée, qui ne peut évoluer que très lentement, car toute sa structure, tout son mode de fonctionnement, toute son idéologie reposent sur la discipline aveugle, l'autorité sans discussion, la hiérarchie : elle ne peut donc être qu'un auxiliaire objectif du conservatisme.

Par le service militaire, elle assure une fonction idéologique avouée, celle d'une école de soumission et de respect de l'ordre. En plongeant le jeune conscrit dans un système hiérarchique fort où rien ne se fait que par ordre des supérieurs, où toute initiative est suspecte, tout non-conformisme sanctionné, le service militaire prépare le travailleur au rôle qui sera le sien à l'usine ou au bureau.

Le mythe de l'égalité devant le service militaire est utilisé pour faire naître chez les travailleurs le sentiment d'une communauté d'intérêts entre les classes sociales. En essayant d'obtenir un large consensus autour de l'idée d'un service « national » nécessaire (quelle que soit sa forme), l'idéologie dominante tend à présenter la « nation » comme un bien commun à tous, pour lequel doivent se relativiser les conflits politiques et sociaux entre exploités et exploités. Alors qu'en fait, au sein du service national lui-même, on observe une fidèle reproduction des rapports sociaux dominants : Les hommes issus de la bourgeoisie sont appelés à être officiers, les autres à rester simples soldats ou à devenir sous-officiers, s'ils sont particulièrement dociles. C'est là une réalité globale que ne peuvent camoufler les rares exemples contraires mis en avant.

Une Armée de métier, que tout le monde s'accorde à refuser existe déjà en France : plus de la moitié des effectifs sont composés de militaires de carrière. L'Armée de métier est déjà une réalité dans la marine (80 % de professionnels) et dans l'aviation (70 %). Quant à l'armée de Terre, qui comprend 2/3 des appelés du contingent, elle ne donne qu'à 8 % d'entre eux un entraînement aux armes modernes ; c'est d'ailleurs logique : « Il est grotesque de donner des matériels sophistiqués à d'autres qu'à des professionnels » déclarait A. Sanguinetti... La conscription, telle qu'elle est, ne sert qu'à voiler cette réalité qui rend l'Armée encore plus docile entre les mains de l'Etat et de la classe au pouvoir. Une fois de plus, au nom de ce qu'on présente comme des « impératifs techniques », les masses populaires acceptent de remettre à des « spécialistes », sans contrôle, un outil que l'idéologie dominante leur fait croire indispensable.

5. *La lutte des classes*

Il y a nécessairement opposition entre ceux qui détiennent et contrôlent les moyens de production et ceux qui, en vendant leur force de travail, contribuent à la formation et à la « réalisation » du profit et à l'accumulation du capital. Toutefois, cette opposition est parfois occultée par le nombre et la diversité des classes sociales.

La classe dominante

La bourgeoisie capitaliste détentrice des moyens de production ne constitue pas un bloc homogène : une minorité, liée à des groupes financiers de plus en plus puissants — le plus souvent internationaux — agit dans les secteurs à forte concentration de capital. Elle se distingue d'une bourgeoisie nationale héritière de la révolution industrielle et qui maintient son emprise dans des secteurs plus diversifiés, où la concentration du capital est moins accentuée.

Leurs intérêts économiques peuvent diverger, notamment au plan de la répartition du profit. Ces divergences se traduisent parfois par des conflits sur le plan politique ; elles n'aboutissent cependant jamais à des ruptures définitives, car leurs intérêts économiques et politiques sont étroitement solidaires.

Que les individus en soient ou non conscients, ils font partie d'une classe sociale dont l'existence et les privilèges dépendent entièrement du maintien des rapports sociaux capitalistes. D'où leur profond attachement à l'ordre établi, même si certains peuvent manifester une ouverture d'esprit et des positions politiques « progressistes ». Sauf à mettre en péril la situation financière de leurs entreprises, ils doivent respecter les lois du mode de production capitaliste. Ceci explique l'échec, dans ce système économique, des véritables tentatives d'autogestion.

La classe ouvrière.

Rassemblant tous ceux qui produisent la plus-value, la classe ouvrière occupe une place centrale dans la lutte contre la classe dominante. Historiquement, c'est cette lutte qui lui permet de se constituer, lorsqu'elle prend conscience de l'exploitation qu'elle subit et de la possibilité de lutter grâce à la solidarité de tous les travailleurs.

Elle s'oppose d'abord aux détenteurs des moyens de production, en revendiquant de plus hauts salaires et de meilleures conditions de travail, avant de s'affirmer comme classe spécifique, consciente de son rôle dans la production et dans la société.

Mais pour supprimer les racines mêmes de son exploitation, elle doit renverser le pouvoir capitaliste, et s'allier pour cela avec tous les travailleurs qui subissent la même exploitation. Entre cette nécessité, comprise par certaines fractions de la classe ouvrière, et la réalité qui est faite d'affrontements localisés, sur des problèmes importants mais partiels, il y a une coupure : elle se traduit par une réelle difficulté à dépasser le champ de la lutte économique pour poser les problèmes en termes politiques. Cette difficulté est accentuée par les désunions qui se manifestent au sein de la classe ouvrière, causées et aggravées par le conditionnement idéologique dont elle est la première victime.

La petite bourgeoisie

La classe dominante et la classe ouvrière polarisent chacune, autour d'elles, des fractions de la petite bourgeoisie : cette classe occupe en effet une place intermédiaire où se regroupent les héritiers de groupes sociaux anciens, mais aussi certaines catégories nouvelles. Chacune de ces composantes fournit un travail d'une réelle utilité sociale, mais orienté vers les propres fins de la classe dominante. On distingue généralement les travailleurs salariés (ingénieurs, cadres, techniciens, enseignants, fonctionnaires, employés), et les travailleurs indépendants (commerçants, artisans, professions libérales).

Cette distinction entre travailleurs salariés et travailleurs indépendants ne suffit pas pour conclure à la possibilité immédiate de formation d'un « bloc des travailleurs » unissant la classe ouvrière et les travailleurs salariés. Tout concourt en effet à montrer que la division entre le travail intellectuel et le travail manuel constitue une barrière de classe entre les deux et engendre de profondes divergences.

Bien que dominée par la vision du monde de la bourgeoisie capitaliste, la petite bourgeoisie distille une idéologie originale et complexe, fondée à la fois sur le refus de certains aspects du capitalisme, sur une contestation frondeuse du pouvoir politique et, contradictoirement, sur le goût de l'ordre, de l'autorité, de la sécurité, sur la croyance en la neutralité de l'Etat, sur une perception très individualiste et moraliste des problèmes sociaux et politiques.

Les travailleurs salariés peuvent contester assez radicalement les rapports politiques auxquels ils sont soumis, et se rapprocher en cela

de la classe ouvrière. Toutefois, faute de contester globalement le mode de production capitaliste, certains penchent non vers la subversion de ces rapports, mais vers leur réaménagement par le réformisme et la participation. Il arrive aussi que, refusant de voir en face la réalité et la nécessité de la lutte des classes, ils cherchent la transformation de leur condition à travers des solutions purement individuelles.

Pour les travailleurs indépendants, l'opposition au capitalisme se limite trop souvent au refus des « grosses fortunes » et des « grosses entreprises ». Isolés sur le plan économique, soumis à une concurrence de plus en plus vive, ils sont traumatisés par la perspective de leur prolétarianisation, et restent d'autant plus attachés à la propriété privée qu'elle leur apparaît comme la seule garantie de leur survie.

Pour la défendre, ils sont capables de réactions d'autant plus violentes qu'elles manifestent leur désespoir et leur totale inadapation à l'évolution de la société. De ce fait, ils se solidarisent souvent avec la répression.

Les paysans

Ils ont longtemps constitué une classe isolée, presque un monde à part. Faisant partie du « monde rural », ils s'opposaient à la ville sans faire de distinction entre ses différentes catégories sociales. Par certains côtés, à l'exclusion des propriétaires de grandes exploitations qui font partie de la classe dominante, ils se rapprochent de la petite bourgeoisie et spécialement des travailleurs indépendants.

Toutefois, la pénétration du mode de production capitaliste dans l'agriculture a profondément modifié leur situation : les plus prolétariés, subissant l'oppression des rapports marchands, ont pris conscience de la solidarité fondamentale qui les unit à la classe ouvrière. A l'occasion des luttes contre l'exploitation dont ils sont victimes, certains ont été jusqu'à remettre en cause la conception restrictive de la propriété privée de la terre pour lui substituer la revendication du contrôle de leur outil de travail.

Une loi tendancielle

En fait, la division de la société en deux blocs antagonistes n'est qu'une loi tendancielle : la lutte des classes polarise les divers groupes sociaux. Concernant principalement la classe ouvrière et la classe bourgeoise, elle oblige les autres groupes à se déterminer par rapport à ces deux classes antagonistes. Cependant ce phénomène de polarisation ne se concrétise nettement qu'en période de crise.

Lutte des classes et autres luttes.

La lutte des classes n'est pas une lutte entre deux blocs, mais l'expression d'un antagonisme irréductible, né dans le rapport de production, entre une classe exploiteuse et une classe exploitée. C'est la conscience de l'exploitation subie qui amène les travailleurs salariés et certains paysans à se situer du côté de la classe ouvrière pour com-

battre un même adversaire. C'est la prise de conscience de la dépendance entre les rapports politiques dans la société et les rapports de production dans l'entreprise qui permet la radicalisation de la lutte.

Elle n'est donc pas seulement une lutte entre des hommes dont les intérêts divergent, elle est, plus fondamentalement, une lutte en vue de la destruction des rapports sociaux capitalistes. C'est d'ailleurs pourquoi la classe dominante ne la « voit » pas : elle la gomme de son discours et de sa vision du monde. Pour elle, les rapports sociaux actuels sont dans « l'ordre des choses », et les inégalités qui en résultent s'expliquent par la « nature humaine ».

Il est significatif que ce type d'arguments soit repris également pour justifier les oppressions raciales, culturelles, nationales, ainsi que celle de la femme par l'homme : c'est toujours la « nature » qui est invoquée pour justifier un état de fait qui est en réalité le résultat d'un rapport de forces. Sous-jacente à ces différentes oppressions, il y a toujours l'exploitation de l'homme par l'homme. Si l'exploitation capitaliste en est, aujourd'hui dans nos sociétés, la manifestation principale, les autres formes d'exploitation et d'oppression ne sont pas réductibles à celle-là. La lutte des classes ne recouvre pas obligatoirement toutes les luttes de « libération » (des minorités culturelles, ethniques, raciales et surtout celle des femmes), mais elle sont indissociables et s'attaquent toutes à la même cause : les rapports sociaux.

Si ces luttes de libération ne peuvent aboutir, en fin de compte que dans une société qui ne connaîtra plus l'exploitation de l'homme par l'homme, la lutte des classes ne garantit pas à *elle seule* l'avènement d'une telle société : l'exemple de l'Union Soviétique, où une nouvelle forme d'exploitation a pris naissance, avec l'apparition d'une bourgeoisie d'Etat, montre bien comment cette lutte peut être totalement détournée de son objectif.

C'est que la libération des hommes n'est pas inscrite dans l'Histoire : elle dépend certes des luttes menées par les opprimés contre les hommes ou les systèmes qui les oppriment ; mais elle dépend aussi, plus étroitement qu'on a souvent voulu le reconnaître, de la *rupture opérée par ces opprimés avec l'idéologie de leurs oppresseurs* : conditionné par une société où l'exploitation de l'homme par l'homme est présentée comme « naturelle », qui exalte la force virile et la réussite individuelle, qui ne connaît que la violence pour s'opposer à la violence, l'opprimé d'hier risque de devenir à son tour, une fois victorieux, un oppresseur.

6. L'impérialisme

On désigne habituellement, par ce mot, l'extension du mode de production capitaliste de l'espace national à l'espace mondial. La réalité

est plus complexe et cette définition ne traduit qu'imparfaitement la dynamique d'un système économique qui, en s'élargissant au plan mondial, provoque le sous-développement des pays dominés.

L'articulation des différents systèmes économiques et sociaux, dans un contexte international où prédomine le mode de production capitaliste, s'effectue au seul bénéfice des pays développés. Elle se traduit par une division internationale du travail : les nations moins développées se spécialisent dans des productions exigeant moins de technicité (agriculture, extractions) et plus de main-d'œuvre. Comme ces biens s'échangent sur le marché international contre des marchandises produites dans des pays où le « développement » est plus avancé, il s'ensuit une sous-évaluation des produits exportés par les pays dominés ; c'est la « détérioration des termes de l'échange ».

Cette détérioration n'est pas la cause, mais une conséquence de l'inégalité des développements économiques ; l'origine du sous-développement doit être cherchée dans les rapports de production internationaux.

La nécessité d'élargir les marchés pour écouler les marchandises produites et d'étendre le champ d'approvisionnement en matières premières et en produits alimentaires provoque l'extension, au plan mondial, du mode de production capitaliste. Dans les pays où l'Etat national est fortement implanté sous la direction d'une bourgeoisie locale, généralement d'origine marchande, et où les capitaux disponibles sont importants (Iran, Inde), cette extension entraîne le développement industriel. En revanche, dans les régions, parfois colonisées, où les systèmes économiques et sociaux sont figés et dominés par les anciennes classes sociales, le développement sera déséquilibré.

L'exportation des capitaux dans ces régions dépourvues de moyens d'action, aussi bien économiques que politiques, se traduit par une expropriation de fait de leurs richesses naturelles. Les forces productives se développent en marge d'une économie traditionnelle qui périclité. Toutes les activités exportatrices en bénéficient, au détriment des cultures vivrières.

Ce désintérêt forcé pour les cultures vivrières prend les allures d'une véritable catastrophe dans les pays où l'introduction des techniques médicales modernes a provoqué une très forte croissance de la population. Tandis que le chômage s'étend, le montant des salaires, pour ceux qui travaillent, est à peine suffisant pour subsister et ne permet pas la formation d'une demande suffisante pour développer l'agriculture. En revanche, cette faiblesse des salaires permet à la classe dominante de réaliser des profits importants.

Les activités d'exportation étant sous contrôle du capital étranger, les profits réalisés ne sont pas réinvestis sur place, mais récupérés par les bourgeoisies étrangères et drainés vers les secteurs les plus rentables. Les travailleurs de ces pays sont donc réduits à la misère ou à l'émigration pour chercher du travail. Car le capitalisme internationalise non seulement les rapports commerciaux, mais encore les mouvements de travailleurs. L'immigration à laquelle ont recours tous les pays capitalistes industrialisés est donc un phénomène qui semble irréversible, aussi longtemps que subsisteront les inégalités de développement au niveau mondial.

Il y a donc une distinction nette à faire entre les pays dits « du centre » qui dominent leurs propres forces productives, et les pays dits « de la périphérie » dont les forces productives sont dominées par les bourgeoisies des pays « du centre ».

C'est bien le système économique mondial en lui-même, où dominent les rapports capitalistes, qui maintient les inégalités. Ce système entretient un gaspillage énorme (consommation toujours renouvelée de produits industriels, armements, production et consommation alimentaires sophistiquées) et une concentration des richesses, alors que les masses de l'humanité vivent dans une situation de subsistance, et quelquefois même pas... Car la sous-nutrition et la mal-nutrition endémiques, le retour périodique des famines sont aujourd'hui la triste réalité ordinaire des 2/3 de l'humanité. Ces famines ne sont pas uniquement la conséquence d'accidents climatiques incontrôlables : le continent Américain connaît périodiquement de graves sécheresses, et la Chine était jusqu'en 1950 la proie des inondations ; et pourtant, on ne parle pas aujourd'hui de famine dans ces pays. Mourir des conséquences d'un accident climatique, comme ce fut le cas dernièrement au Sahel, est encore réservé aux peuples du Tiers-Monde. Cela n'est pas l'effet du hasard mais une conséquence de l'exploitation impérialiste. Si la sécheresse qui s'est abattue sur les zones sahéliennes de l'Afrique tropicale a eu les conséquences désastreuses que l'on sait c'est parce qu'elle a coïncidé à la fois avec une crise de l'agriculture vivrière (provoquée par de longues années d'exploitation des masses paysannes dans les pays sahéliens), et avec une crise de l'impérialisme français vis-à-vis de ses concurrents en Afrique.

L'impérialisme américain

Parmi les pays capitalistes « du centre », les U.S.A. ont acquis une position dominante. Le développement économique de ce pays a été favorisé par l'importance de son marché national. Les rapports sociaux capitalistes s'y sont d'autant mieux établis qu'ils ne se heurtaient à aucun système économique et social pré-existant, les Indiens ayant été exterminés ou parqués par le recours systématique à la violence.

La division de l'Europe, son affaiblissement au cours de deux guerres mondiales ont favorisé l'expansion de l'impérialisme américain : il a trouvé là un champ de manœuvre exceptionnel pour ses capitaux, des débouchés importants pour ses marchandises, surtout après la 2^e guerre mondiale quand l'Europe a dû reconstruire sa base industrielle. Le plan Marshall, en apportant aux économies européennes les premières disponibilités nécessaires a eu une conséquence politique importante en plaçant sous l'influence américaine les nations qui en bénéficiaient.

Cet impérialisme s'est manifesté dès la fin de la guerre, grâce

à la place que les U.S.A. avaient conquise dans la division internationale du travail. Ils détenaient en effet le quasi monopole sur les biens et services à forte intensité technologique, ce qui leur permettait de dominer les rapports de production internationaux. Bénéficiaires de la détérioration des termes de l'échange, du fait de l'avance technique de leur industrie, maîtres du prix des matières premières du fait de leur emprise sur l'économie des pays du Tiers-Monde, ils ont accumulé des profits importants.

Ces profits, grâce au rôle joué par le dollar comme monnaie de réserve, se sont investis à l'extérieur, notamment dans les pays européens, où les salaires sont plus faibles qu'aux U.S.A. et qui offraient une main-d'œuvre hautement qualifiée. Des branches industrielles ont été exportées, dont la bourgeoisie américaine conservait le contrôle financier et technique (informatique, télécommunications), des industries ont été rachetées. Dans les pays sous-développés, l'implantation économique américaine s'est renforcée là où elle existait déjà (Amérique latine...), mais elle s'est aussi étendue aux autres régions, dans les secteurs primaires (extractions notamment), dans l'industrie légère, forte consommatrice de main-d'œuvre. Dans cette offensive, les firmes multinationales ont été le vecteur du capital américain et le ressort essentiel de son hégémonie.

Pour maintenir cette hégémonie, la bourgeoisie américaine a mobilisé à son profit la puissance politique, militaire et financière de l'Etat américain. Ce dernier n'a pas hésité à intervenir militairement (Guatemala, Saint Domingue, Viet Nam) bien qu'il se contente le plus souvent de moyens moins expéditifs : aide financière et politique apportée aux bourgeoisies locales, aide « technique » pour la formation des polices et des armées, aide à la lutte contre la subversion interne (C.I.A.), assistance « philanthropique » servant en fait des buts politiques (Peace Corps notamment), et surtout fournitures abondantes d'armements, qui ont en outre l'avantage d'être une source de profits immédiats et importants.

Depuis quelques années, on voit les USA accorder une aide préférentielle à certains pays jugés particulièrement sûrs : Brésil, Iran, ... Géographiquement bien situés, ces pays sont choisis en fonction d'une stratégie politique et militaire soigneusement réfléchie. Ils se caractérisent par un régime dictatorial qui favorise le maintien dans l'ordre impérialiste des peuples voisins.

Vis-à-vis des autres pays capitalistes du centre, l'impérialisme américain ne peut intervenir de la même façon dans leurs options politiques et économiques, et se contente de soutenir les forces qui peuvent faire barrage à une évolution vers le socialisme. Ces pays constituent en effet des impérialismes secondaires qui participent eux-mêmes à l'exploitation du tiers-monde, et dont la stratégie entre parfois en concurrence avec celle des U.S.A.

Les réunions internationales qui ont lieu périodiquement, et dont l'objectif économique ponctuel dissimule à peine l'objectif politique (le maintien de l'ordre international), montrent que les principaux pays

impérialistes sont obligés de se concerter pour harmoniser leurs dominations. Toutefois le poids de l'économie américaine, son avance technologique, sa puissance financière et militaire donnent à l'impérialisme américain une position dominante.

L'impérialisme soviétique

Cet impérialisme, dont les manifestations sont assez semblables à celles de l'impérialisme américain, ne peut être analysé sans référence à la nature particulière du régime économique et social de l'URSS.

Depuis la Révolution d'Octobre 1917, ce régime a évolué vers un capitalisme d'Etat de plus en plus affirmé. Bien que la propriété privée des moyens de production soit supprimée, les rapports de production capitalistes fondés sur l'exploitation de la force de travail et la division du travail subsistent. L'appropriation de la plus-value reste liée à la monopolisation du pouvoir par une minorité. Si les anciennes classes dominantes ont bien été renversées, les anciens rapports sociaux se sont reconstitués, sur lesquels un nouveau système d'exploitation et d'oppression s'est mis en place. Une nouvelle idéologie, fondée sur une conception économiste du marxisme, donnant le primat au développement des forces productives, a été imposée aux travailleurs, bloquant l'évolution vers le socialisme et favorisant la réapparition des rapports de production capitalistes. « Priorité à l'industrie lourde », « rattraper et dépasser la production des pays capitalistes » : tels étaient les objectifs fixés aux travailleurs. Un rôle privilégié fut donc accordé à l'accumulation des moyens de production, et au développement de la technique : à aucun moment l'idée qu'un certain type de technique et de croissance économique n'est pas « neutre » politiquement, mais induit nécessairement un certain modèle de société ne fut prise en considération. Le profit fut réhabilité comme moteur de l'économie, et par conséquent la division du travail et les rapports hiérarchiques. Une nouvelle bourgeoisie s'est installée, disposant des moyens de production et surtout de la puissance d'un Etat extrêmement répressif.

Il est impossible en effet de mettre sur le compte d'une attitude anti-révolutionnaire la reconnaissance, la description et la dénonciation du régime de terreur policière, qui a connu son apogée sous Staline, mais demeure encore d'actualité par bien des aspects. La naissance, dès 1918, d'une police politique aux pratiques expéditives, le développement des « camps de travail », la déportation et l'élimination physique des opposants et de millions de citoyens, les « purges », les procès préfabriqués, tout cela ne peut être imputé à la seule folie d'un individu ; il faut y reconnaître la conséquence logique d'une révolution où le pouvoir a été pris *pour* le peuple et non *par* lui, où la fidélité à un dogme a toujours primé l'écoute des besoins et des désirs populaires, où une « avant-garde » s'est crue chargée de faire le bonheur des autres, sans

eux et au besoin contre eux. Si la répression, dans tout régime, est proportionnelle à son degré d'injustice et de violence « structurelle », l'importance, l'omniprésence, l'efficacité de l'appareil répressif d'Etat dans la société soviétique mesurent assez exactement la distance qui la sépare de la « société sans classes ». C'est dire que cette distance est au moins aussi grande que dans nos sociétés occidentales...

Les travailleurs n'ont aucun contrôle sur l'emploi des moyens de production, sur la finalité de leur travail, sur le pouvoir de l'Etat et du parti. Ils sont soumis à l'autorité de directeurs nommés par le pouvoir et aliénés par une idéologie qui leur dissimule les vrais rapports sociaux.

Sur le plan international, la politique de l'URSS, d'apparence socialiste, est en fait de nature impérialiste. Elle en possède les caractères principaux : économiques, en exploitant les pays du tiers-monde et les pays du Comecon (Europe de l'Est) avec lesquels elle commerce sur la base des prix mondiaux ; politiques, en forgeant des alliances qui s'éloignent de l'internationalisme prolétarien et qui utilisent à son profit les rivalités entre nations ; militaires, en intervenant contre les pays situés dans sa zone d'influence (Tchécoslovaquie).

La « coexistence pacifique »

Entre ces deux impérialismes, américain et soviétique, une sorte de partage du monde s'est établi : chacun laisse l'autre libre d'intervenir dans sa propre sphère d'influence, même si, sur le plan idéologique, l'âpreté des discours suggère un antagonisme radical.

L'idéologie de la « coexistence pacifique » sert de support à cet « équilibre » et permet aux uns et aux autres de poursuivre leur action propre vis-à-vis des pays du tiers-monde. Cette situation ne peut que maintenir et aggraver les injustices et les oppressions dont sont victimes la majorité des peuples. Ce climat d'insécurité ne peut avoir à long terme que des conséquences explosives, surtout si l'on considère que le processus de militarisation des sociétés et la course aux armements augmentent à la fois l'oppression d'aujourd'hui et le risque de conflits futurs : et dans tous les cas, les premières victimes sont les masses populaires.

7. Les contradictions du capitalisme

Les contradictions propres au mode de production capitaliste sont d'importance inégale ; la plus importante vient de ce que le développement des forces productives offre des possibilités toujours nouvelles, alors que les rapports sociaux de production et d'échange restent étriés. La recherche du profit, l'accumulation du Capital étant les seuls objectifs

que peut se donner le mode de production capitaliste, les forces productives sont amputées de tout développement qui ne servirait pas ces objectifs :

Les techniques de production, qui devraient servir à ménager la force de travail et les ressources naturelles, ne sont mises en œuvre que pour les exploiter en vue du profit maximum.

L'utilisation des machines, qui devrait être au service d'une plus grande liberté de l'homme par rapport au travail, n'est développée que pour accroître la productivité de ce travail.

Et si, du moins, cet accroissement de productivité permettait de diminuer les inégalités sociales, grâce à l'augmentation de la production des biens... Mais en fait elle ne sert qu'à alimenter une croissance non contrôlée, livrée à la seule logique du profit, sans bénéfice pour les pauvres.

L'exemple de l'énergie nucléaire est, à cet égard, particulièrement significatif : on aurait pu imaginer que les forces productives dégagées par le travail et l'intelligence des hommes s'investissent dans une recherche tenant compte, comme premier objectif, de la santé des hommes actuels et de leurs descendants, de la sécurité et de la qualité de leur vie, de leurs désirs d'autonomie et de décentralisation, etc... Si un choix contraire a été fait, c'est précisément parce que l'objectif premier du mode de production capitaliste n'est pas celui-là, mais la recherche du profit, qui a besoin d'un nouveau champ d'accumulation du Capital : cela exige des infrastructures importantes, très centralisées, hautement technicisées, non contrôlables par d'autres que les spécialistes, grandes consommatrices de matières premières, d'énergie, de force de travail. Le système est ainsi fait qu'il peut supporter un véritable gaspillage (si l'on fait le bilan global des avantages et inconvénients pour la société dans son ensemble) pourvu qu'il dégage un substantiel profit pour les classes privilégiées. C'est ainsi que le choix nucléaire se justifie parfaitement par le profit qu'en retirera la classe dominante, alors qu'il est une véritable absurdité si l'on fait entrer en compte tout ce qu'il coûtera à l'ensemble des travailleurs et citoyens, et qui n'est pas nécessairement quantifiable. La construction d'une centrale absorbe déjà une part non négligeable de l'énergie qu'elle est censée produire plus tard...

Un autre avantage important que la classe au pouvoir va retirer du pari nucléaire est le bénéfice politique : en raison des nombreux risques qu'entraînent l'existence et le fonctionnement des centrales, le Pouvoir peut justifier et même faire désirer par l'opinion publique un considérable renforcement des dispositifs policiers. Il faudra, par exemple, contrôler étroitement les travailleurs des centrales et les populations environnantes, pour éviter les attentats, les chantages, les vols de combustible, etc.

La société nucléarisée ne peut donc être que centralisée, fortement surveillée, militarisée. Si un fort mouvement populaire ne parvient pas, dans les prochaines années, à freiner, puis stopper le développement des centrales nucléaires, la classe dominante aura réussi à créer un « fait accompli » qui rendra plus difficile toute tentative de socialisme décentralisé et autogestionnaire....

Loin d'affaiblir la lutte politique et économique contre l'ordre

capitaliste, la prise en compte des avertissements « écologiques » (malgré la gêne provoquée par leur expression parfois apolitique) devrait au contraire fournir de *nouvelles raisons* de s'opposer au mode de production actuellement dominant. Il est certain, en effet, que l'écologie (prise ici en son sens strict de « science de l'environnement ») fixe des limites, des « seuils » au-delà desquels une activité humaine quelconque devient plus nocive que bénéfique : en matière de pollution, de consommations d'énergie et de matières premières, d'urbanisation, de conditions de vie, etc... Or, en raison de la logique du profit qui est son moteur, le mode de production capitaliste ne peut pas respecter une limite, quelle qu'elle soit, si un profit est possible en transgressant cette limite. C'est pourquoi l'arrêt du gaspillage et de la dégradation de la « qualité de la vie » ne peut pas être obtenu sans changer le mode de production ; un mode de production socialiste ne réalisera certes pas automatiquement un tel arrêt, mais au moins il ne le rend pas impossible.

La croissance de la production, soumise à la seule loi du profit, s'égare dans des voies sans issue : consommant toujours plus de matières premières, toujours plus d'énergie, toujours plus d'espace, elle aliène davantage les hommes, elle détruit l'environnement social et culturel, elle est une menace pour la qualité de la vie aujourd'hui et pour la survie même de l'humanité demain. C'est là une des impasses les plus fondamentales du mode de production capitaliste : sous peine de mort, il lui faut croître indéfiniment, alors que le monde n'est pas infini. Cette impasse-là pouvait ne pas apparaître au XIX^e siècle, en un temps où le monde n'était absolument pas perçu comme limité, mais elle prend aujourd'hui une importance nouvelle.

D'autres contradictions sont plus immédiatement sensibles :

- La diffusion beaucoup plus large de l'enseignement et de la culture devrait permettre à chacun d'avoir, dans son travail, plus de qualification, d'initiative, de responsabilité. En fait, elle multiplie les spécialistes qui utilisent leur savoir comme instrument de pouvoir.
- La très grande diversification des tâches à accomplir rend les hommes beaucoup plus dépendants les uns des autres et, par conséquent, rend plus nécessaire la coopération entre eux ; mais, en fait, cette solidarité potentielle, qui ne demanderait qu'à s'exprimer, est étouffée par la rigidité des rapports sociaux dominants.
- Alors que la production se fait collectivement, la consommation garde un caractère étroitement privé. Il y a là un phénomène idéologique associé au besoin des individus de se distinguer les uns des autres. Comme le travail, les transports, la concentration urbaine uniformisent les comportements, la consommation offre la possibilité, certes artificielle, d'échapper à cette monotonie génératrice d'ennui. La Publicité, par ses thèmes et ses méthodes, accentue ce transfert sur la consommation. Il s'ensuit une véritable aliénation de la personne, un fétichisme de la marchandise.

La baisse tendancielle du taux de profit.

Si le développement des forces productives et la croissance de la production permettent de réaliser une augmentation quantitative du profit, c'est au prix d'un accroissement considérable des besoins en capitaux. Or ces capitaux n'ont pas d'autre source que le profit lui-même : la recherche du profit s'en trouve donc renforcée, indéfiniment. Par ailleurs l'utilisation de machines et de techniques toujours plus onéreuses fait que le Capital Constant (CC : matières premières, machines, produits énergétiques) augmente plus vite que le Capital Variable (CV : salaires) : la « composition organique du capital » (CC/CV) augmente. Il s'ensuit que même si les salaires augmentent en chiffres absolus, la part qu'ils constituent (et qui représente la force de travail consommée dans la production) a tendance à diminuer. C'est d'ailleurs l'objectif poursuivi par les détenteurs du capital : grâce à l'innovation technologique, ils s'efforcent d'augmenter la quantité de marchandises produites pour un même temps de travail.

Or la force de travail est seule susceptible de créer la plus-value (en effet, les machines ne créent pas de plus-value, ayant été créées elles-mêmes par une force de travail antérieure) : si sa part diminue dans le processus de production, cela ne peut qu'entraîner corrélativement une diminution de la plus-value pour une même quantité de Capital consommé dans le processus. Le taux de Profit, tendanciuellement, ne peut donc que décroître, au fur et à mesure que se développent les forces productives.

Si le taux de profit diminue, les besoins en capitaux supplémentaires ne pourront être satisfaits qu'en partie. Pour échapper à ces conséquences, le système essaie différentes solutions, toutes provisoires et génératrices de nouvelles contradictions :

Pour satisfaire les besoins en capitaux, on recourt de plus en plus aux entreprises financières, préjugant ainsi des projets à venir. Celles-ci, de ce fait, élargissent leur influence et deviennent co-propriétaires du capital. Mais les frais financiers augmentent, en raison des intérêts versés sur les prêts ainsi consentis, et alimentent l'inflation en se répercutant sur les prix. Celle-ci devient endémique.

Pour augmenter la plus-value, on essaie d'augmenter la quantité de travail en élaborant des produits de plus en plus sophistiqués, ce qui permet de compenser les effets de la mécanisation sur les taux de profit.

Mais surtout on profite du rapport de forces qui permet aux pays industrialisés, du fait de leur politique impérialiste, d'exploiter le reste du monde en acquérant les matières premières et les produits énergétiques à une valeur inférieure à leur valeur d'échange, en récupérant ainsi une partie de la plus-value créée au cours du processus de production de ces biens. Mais on profite aussi de l'augmentation mondiale du prix de ces produits pour constituer d'importantes réserves de capitaux, grâce aux stocks accumulés avant l'augmentation. C'est ainsi que les profits des grandes compagnies pétrolières ont augmenté davantage en

74 et 75 qu'au cours des années précédentes... La contradiction latente entre la baisse tendancielle du taux de profit et l'augmentation constante des besoins en capitaux explique l'intervention croissante de l'Etat dans l'économie. Cette intervention se manifeste par la prise en charge collective de certains frais, par la socialisation des pertes, par l'injection dans les industries en difficulté de capitaux prélevés sur les recettes fiscales. Les grandes entreprises vivent en symbiose avec l'appareil d'Etat, utilisant à leur profit les finances publiques (pour la recherche scientifique par exemple) et monopolisant les contrats des grands équipements et travaux publics.

Une autre contradiction, enfin, résulte de l'accroissement des coûts de commercialisation par rapport aux coûts de production. Une part de plus en plus importante du profit est absorbée par l'infrastructure commerciale, la publicité, les études de « marketing », etc... Le capital a donc tendance à investir de préférence dans les secteurs où les débouchés sont garantis, et notamment par l'Etat. Le principal de ces secteurs est évidemment celui de l'armement, son développement considérable n'a donc rien d'étonnant.

8. *La militarisation*

Production et commerce des armes

De tous temps il y a eu production et commerce d'armements ; mais ce phénomène a pris, en France depuis quelques années, une ampleur telle qu'on ne peut y voir un simple développement quantitatif. Il y a vraiment quelque chose de nouveau, une réelle « militarisation de l'économie », peu perceptible à l'homme de la rue, mais déterminant lourdement et durablement l'avenir politique et économique de notre société.

La France, on le sait, s'est hissée au 3^e rang des « marchands de canons » mondiaux, derrière les U.S.A. et l'U.R.S.S. Ces exportations-là représentent environ 8 % du total des exportations françaises, mais 25 % si on ne considère que les exportations de biens d'équipement. Elles concernent tous les secteurs de l'armement, des hélicoptères aux sous-marins, des chars aux missiles ; seule l'arme atomique n'est pas exportable... mais rien n'interdit de fournir les centrales « pacifiques » qui permettront à un pays (l'Iran ou le Pakistan...) de se fabriquer sa bombe : c'est ainsi que l'Inde a fabriqué sa bombe « pacifique » grâce à une centrale fournie par le Canada.

La France ne se fixe aucune limite dans le « choix » de ses clients ; chaque fois que, pour différentes raisons (alliances à ménager, image « libérale » à sauvegarder) elle déclare exclure certains pays, elle

trouve toujours un moyen pour continuer ses exportations. On vient d'en avoir un exemple éloquent avec l'Afrique du Sud : C'est au moment où ce pays peut fabriquer directement les armes françaises chez lui, grâce aux « licences » qu'on vient de lui vendre, que Giscard annonce la fin de nos livraisons ! En fait, les seules limites sont fixées par la capacité de production française ; on ne se contente plus d'exporter des matériels fabriqués en série pour l'armée française : on fabrique et exporte maintenant directement sur commande.

L'évolution de ce commerce est impressionnante : 3 milliards de NF en 1965, 7 milliards en 1970, 20 milliards en 1974... Le chiffre de 1975, pas encore connu, sera d'environ 25 milliards. Il est difficile de justifier une telle progression par une simple augmentation de la « demande », et le désir de ne pas laisser les autres en profiter ; en fait, il y a réellement un effort intense de vente, une véritable prospection des marchés. Il existe un service officiel spécialisé dans la « promotion » : c'est la Direction des Affaires internationales qui, grâce à un budget de 10 millions de francs, organise des « salons de l'armement », au Bourget et à Satory notamment. En 1976, le budget « prospection » de la D.A.I. passe de 7,1 millions à plus de 11,4 millions ; cette augmentation de 60 % en un an montre que le régime giscardien entend bien recourir de plus en plus à cette véritable « drogue » (au deux sens du mot : remède et intoxication) qu'est pour l'économie française l'exportation d'armements.

300 000 travailleurs sont employés dans les usines d'armements ; ce nombre, déjà considérable, ne donne qu'une idée fausse de l'importance de la militarisation dans le secteur productif. Il faut ajouter en effet ceux qui travaillent dans 1 400 entreprises où la production d'armements n'est que marginale (de 1 à 10 %), mais sans laquelle l'entreprise ne serait pas rentable. C'est donc plus de 3 millions de travailleurs dont l'emploi dépend étroitement des fabrications d'armements. Nous assistons en France à la création d'un véritable « complexe militaro-industriel », à l'image de celui qui s'est établi aux U.S.A. dans les années 50.

Si l'Etat est le promoteur, le contrôleur et le principal client de l'industrie d'armements, il n'oublie cependant pas son rôle de gardien des intérêts de la classe dominante : c'est pourquoi il veille à laisser à l'entreprise privée l'essentiel de cette production lucrative. C'est Debré lui-même qui, dans le « Livre blanc sur la Défense nationale » donne en 1972 les pourcentages suivants, qui n'ont guère varié depuis : en tenant compte des « sous-traitances », la production d'armements est assurée en France par les établissements d'Etat (arsenaux) pour 12 %, par les établissements para-publics pour 13 %, par le secteur privé pour 75 %... Le nombre des arsenaux diminue, certains établissements publics sont transformés en simple gestionnaires de crédits ventilés ensuite dans le secteur privé en « sous-traitance ».

Cette militarisation de l'économie tente de résoudre un certain nombre de contradictions du développement capitaliste (hausse des coûts de commercialisation, nécessité d'obtenir de nouveaux champs d'accumulation du capital, résorption « keynesienne » des crises de surproduction-chômage, dégagement de nouveaux profits privés pour compenser la baisse des taux de profits). Elle permet une meilleure utilisation du capital pour certains, une véritable stérilisation des forces productives pour les autres et s'inscrit ainsi dans la droite ligne des gaspillages engendrés par la croissance capitaliste.

Encore faut-il s'entendre sur le sens du mot « gaspillage », car ce n'est pas du gaspillage pour tout le monde ! C'est ce que reconnaît, le « rapport sur l'utilité des guerres » : « On a toujours associé la production d'engins destinés à la destruction de masse avec la notion de « gaspillage » économique. Le terme est péjoratif, puisqu'il implique un échec dans le fonctionnement de l'économie. Mais aucune activité humaine ne peut être considérée comme du gaspillage dans la mesure où elle remplit les objectifs qu'elle s'est fixés dans son propre contexte. Les mots de « gaspillage nécessaire », appliqués non seulement aux dépenses militaires mais à la plupart des activités commerciales « improductives » de notre société, constituent une contradiction dans les termes... Dans le cas du « gaspillage » militaire, il est évident que l'utilité sociale est manifeste. Cela provient du fait que le « gaspillage » de la production de guerre s'accomplit complètement en dehors des cadres de l'économie de l'offre et de la demande. En tant que tel, ce gaspillage constitue le seul secteur important de l'économie globale qui soit sujet à un contrôle complet et discrétionnaire de la part de l'autorité centrale. Si les sociétés industrielles modernes peuvent être définies comme celles qui ont acquis la possibilité de produire plus qu'il n'est indispensable à leur survie économique (sans tenir compte de l'équité dans la distribution des biens à l'intérieur de ces sociétés), les dépenses militaires peuvent être considérées comme le seul volant de sécurité pourvu d'une inertie suffisante pour stabiliser les progrès de leurs économies... Et plus vite l'économie accomplit des progrès, plus lourd doit être ce volant de secours » (2).

Ce serait une erreur de limiter l'analyse du complexe militaro-industriel à son seul aspect économique ; son aspect politique est aussi essentiel. Il renforce les pouvoirs de la minorité possédante en lui attribuant des moyens puissants de pression et de dissuasion. Il permet le développement d'une économie où tous les moyens de production sont placés sous le contrôle direct de la bureaucratie d'Etat. C'est pourquoi la militarisation de l'économie n'est qu'un des aspects de ce qu'il faut bien appeler la militarisation croissante de toute la société.

La militarisation de la société

On peut la définir, en France, comme « le processus qui vise à faire sauter les barrières traditionnellement établies entre le domaine militaire

(2) La paix indésirable ? Calmann-Lévy 1968, pp. 93-94.

et le domaine civil, entre le temps de guerre et le temps de paix. » (3). Il ne s'agit donc pas d'une omniprésence physique de l'Armée, mais de l'extension du contrôle militaire à l'ensemble des activités du pays. « La Défense nationale n'est pas une spécialité, c'est l'ensemble des activités de la France dans une certaine perspective de sa sauvegarde et de sa survie » déclarait Pierre Messmer en 1973 (4).

Telle quelle, cette phrase exprime un constat que l'on ne peut guère contester : les véritables enjeux d'une défense ne sont plus, à l'heure des forces thermonucléaires et des firmes multinationales, les frontières d'un Etat ni l'intégrité de son « territoire ». Mais de ce constat, un pouvoir d'Etat centralisateur ne peut tirer qu'une conclusion : c'est l'ensemble des activités d'un pays qui doivent être militarisées, c'est-à-dire placées sous le contrôle de spécialistes de la défense, et en dernier ressort de l'Etat fort, centralisé, susceptible d'intervenir partout. Du même constat, un pouvoir populaire tirerait la conclusion inverse : c'est l'ensemble des activités de défense, traditionnellement remises à des spécialistes, qui doivent être « civilisées », c'est-à-dire exercées par le peuple lui-même, par ses moyens propres. Militariser la société ou civiliser la défense : telle est l'alternative, et il n'est pas étonnant que tous les régimes à Etat fort (capitalistes ou « socialistes ») se précipitent sur le premier terme de cette alternative, tant il est vrai que l'adoption du second exigerait une double révolution : la prise des pouvoirs par le peuple, selon une perspective autogestionnaire, décentralisée ; et l'invention de techniques de défense réellement populaires, abandonnant les moyens, les organisations et les idéologies propres à la défense armée. C'est l'option qui sera développée au chapitre 4.

« L'ensemble des activités » : voilà une formule qui laisse prévoir que l'on va trouver la militarisation partout, et parfois dans les domaines les plus inattendus...

Il y a d'abord la *recherche scientifique* : les pays dits « avancés » dépensent à peu près la moitié de leur budget de recherche dans une perspective directement militaire. Depuis la 2^e guerre mondiale, la collaboration des scientifiques et des militaires est étroite : de la bombe atomique à la « guerre électronique » du Vietnam, aucune des innovations importantes dans les techniques de combat et dans les stratégies n'aurait été possible sans un important investissement en « matière grise », en finances, en équipements dans la recherche scientifico-militaire. Les scientifiques essaient parfois de justifier cette « collaboration » en insistant sur les retombées civiles de la recherche militaire ; il est vrai que dans certains secteurs de pointe (électronique, informatique, physique nucléaire notamment) la recherche militaire et la recherche civile sont tellement liées qu'il est un peu artificiel de chercher à les distinguer. Il est alors d'autant plus intéressant de constater que ce sont précisément les secteurs où les applications civiles elles-mêmes ont un intérêt plus que discutable ! Centrales nucléaires dite « pacifiques », contrôles policiers et administratifs de plus en plus étroits grâce aux

(3) Brachet, Tachon, Pons, *La France militarisée*, Cerf 1974, p. 26.

(4) *Revue de la Défense Nationale*, Novembre 73, p. 161.

ordinateurs... Le développement de certaines techniques répressives se fait le plus souvent dans le prolongement direct de la militarisation. En dehors de ces secteurs de pointe, la recherche militaire est tellement spécialisée que son application civile devient impossible : on estime que 70 à 90 % des recherches militaires sont sans intérêt pour le « civil ». En France, tout nouveau Brevet susceptible d'intéresser les militaires doit, s'ils le décident, rester secret, même si son utilisation civile aurait été intéressante.

La recherche militaire ne se cantonne pas au domaine des Sciences dites exactes : les sciences humaines aussi sont touchées, et de plus en plus ; le comportement des hommes et des sociétés dans les différents cas de « menace » est un objet d'études et de recherches importantes. Il semble, par exemple, qu'en matière de pédagogie (techniques de formation, utilisation des tests, etc...) les meilleurs spécialistes aujourd'hui soient les militaires.

A l'heure des missiles intercontinentaux, des sous-marins nucléaires, de la bombe orbitale, il n'est pas étonnant que la militarisation concerne étroitement la conquête spatiale (la course à la lune avait des enjeux militaires évidents) l'exploration des fonds sous-marins, la météorologie... Plus près de nous, elle touche tout ce qui concerne les communications et télécommunications : en cas de « crise », le contrôle de ces secteurs serait vital pour l'armée, et c'est pourquoi elle s'y « entraîne », profitant parfois des grèves de certains services publics : ainsi la grève des « aiguilleurs du ciel » permit, en mars 73, aux techniciens militaires de s'illustrer par le célèbre accident du Coronado espagnol (68 victimes) ; et en novembre 74, la grève des P.T.T. permit à des services de tri et de poste militaires de se rôder.

La militarisation se manifeste également par l'extension géographique du domaine militaire. Avec 270 000 hectares, l'armée est devenue, depuis la fin de la guerre, le plus gros propriétaire foncier de France. L'affaire du Larzac, par l'ampleur nationale que les paysans du Causse ont su lui donner, a attiré l'attention sur ce phénomène qui se passe, d'ordinaire, sans bruit. Mais c'est par dizaines que, ces dernières années, il faut compter les extensions et créations de terrains militaires.

Il faut enfin s'attarder sur une militarisation généralement méconnue, et qui pourtant conditionne l'efficacité même de tout le processus : celle qu'on pourrait appeler la militarisation administrative et judiciaire. Il ne suffit pas en effet de militariser l'ensemble des secteurs d'activité du pays, si les travailleurs refusent de les faire marcher... De même que dans l'optique classique de la « défense des frontières », il y avait la « mobilisation générale », de même dans la perspective de la militarisation généralisée, il y a mobilisation sur les lieux de travail. C'est tout le sens de l'Ordonnance du 7 janvier 59, véritable instrument de militarisation du peuple.

La distinction entre temps de guerre et temps de paix étant abolie, le dispositif de défense doit être permanent. En fonction de « menaces » que le gouvernement seul peut apprécier, plusieurs secteurs de l'activité du pays peuvent, sur simple Décret gouvernemental, être mis immédiatement sous direction militaire ; la grève devient alors une « désertion » passible des tribunaux militaires, le refus d'obéir à un ordre de la hiérarchie de l'entreprise est jugé comme « refus d'obéissance » devant la justice militaire, etc... Les menaces qui peuvent amener la mise en application de cette ordonnance de 59 ne sont jamais précisées ; ce sont peut-être une crise internationale, une menace de guerre atomique, une grave catastrophe naturelle, mais aussi (pourquoi pas ?) un important mouvement populaire, des événements analogues à ceux de Mai 68... L'efficacité des mesures prévues exige que soit institué un fichier national « définissant la situation exacte de chaque travailleur pour que, dans les cas prévus par l'ordonnance, il puisse être « immobilisé » dans son emploi, depuis la simple « réquisition », jusqu'à la « mise en garde » et à la « mobilisation ». C'est en application de cette mesure que, depuis 1964, les travailleurs de la plupart des administrations et usines sont invités régulièrement à remplir un questionnaire concernant leur « affectation de défense ». Aucun syndicat, aucun groupe politique n'a, à ce jour, protesté contre cette « formalité » ni lancé à ses adhérents la consigne de la refuser...

Il est vrai que, d'une façon générale, la militarisation n'est vraiment analysée et contestée par personne ; qu'elle ne le soit pas par la classe dominante n'étonnera pas, puisqu'elle sert très efficacement son pouvoir économique et politique. Mais, jusqu'à présent, ni la gauche ni l'extrême-gauche révolutionnaire n'en font un de leurs terrains de lutte ; elles persistent à ne considérer que le problème de l'Armée (parfois même que celui du service national) : elles s'intéressent à elle comme institution à transformer en vue de la mettre au service du socialisme, ou comme institution à supprimer pour la remplacer par « le peuple en armes »... Mais, dans un cas comme dans l'autre, elles évitent le problème crucial : le danger pour la démocratie, pour le socialisme, vient-il de l'armée comme corps d'hommes susceptibles de « peser » et d'intervenir dans la vie politique française ? Ou bien ne vient-il pas plutôt de la ramification du militaire (ne disons même plus de l'Armée) dans l'ensemble de la société, avec tout ce que cela entraîne comme complicité, inconsciente ou résignée, de l'ensemble des travailleurs et des citoyens ?

Militarisation mondiale : la course aux armements

La militarisation n'est pas liée à la guerre : en ce moment, alors que règne la soi-disant « co-existence pacifique », le monde consacre aux dépenses d'armement 4 fois plus qu'il y a 25 ans, en pleine « guerre froide ». La totalité des dépenses d'armements entre 45 et 70 (25 ans sans guerre mondiale) a été supérieure à celle de 1900 à 1945 (45 ans

avec les deux guerres mondiales que l'on sait)... Ceci pourrait paraître, d'une certaine manière, rassurant : parmi les nombreuses « fonctions » de la guerre, il y a une fonction « économique » indéniable ; or il semble que, au moins dans cette fonction-là, la militarisation rend inutile la guerre elle-même : « On peut véritablement se demander si la course aux armements n'a pas en partie remplacé, par son rôle de consommation forcée et de stérilisation du capital, la fonction qui revenait précédemment à la guerre » (5).

Faut-il donc se féliciter de la course aux armements qui réaliserait enfin le rêve d'un monde sans guerre ? C'est le pari que font les optimistes de « l'équilibre de la terreur ».

Or il faut bien constater que les guerres continuent ; ne pouvant s'affronter directement, les Grands entretiennent des conflits périphériques qu'ils ne contrôlent d'ailleurs pas entièrement. N'importe lequel de ces conflits peut un jour mettre le feu aux poudres ; et on sait que les poudres sont abondantes !

Plutôt que de remettre en cause le modèle économique et politique qui nous a conduits à ce point, plutôt que de s'interroger sur l'enchaînement rigoureux qui conduit de la première massue à la bombe H, on préfère se résigner au fait accompli et lui trouver un avantage, celui de ne pas avoir provoqué une guerre mondiale depuis 26 ans...

Cet état de fait, il faut le regarder en face et globalement, dans toutes ses conséquences :

Les dépenses mondiales d'équipement, d'entraînement et d'entretien militaires se montent en 1975 à 1 000 milliards de NF : « Elles atteignent un chiffre approximatif égal aux deux tiers du revenu national total de l'ensemble des pays en voie de développement. Elles sont de 40 % supérieures aux dépenses mondiales pour l'éducation, et plus de 3 fois supérieures aux dépenses mondiales pour la santé » (6). Dans ce chiffre 6 pays se taillent la part du lion, les 4/5 du total : U.S.A., U.R.S.S., R.F.A., France, Grande-Bretagne, Chine.

Les pays du Tiers-Monde dépensent en armements plus que ce qu'ils reçoivent comme « aide » au développement ; en moyenne, leurs achats d'armes augmentent deux fois plus vite que leur Produit National Brut ; bien qu'ils soient très loin derrière les 6 grands militarisés (n'entrant que pour 6 % dans les dépenses militaires mondiales), c'est un des seuls domaines où leur retard ne s'accroît pas.

Bien entendu, cette approche purement financière et globale ne traduit pas la réalité « qualitative » ; il faut la redire, au risque de passer pour des « alarmistes » : la course des deux « Grands » les a amenés à concentrer une puissance nucléaire de 100 000 mégatonnes (une MT =

(5) Brachet, Tachon, Pons, *La France militarisée*, p. 32.

(6) Brulé J.P., *L'arsenal mondial*, Centurion 1975, p. 91.

1 million de tonnes d'explosif classique TNT), c'est-à-dire l'équivalent de 5 millions de bombes d'Hiroshima. Chaque être humain a l'équivalent de 25 tonnes de TNT (50 000 fois plus qu'il ne faut pour le détruire) mis en réserve pour lui, quelque part dans un missile, un sous-marin atomique, un satellite artificiel tournant autour de la terre. D'une certaine manière, nous sommes tous des « otages », livrés à la merci de l'adversaire éventuel pour garantir la bonne conduite de nos propres gouvernants : il n'est pas étonnant que la « prise d'otage » soit une technique d'action (criminelle ou politique) qui se répand largement, puisque c'est sur un chantage *du même ordre* (excepté l'ordre de grandeur !) qu'est bâtie la stratégie de la Dissuasion.

Plus que la quantité de ces armements, c'est leur *dissémination* qui est dangereuse. Le nombre des puissances nucléaires ne fait que s'accroître : tous les pays possédant une industrie nucléaire « civile » peuvent fabriquer des charges militaires. En plus des 6 puissances nucléaires actuelles, 6 peuvent le devenir en 5 ans, 16 autres encore en 10 ans. Et dans 20 ans, toutes les nations ou presque pourraient être détentrices de quelques bombes, puisque la production mondiale de plutonium sera, grâce à la prolifération des réacteurs nucléaires, suffisante pour fabriquer de 20 000 à 30 000 bombes par an.

Outre l'accroissement quantitatif et la dissémination des stocks, il faut noter un troisième danger grave dans la miniaturisation des engins. C'est tout le problème de l'« arme nucléaire tactique » (A.N.T.), mis au premier plan de l'actualité militaire française par l'affaire des Pluton de Belfort-Montbéliard. Les A.N.T. permettent, en cas d'« escalade », un passage progressif des armes classiques aux armes nucléaires : en supprimant le « tout ou rien » sur lequel repose la dissuasion, elles rendent plus probable et plus facile l'utilisation des armes stratégiques.

Mais la miniaturisation peut aller encore plus loin ; celle des A.N.T. ne concerne pratiquement que les « vecteurs », mais on imagine sérieusement maintenant la possibilité de « bombes artisanales », fabriquées en secret par des individus ou des groupes terroristes avec du Plutonium patiemment détourné des circuits officiels : il suffit de 5 kg de Plutonium et de bonnes connaissances scientifiques et techniques pour pouvoir mettre au point une bombe équivalente à celle d'Hiroshima... Soyons sûrs que, ce jour-là, les grands « terroristes », c'est-à-dire les grands Etats militarisés et impérialistes qui ont conduit la course aux armements, n'auront pas de mots assez indignés pour flétrir le petit terroriste artisanal qui voudrait les faire « chanter ». « On récolte ce qu'on a semé » ... la vérification, une fois de plus, de cet élémentaire principe de bon sens ne pourra même pas nous réjouir, car c'est nous qui risquerons d'en faire les frais...

Que la course aux armements, par les gaspillages qu'elle provoque, par les dangers qu'elle accumule, ne puisse se poursuivre sans mettre en danger, à plus ou moins long terme, la survie même de l'humanité, c'est une réalité dont ont conscience même ceux qui en profitent pour asseoir leur domination ; c'est pourquoi ils ont engagé divers processus

pour tenter de modérer cette course folle par des moyens diplomatiques : conversations SALT, conférences sur le désarmement, etc... En fait, de tels efforts ne peuvent aboutir qu'à des aménagements fragiles, rapidement remis en cause par de nouvelles découvertes... En aucun cas la militarisation mondiale ne peut être inversée, ni même freinée, si ne sont pas remis en cause *les fondements politiques et idéologiques de ce phénomène*.

Fondements politiques : ayant abordé la militarisation à partir d'une analyse de la société capitaliste, elle nous est apparue étroitement liée à la survie même de ce système ; il va de soi que la militarisation des pays de l'Est, qui ne cède en rien par son importance et son extension à celle des pays capitalistes, n'est pas due seulement à la nécessité de faire jeu égal avec l'Ouest : elle correspond à des exigences internes assez semblables en fin de compte à celles de nos sociétés. La militarisation apparaît comme intrinsèquement liée au maintien d'un Etat fort, centralisé, ayant pouvoir de vie et de mort sur ses sujets, prenant prétexte de la complexité des techniques modernes (et des dangers qu'elles font courir) pour enlever aux classes dominées tout droit de contrôle sur ses décisions. C'est pourquoi, si nous affirmons que la survie du monde exige une révolution, nous devons reconnaître une condition de cette révolution : la démilitarisation.

Fondements idéologiques : car si les classes dominantes de tous les régimes sociaux (capitalistes ou bureaucratiques) ont su exacerber et mettre à leur profit la course aux armements, il faut bien constater qu'elle semble très ancienne, et qu'il y a donc dans le besoin de s'armer une réalité qui n'est pas réductible aux intérêts économiques et politiques. La révolution qui rendra possible la dé-militarisation ne sera donc pas complète si elle ne s'accompagne pas d'une rupture avec ce qu'il faut bien appeler « l'idéologie de la violence » ; car c'est cette idéologie qui fait qu'en partant des projets les plus révolutionnaires et les plus sincèrement acquis à la cause du « peuple », on en arrive à justifier les pouvoirs les plus forts et les plus militarisés.

9. *La société française*

Un constat comme celui qui vient d'être fait amène parfois certains à la conclusion pessimiste qu'il n'y a rien à faire : face à de tels déploiements de forces, il n'y aurait qu'une hypothétique révolution mondiale, partout en même temps, qui résoudrait le problème... Raisonnement défaitiste qui s'aveugle sur les possibilités très réelles d'une lutte anticapitaliste en France, et qui sous-estime l'influence que pourrait avoir dans le monde la réussite d'une révolution vraiment socialiste dans un pays tel que le nôtre. Il importe donc d'analyser les possibilités

actuelles de révolution socialiste chez nous, et les rapports de force qui traversent la société française.

La société française est dominée par le mode de production capitaliste ; depuis 30 ans, les rapports sociaux y ont profondément évolué, sous la triple influence du développement économique, de l'impérialisme américain et de l'intervention du pouvoir politique. Cette évolution s'est accélérée depuis la fin de la guerre d'Algérie qui a marqué l'achèvement de la décolonisation.

Sous la poussée du développement économique, la bourgeoisie nationale a entrepris une transformation des structures économiques : les fusions d'entreprises se sont multipliées, provoquant la disparition ou l'absorption d'un nombre important de vieilles affaires familiales. Les banques sont intervenues de plus en plus directement dans ce processus de restructuration et dans les politiques d'investissement des entreprises. La politique d'ouverture sur le marché international a favorisé la pénétration des groupes internationaux, et notamment des firmes multinationales d'origine américaine. Le pouvoir politique, avec l'avènement de la V^e République et le phénomène gaulliste, s'est renforcé ; l'intervention de l'Etat dans le domaine économique est devenue permanente, favorisant l'apparition d'une technocratie administrative, agissante et influente, dont les représentants ont partie liée avec les groupes financiers. Son action a été particulièrement sensible dans le processus de restructuration de l'économie française.

Cette restructuration a abouti à une redéfinition géographique et technique du système économique et social. Les modes de vie, les structures sociales en ont été profondément bouleversés. Des régions entières ont été désertifiées au profit de quelques métropoles, dont Paris et sa ceinture de villes-dortoirs paraissent le modèle achevé. Le paysage s'en trouve modifié, des milliers de villages se dépeuplent, ne retrouvant une apparence de vie qu'aux mois de juillet et d'août. Avec l'extension des grands ensembles urbains, on assiste à la décomposition du tissu social traditionnel et à son remplacement par un monde anonyme qui rend impossible, par son architecture même, la création spontanée de liens sociaux, d'amitié, de solidarité : pour cela il faut passer par les « équipements » prévus, quand il y en a...

La mutation technique a provoqué un accroissement de la main-d'œuvre non qualifiée. Dans l'automobile notamment, les chiffres révèlent une extension considérable des travaux répétitifs simples assurés par les O.S. Avec l'apparition de l'informatique, même le secteur administratif est atteint par l'organisation « scientifique » du travail : parcellisation des tâches, accélération des cadences.

L'exploitation de la force de travail s'est aggravée. Dans le même temps, ceux qui ne peuvent vendre leur force de travail (vieillards, handicapés, ...) ont été marginalisés par suite de l'éclatement des structures qui les accueillaient traditionnellement : le village, la famille. Privés de la possibilité de maîtriser leur existence, reconnus non rentables par la société, parqués le plus souvent dans des institutions spécialisées où on les oublie plus facilement, ils sont réduits au rôle passif d'assistés reconnaissants.

Face à cette restructuration, les luttes populaires ont élargi leur domaine d'intervention. A côté des revendications portant sur les salaires, apparaissent des thèmes de lutte plus politiques. La prise en compte, encore timide, des problèmes de l'habitat, de la consommation, de la culture, de la condition de la femme, de l'« environnement », de l'école, etc... manifeste l'apparition d'un objectif de « *contrôle populaire* » de mieux en mieux perçu comme *complémentaire* de celui du « *contrôle ouvrier* ».

Mai 68

Les événements de Mai 68 représentent une véritable coupure entre la période où les problèmes du travail étaient les seuls abordés dans le débat politique et syndical, et celle où la contestation commence à englober la totalité des rapports sociaux.

Ces événements traduisent d'abord la prise de conscience des étudiants, issus pour la plupart de la petite bourgeoisie : ils ne se contentent pas de contester l'Université, l'idéologie dominante, le rôle qu'on veut leur faire jouer ; ils découvrent que c'est la société, organisée autour du profit et de la consommation, qui entrave la liberté, la spontanéité, la responsabilité. Malgré les nombreuses désillusions d'après 68, ceci reste acquis : le lien a été perçu entre le capitalisme comme « système » économique-politique et la technocratie centralisatrice, hiérarchisée, répressive, comme moyen de « *contrôle du peuple* ».

Un autre point dont l'importance est considérable pour l'avenir, c'est que pour la première fois on a vu se polariser, autour de la classe ouvrière, une large fraction de la petite bourgeoisie, celle qui regroupe les travailleurs salariés, et que la grande masse des étudiants est appelée à rejoindre.

Du côté de la classe ouvrière, on retrouve le sens de l'action directe et la valeur stratégique fondamentale de la grève générale. Ce sont les premières occupations d'usine depuis 1936, avec une finalité dépassant la simple nécessité de rester ensemble : ces occupations expriment en effet à la fois la remise en cause de la propriété privée des moyens de production et la contestation de l'autorité patronale et des rapports hiérarchiques. Il faut cependant reconnaître que cet aspect de la contestation demeure minoritaire et ne se développera que plus tard.

Sur le plan syndical, les journées de Mai 68 font apparaître l'opposition entre la CFDT, qui s'efforce d'orienter la lutte des travailleurs vers la remise en question des structures autoritaires de la société, et la CGT qui n'entend pas dévier de sa ligne revendicative traditionnelle.

Le rapprochement des ingénieurs, cadres et techniciens et des travailleurs n'est pas exempt d'ambiguïté. Si, pour certains, la volonté de bâtir l'unité populaire autour de la classe ouvrière est incontes-

table, pour d'autres il s'agit seulement de contester le pouvoir patronal traditionnel pour le remplacer par un pouvoir basé sur la compétence technique ; revendiquant le pouvoir économique et politique pour eux-mêmes, ils limitent leur contestation des rapports sociaux à celle du pouvoir financier.

Sur le plan politique, il faut noter l'absence des principaux partis de gauche (SFIO et PC) : surpris par les événements, non préparés, du fait de leurs structures figées, à comprendre et à admettre cette explosion des idées, ils tentent de timides récupérations ou s'opposent franchement au mouvement. L'absence d'une alternative politique au pouvoir en place, due à la fois à la démission des forces de Gauche et au refus d'organisation unitaire des forces révolutionnaires, crée un vide politique, provoque l'essoufflement de la lutte, et facilite la reprise en mains par le Pouvoir.

Les forces d'aujourd'hui

Après une période de flottement, le patronat et le pouvoir, étonnés de s'en être tirés à si bon compte, s'organisent pour reprendre le terrain conquis par les travailleurs en Mai 68. L'action du patronat contre les grèves est de plus en plus brutale ; elle se manifeste par l'intervention directe dans l'organisation syndicale, avec la création d'un syndicat fantôme (CFT), la falsification des élections aux comités d'entreprise, l'utilisation de polices parallèles, le recours à la violence répressive.

L'appareil répressif d'Etat est mis à contribution : la Police intervient contre les occupations d'usines, l'Armée est utilisée pour briser les grèves. Les manifestations sont réprimées sauvagement par une Police de mieux en mieux préparée et équipée pour ce genre de travail.

Mais cette répression se manifeste aussi d'une manière plus feutrée, plus insidieuse. Elle se traduit alors par des manœuvres interdisant pratiquement toute activité syndicale au sein de l'entreprise, allant jusqu'au licenciement de délégués syndicaux. L'attitude paternaliste de certains patrons, qui rejoint le faux libéralisme du pouvoir, en est l'expression la plus trompeuse, mais elle parvient encore à faire illusion auprès des masses.

Dans le même temps, la bourgeoisie capitaliste poursuit son effort de restructuration : les fermetures d'usines se succèdent, provoquant les licenciements ; les réorganisations internes aux entreprises aggravent les conditions de travail.

Les conflits qui naissent dans ce contexte évoluent très vite vers un refus radical des rapports sociaux et vers l'affrontement avec le pouvoir politique, de plus en plus directement mis en cause.

La lutte, à plus d'un titre exemplaire, des travailleurs de LIP marque une étape capitale dans cette évolution : la pratique ouverte de la désobéissance collective à la légalité capitaliste, la remise en cause du pouvoir patronal, la revendication du droit de contrôle des travailleurs sur la gestion de leur outil de travail, la fermeté dans la lutte contre les récupérations et les compromis, tout cela a ouvert des voies et donné des idées à bien d'autres...

Toutefois, les stratégies syndicales ne sont pas encore en mesure d'élargir ces luttes au plan régional et encore moins au plan national ; elles se refusent toujours à leur donner une expression politique claire. La combativité des travailleurs risque alors de s'user dans des conflits corporatifs en se heurtant à un pouvoir de plus en plus répressif.

Par ailleurs, ces stratégies se refusent, sauf exceptions, à prendre en compte les luttes menées en dehors de l'entreprise. La lutte des classes apparaît ainsi morcelée, face à une bourgeoisie qui s'appuie sur des moyens puissants et efficaces.

La signature, en 1972, du Programme Commun de Gouvernement entre le PC, le PS et les Radicaux de Gauche est un événement important. Essayant de réaliser un compromis entre des solutions politiques réformistes et des solutions sociales qui exigent le maintien d'une croissance analogue à la croissance capitaliste, le Programme Commun ne propose guère que le passage à un capitalisme d'Etat ; en revanche, il permet le développement d'une dynamique d'unité populaire, qui ne doit pas grand'chose ni au contenu de ce programme, ni à la stratégie des partis signataires, mais qui manifeste la satisfaction de voir enfin une alternative au Pouvoir en place qui soit crédible et possible à court terme. Mais la polémique stérile qui, depuis, divise les partenaires de ce programme commun, enlève une part de « crédibilité » à l'alternative offerte, conduit à souligner son aspect le plus négatif (le contenu du Programme) et à affaiblir son impact positif (la dynamique d'unité).

Ayant axé toute leur stratégie sur la conquête du pouvoir par les élections, les partis du Programme Commun ont dû renforcer leur exclusive totale contre toute collaboration avec les forces révolutionnaires ; une analyse historique objective devrait pourtant leur faire reconnaître le rôle important joué par ces forces, même très minoritaires, dans l'émergence de nouveaux terrains de lutte, de nouvelles revendications, de nouvelles formes d'action. Mais leurs divisions internes, leurs querelles purement doctrinales, leurs pratiques trop souvent récupératrices, leur complaisance pour des formes d'action violente, empêchent ces organisations d'extrême-gauche d'acquérir une réelle crédibilité politique.

Finalement, l'élément le plus neuf et le plus porteur d'avenir, c'est la naissance et le développement d'un important courant autogestionnaire. Porteur d'ambiguïtés incontestables, pouvant servir parfois d'alibi à un projet purement « réformiste », ce courant représente néanmoins l'espoir de tous les révolutionnaires qui refusent les modèles de socialisme centraliste, policier et militariste. Partant de cette position trop uniquement négative, ce courant a peu à peu élaboré des projets de société et des stratégies en tenant compte de la plupart des expériences et des revendications actuelles. Il s'agit d'un courant plus que d'un parti, puisqu'il exerce son influence en diverses organisations, dont la CFDT, le PSU et de larges secteurs du PS, notamment parmi ses nouveaux adhérents.

La crise actuelle.

La crise actuelle de la société occidentale offre aux forces anticapitalistes une occasion favorable pour faire partager aux masses qui en sont victimes la conviction que le socialisme est, pour aujourd'hui, souhaitable et possible.

Mais il ne faut pas sous-estimer la force de l'idéologie dominante qui, par tous les moyens à sa disposition, impose l'idée que la crise est une sorte de « fatalité » naturelle, ou un contre-coup de la crise mondiale, ou encore un mauvais coup porté contre nous par l'étranger (les producteurs de pétrole, notamment). De tels arguments, qui ont le mérite d'être simples et de flatter démagogiquement certains réflexes racistes ou xénophobes, doivent être dénoncés et combattus sans relâche : il ne faut en effet pas oublier que les situations de crise, si elles peuvent favoriser les prises de conscience révolutionnaire, peuvent aussi favoriser l'émergence de pouvoirs fascistes, avec l'assentiment de larges couches du corps social.

La crise économique a des causes immédiates complexes ; les experts s'attachent à les détecter, chacun avec ses *a priori* idéologiques. Mais par delà ses causes immédiates, elle résulte de l'incapacité totale de la classe dominante à résoudre les problèmes qu'elle a elle-même créés. C'est bien l'hégémonie de la bourgeoisie qui est en crise.

Ceci s'est manifesté sur le plan monétaire ; la souveraineté du dollar a été remise en cause. A cette occasion, l'impérialisme américain a été contesté par les pays capitalistes européens eux-mêmes. Puis les pays producteurs de pétrole se sont unis pour exiger et imposer un prix plus rémunérateur, suivis par d'autres pays du Tiers-Monde producteurs de matières premières ; cette fois c'est l'impérialisme économique de l'ensemble des pays capitalistes qui a été mis en échec. Depuis quelques années, le taux de profit des entreprises enregistrait une baisse que la surexploitation n'avait pas permis de stopper. Certes, les profits étaient énormes, mais les capitaux accumulés également ; il devenait donc de plus en plus difficile de rentabiliser la masse de ces capitaux, d'autant plus que les capacités de production n'étaient utilisées que partiellement. Par ailleurs le sous-bassement financier de l'économie était fragile, constitué par un échafaudage de dettes superposées. Les banques refusaient de plus en plus d'assumer seules les risques de nouveaux investissements. Il n'y avait donc plus qu'un recours : sacrifier les entreprises les moins rentables, et purger ainsi l'économie. Cette restructuration est une solution qui entraîne la fermeture de nombreuses usines et une vive réaction des travailleurs : malgré les menaces de licenciement, ils s'opposent, parfois avec succès, à ce « redéploiement » de l'économie, et passent à l'offensive, remettant en question le pouvoir économique de la classe dominante.

Mais peut-être faut-il voir dans la « crise » plus que la remise en cause de l'hégémonie d'une classe, plus que la volonté de rompre avec un système économique générateur d'oppression et d'injustice : l'expres-

sion « crise de civilisation » est dangereuse et doit être utilisée avec précaution, car les profiteurs du système actuel s'en servent facilement pour se disculper, pour trouver à la crise des causes générales, culturelles, morales, etc... qui leur évitent de voir en face la responsabilité directe et immédiate du mode de production capitaliste.

Mais, même ambiguë, cette expression semble bien indiquer une réalité qu'il serait grave de méconnaître. Le mode de production capitaliste ayant étendu son emprise partout et dans tous les domaines de la vie, sa crise a des conséquences qui dépassent largement les domaines économiques et politiques. De plus en plus, les motivations de lutter contre lui s'enracinent dans une contestation globale de la civilisation qu'il a fabriquée, du monde qu'il prépare : civilisation éclatée, sans autre projet que la croissance pour elle-même, sans autre motivation que le profit et la puissance, sans autre valeur que matérielle ; monde de déséquilibres, d'injustices et de gaspillages, où les uns meurent de faim et d'autres de surnutrition, où la préparation de la guerre engloutit 1/10^e des ressources et des énergies mondiales, où la militarisation prépare, au nom de la paix et de l'équilibre, de quoi anéantir toute vie sur la terre, où l'ingéniosité humaine est au service de techniques qui assurent l'aliénation et le contrôle des peuples... A ce niveau, il ne s'agit plus de peser la part exacte de responsabilité directe du capitalisme (ou de sa variante dite « d'Etat »). Il s'agit seulement de reconnaître que c'est lui qui a rendu *possible* une telle civilisation, et que l'ouverture d'un avenir différent présuppose (comme condition nécessaire, mais non suffisante) sa disparition.

CONCLUSION

Depuis des dizaines d'années, on annonce périodiquement que c'est la « crise finale », que le système ne survivra pas à ses contradictions internes, qu'il va s'effondrer sous les difficultés qu'il a lui-même créées... En fait, il faut se garder de jouer les prophètes : le système a déjà surmonté bien des crises, et il ne faut pas non plus surestimer l'importance de la « contestation globale » qu'il a suscitée en réaction.

Sans risquer aucun « pronostic » chiffré, on peut se contenter de souligner un élément qui permet d'indiquer la ligne directrice d'une stratégie de lutte : aucun système ne survit durablement sans une certaine « complicité » de ceux qu'il régit, organise, opprime et exploite. Que cette complicité soit presque toujours inconsciente, généralement plus résignée qu'enthousiaste, et toujours explicable par les importants moyens

de coercition (physique, économique ou idéologique) du système, c'est évident. Il reste néanmoins vrai que le système capitaliste (et ce serait exact pour tout autre système) ne durera qu'autant que le lui permettra cette complicité majoritaire. L'analyse des rapports de classe nous a permis de voir qu'une minorité (la bourgeoisie) opprime la majorité (les travailleurs, le « prolétariat »), grâce aux nombreux pouvoirs économiques, politiques, militaires et idéologiques qu'elle a concentrés entre ses mains. Tous ces « pouvoirs », redoutables et terriblement efficaces, servent à la minorité pour compenser son infériorité numérique ; mais ces moyens eux-mêmes ne peuvent « marcher » sans la collaboration des travailleurs. Il est donc possible de dire la même chose, en renversant la proposition : *la majorité collabore à sa propre exploitation par la minorité.*

Les mots « complicité », « collaboration » ne sont évidemment pas à prendre dans un sens moralisateur. Ils permettent simplement une *formulation* différente de ce qu'à toujours dit l'analyse marxiste la plus classique, formulation que nous ne prétendons pas plus exacte, mais qui présente l'avantage de poser le principe d'une stratégie possible : celle de la rupture par la non-collaboration massive. C'est celle qui sera proposée au Chapitre 3.

CHAPITRE 2

Notre projet de société : le Socialisme autogestionnaire

1. POUR UNE AUTRE SOCIÉTÉ

La simple dénonciation du capitalisme n'est guère crédible si elle ne s'accompagne pas de la proposition d'une *alternative* possible. Lorsque les privilégiés et les profiteurs du système en place soulignent que les révolutionnaires veulent détruire sans rien proposer, leur argument n'est pas recevable, car il sert seulement à masquer leur volonté de prolonger l'organisation capitaliste. Mais il ne faudrait pas s'aveugler sur le très réel impact qu'a ce type d'arguments sur les masses populaires, qui n'ont pourtant aucun intérêt objectif dans le maintien du système... Pour se mobiliser durablement dans la lutte politique, pour dépasser la simple défense au jour le jour contre l'oppression dans le travail ou la vie quotidienne, pour accepter éventuellement de prendre certains risques, il ne suffit pas d'avoir « conscience » que le capitalisme est mauvais, il faut encore avoir une idée, même peu précise, du type de société qu'il est possible d'instaurer. La proposition d'une alternative socialiste à la fois possible et séduisante est une des « armes » indispensables dans la lutte d'aujourd'hui.

La société que nous voulons est *incompatible avec le régime capitaliste* ; elle n'est pas possible non plus dans un système socialiste étatique et bureaucratique centralisé. Né en Russie, dans un pays économiquement peu développé, ce socialisme étatique a permis, grâce à la planification, un développement assez rapide de la production, au moins pendant une première période. Mais, sans prétendre ré-écrire l'Histoire, nous ne pouvons admettre un type d'organisation sociale où les moyens de production sont aux mains, non des travailleurs, mais de l'Etat, où la planification est autoritaire, où la gestion est entièrement centralisée...

Cela ne nous empêche d'ailleurs pas de reconnaître que certaines inégalités y sont moins flagrantes que dans nos sociétés occidentales, sans avoir disparu.

Mais surtout ce « socialisme » a supprimé la propriété privée des moyens de production *sans modifier vraiment les rapports de production* : ils restent des rapports de *pouvoir*. Aux rapports entre ouvriers et capitalistes se sont substitués, sans changement notable, des rapports entre ouvriers et Etat. Le « pouvoir des travailleurs » a été confisqué par le « Parti des travailleurs », puis par les cadres de ce même parti. Au nom de la classe ouvrière, le Parti et son appareil s'identifient à l'Etat, ce qui dénature complètement le rôle idéologique et politique du parti révolutionnaire : il devient instrument de domination, entièrement docile entre les mains de l'Etat. Etat et Parti confondus transforment la « dictature du Proletariat » en dictature *sur* le prolétariat. La voie est alors ouverte au totalitarisme et à l'arbitraire. A côté de réalisations sociales indéniables, on doit constater le primat donné à la croissance économique sur le développement de la personne, la carence des libertés (d'expression, de la presse, du droit syndical, d'organisation...) le maintien d'un univers concentrationnaire (le « Goulag » : déportations, internements arbitraires en asiles psychiatriques, etc...), le militarisme, l'impérialisme (Hongrie, Tchécoslovaquie...). Il faut toutefois reconnaître que les pressions d'un environnement capitaliste expliquent, en partie, sans la justifier, cette évolution historique.

La lutte contre le capitalisme et le refus d'identifier le socialisme à un modèle étatique doivent se concrétiser dans un projet politique cohérent et possible. Ce projet n'est ni un rêve d'utopistes, ni un système tout fait : bien que ses racines soient anciennes et profondes, il s'élabore peu à peu depuis quelques années à partir de nouvelles formes de lutte, de nouvelles revendications ; il fait son chemin dans des partis, des syndicats, fait l'objet de recherches théoriques. On lui donne même un nom, dont la précision ne doit pas faire oublier qu'il s'agit encore d'une *recherche* : le socialisme autogestionnaire. C'est ce projet que nous reprenons à notre compte, car c'est le seul qui laisse espérer la réconciliation du socialisme et de la liberté, et rend possible, à plus long terme, une disparition des rapports de violence (structurelle ou physique) dans l'organisation sociale.

LES LUTTES ACTUELLES

Le projet socialiste autogestionnaire s'enracine, depuis Mai 1968, dans un certain nombre de *faits* observables, qui permettent d'en dessiner peu à peu les grandes lignes :

Dans les entreprises, tandis que se poursuivent les revendications salariales, apparaissent des objectifs relativement nouveaux portant sur l'organisation du travail (refus des cadences, de la parcellisation des

tâches, et plus généralement de la division du travail) sur la possibilité de *contrôler* collectivement les décisions patronales (en matière de qualification, de rendement, de productivité, de cotation par poste, d'horaires, de formation professionnelle), sur le droit à la *sécurité de l'emploi* (contre les licenciements et les démantèlements d'entreprises) et même sur les *finalités* de la production.

A travers ces objectifs de lutte, les travailleurs expriment que l'entreprise n'est pas seulement le lieu où ils vendent leur force de travail, mais que c'est le lieu d'un *pouvoir* qu'ils doivent contrôler, en attendant de l'exercer. Ces luttes, qui sont dirigées contre les rapports de production et la législation capitalistes, expriment un refus de toute « socialisation » qui ne permettrait pas aux travailleurs d'exercer un pouvoir dans leur entreprise.

Souvent organisées sans l'accord préalable des états-majors syndicaux et politiques, ces luttes montrent que les travailleurs peuvent prendre leurs propres responsabilités et s'organiser pour transformer eux-mêmes leurs conditions de vie et de travail. Ainsi se trouve peu à peu *démystifiée* la hiérarchie patronale, dont la « compétence » apparaît parfois bien surfaite...

A cette société hiérarchisée, les travailleurs en lutte opposent un autre type d'organisation où les décisions sont le plus souvent prises en Assemblée Générale et assumées collectivement, avec égalité des droits et des pouvoirs. On a vu ainsi le produit du travail « sauvage » être réparti en salaires égaux ; on a vu revendiquer un accès égal à toutes les sources d'informations ; on a observé, dans les grèves avec occupation, le souci de répartir très également les tâches matérielles entre tous...

Mais, par delà les nouveaux thèmes de revendication et les nouvelles formes d'organisation, c'est la liberté d'invention des *formes d'action* qui constitue l'apport le plus important des luttes actuelles. Le recours notamment à des pratiques *collectives* de désobéissance à la loi (ce que nous appelons « désobéissance civile ») n'est pas seulement un apport très important à l'arsenal des « armes » de lutte ; c'est aussi l'esquisse d'une libération par rapport à l'idéologie « légaliste » sans laquelle aucun pouvoir arbitraire ne peut subsister. En ce sens, le seul fait de s'habituer à ces formes de lutte prépare une société où le « légitime » est distingué du « légal ».

En dehors des entreprises, on constate que des luttes de plus en plus nombreuses concernent l'ensemble de la vie sociale : école, santé, consommation, transports, armée, immigrés, prisons, prostitution, écologie, implantations de centrales nucléaires, autonomie de certaines « régions », revendications d'identité culturelle des minorités nationales, droit des femmes, etc... Toutes ces luttes ne sont pas automatiquement porteuses d'un projet socialiste : d'une part parce que ceux qui les vivent n'ont pas toujours les outils d'analyse nécessaires pour faire le lien

entre leur problème immédiat et les structures globales de la société ; d'autre part parce que la réflexion socialiste marque souvent une certaine défiance envers des thèmes et des formes de lutte non prévus par la « théorie ». Il n'en reste pas moins vrai que, même sans formulation explicite, ces luttes contribuent à dessiner un socialisme décentralisé, autogestionnaire, car elles décloisonnent les différents secteurs de la vie sociale, montrent comment tout se tient, tout est « politique », tout est lieu de « pouvoirs » à prendre et à exercer. L'exemple de la lutte des paysans du Larzac est, à cet égard, particulièrement significatif : on les a vus évoluer d'un simple refus de l'expropriation de leurs terres à une contestation de l'Armée et de ses rôles, à une prise de conscience de leurs solidarités avec la classe ouvrière, avec les minorités opprimées, avec les paysans du Tiers-Monde ; la défense des terres est devenue défense de la terre comme « outil de travail ». Beaucoup d'entre eux savent maintenant que, même si leur lutte est victorieuse, aucun des problèmes de fond dont elle est la manifestation (militarisation, oppression des minorités, expropriations abusives, conception de la « défense », etc...) ne sera résolu sans l'établissement d'un vrai socialisme.

Dans toutes ces luttes s'expérimentent des formes d'action et d'organisation nouvelles. On peut dire que, si elles ne visent pas l'autogestion, elles sont cependant autogérées, prises en charge démocratiquement par les intéressés eux-mêmes ; elles manifestent le désir et la capacité des travailleurs et des citoyens de décider dans tous les domaines de tout ce qui concerne leur vie ; elles expriment une aspiration à un autre projet culturel, économique et politique.

Personne n'imagine sérieusement que ces luttes suffiront à instaurer l'autogestion : la prise du Pouvoir d'Etat reste une condition nécessaire. Mais il est primordial que le dynamisme autogestionnaire qui se manifeste dans ces expériences de luttes puisse se traduire dans la gestion même de la société. L'autogestion est à la fois une pratique révolutionnaire et un type de société à mettre en place : les deux sont liés. Si l'on n'est pas déjà autogestionnaire dans les organisations, dans les méthodes d'action, dans les objectifs et les formes de lutte, dans le choix d'une stratégie générale, il y a peu de chances pour que le projet autogestionnaire soit réalisé plus tard. Ceci devait être souligné, même si, pour la clarté de notre texte, nous sommes obligés de séparer ces deux aspects, renvoyant à un chapitre suivant tout ce qui concerne l'autogestion comme méthode de lutte, pour nous en tenir ici à l'autogestion comme forme d'organisation d'une société.

DE L'UTOPIE AU PROJET

Il n'est pas question d'élaborer un schéma rigide qui prévoierait jusque dans les détails tous les mécanismes institutionnels par lesquels la société et ses différents rouages devraient être gérés. Même si nous le

pouvions, ce serait fixer de manière arbitraire ce qui doit être, en fin de compte, le résultat d'une élaboration collective des travailleurs et des citoyens. Par définition, en ce domaine, nous ne pouvons que participer à une *recherche*.

Mais le risque serait très réel de ne définir l'autogestion qu'en termes d'*utopie* dont la réalisation serait renvoyée à un futur de rêve : rien de plus démobilisateur pour les luttes d'aujourd'hui.

Certes, le mot d' « utopie » n'est pas forcément péjoratif : on peut dégager une fonction positive de l'utopie, celle qui permet notamment une *critique* radicale de la société oppressive et répressive dans laquelle chacun se sent enfermé. L'utopie peut alors favoriser des « prises de conscience », débloquer les énergies des « résignés » et des fatalistes, mobiliser pour un avenir vraiment différent : elle joue un rôle de catalyseur qui rassemble et met en mouvement. Il y a, en ce sens, une utopie de l'autogestion que nous ne récusons pas, à condition qu'en s'y référant on accepte de la concrétiser dans des projets *possibles*. Cette utopie rejoint d'ailleurs, pour l'essentiel, les utopies de la non-violence, de l'anarchisme, de la société « conviviale », etc... L'autogestion « utopique », c'est par exemple l'imagination d'une société qui aurait réussi à éliminer toutes traces de centralisme, de bureaucratie, de hiérarchie, où hommes et femmes égaux vivraient sans oppression, sans domination, sans contrainte, sans exploitation, sans aliénation, etc... Cette vision utopique d'une société autogérée ne constitue en rien un *projet* de société autogérée : car un projet doit préciser *concrètement* quels types d'organisations économiques, politiques, sociales et culturelles peuvent être proposés comme alternatives aux structures de la société actuelle. Il doit proposer des institutions qui permettront aux intéressés de dire eux-mêmes ce qu'ils veulent. Plutôt qu'un socialisme déterminant d'avance l'organisation de la société à venir, notre projet voudrait proposer des structures et des mécanismes de décision qui permettront aux travailleurs et aux citoyens de contrôler, de décider, de gérer, d'autodéterminer les fins mêmes de l'activité sociale.

La lecture que nous pouvons faire des événements de Mai 68 ne peut que nous confirmer dans ce jugement : c'est justement parce que les « utopies » n'ont pas su se concrétiser dans un *projet* politique que le mouvement a échoué. Seule l'élaboration d'un projet *possible* (c'est-à-dire tenant compte des forces en présence à ce moment-là) aurait évité l'essoufflement des manifestations et de la grève, et le retour à la réaction conservatrice. Cette remarque nous apparaît d'autant plus importante que le courant autogestionnaire trouve précisément son origine dans les événements de cette période. Ainsi l'une des premières déclarations politiques de la CFDT sur l'autogestion date du 16 mai 1968 : « A la monarchie industrielle et administrative, il faut substituer des *structures démocratiques à base d'autogestion*. »

Obligés de naviguer entre deux écueils, celui de l'utopie qui refuse de préciser les structures, et celui du dogmatisme qui les précise trop, nous ne pouvons tracer qu'un projet imparfait et provisoire...

QU'EST-CE QUE L'AUTOGESTION ?

Il importe tout d'abord de démarquer très nettement l'autogestion de la *cogestion* et de la *participation* qui ne sont que des formes avancées de l'organisation capitaliste du travail. Il n'y a donc (faut-il le préciser encore ?) aucune autogestion possible en régime capitaliste : les travailleurs n'ont aucun intérêt à gérer eux-mêmes des entreprises dont les profits restent appropriés par une minorité. L'abolition de la propriété privée des moyens de production et d'échange est une condition nécessaire (quoique non suffisante) à une autogestion véritable. Ainsi l'autogestion n'est pas non plus un moyen de prévenir et de régler les inévitables conflits qui surgissent dans une économie de type étatique.

Une fois remplie cette condition préalable, l'autogestion peut se définir comme une organisation de la vie économique, sociale, politique et culturelle s'appuyant sur les trois principes suivants :

- principe de *décision* : chaque décision est prise au niveau *le plus proche possible* de ceux qui sont directement concernés, compte tenu des exigences de l'intérêt général, et des possibilités concrètes de faire partager l'*information* par tous ceux qui auront à décider. Plus l'information sera partagée (y compris précisément sur ce qu'exige l'intérêt général), plus le niveau de décision pourra être proche de la base.

- principe d'*exécution et de contrôle* : la distinction entre les décideurs et les exécutants doit être la plus faible possible ; il va de soi qu'elle ne peut jamais être nulle : la *délégation* reste une procédure nécessaire. Mais tous les organes responsables sont élus et contrôlés ; ils exécutent, sous peine de révocabilité, les décisions prises collectivement.

- principe de *confrontation et d'arbitrage* : les décisions prises par les multiples et diverses instances ne sont pas nécessairement compatibles entre elles : le *conflit* est une réalité inéluctable. Une procédure permanente de confrontation et d'arbitrage est organisée entre les différentes instances de décision. Il reste donc une relation entre une base et un « sommet », mais « tandis que dans le système centralisé l'autonomie de la base est réduite à ce qui n'a pu être décidé au sommet, dans le système autogestionnaire, les décisions du sommet se réduisent à ce qui n'a pu être tranché à la base et à ce que, d'un commun accord, les diverses instances locales ont décidé de porter à un échelon plus élevé. » (1)

(1) E. Maire et J. Julliard, *La CFDT d'aujourd'hui*, Seuil 1975, p. 184.

Si l'autogestion est d'abord une certaine conception de la vie en société telle que les intéressés eux-mêmes puissent décider de ce qui concerne leur vie, il n'y a pas d'autogestion réelle si elle n'intègre pas le pouvoir économique, si elle n'établit pas ses bases dans l'entreprise. Mais l'autogestion ne peut se limiter au secteur de la production : elle concerne les rapports de pouvoirs dans toute la société, permet un changement radical dans la maîtrise de la croissance grâce à une planification enfin démocratique, provoque une véritable « révolution culturelle » sans laquelle elle risque de s'effondrer rapidement. C'est pourquoi le socialisme autogestionnaire vise et prépare simultanément une rupture économique, une révolution culturelle et idéologique, une transformation sociale et politique ; nous ajoutons, pour notre part, qu'il doit prévoir un type de *défense* totalement renouvelé par rapport aux conceptions classiques, tenant compte à la fois des exigences « stratégiques » et de ses propres principes politiques (voir chapitre 4).

2. LE PROJET ECONOMIQUE

LA SOCIALISATION

Comment faire pour que l'appropriation des moyens de production par les travailleurs soit *réelle* et pas seulement juridique ? C'est une question centrale à laquelle, il faut bien le reconnaître, les expériences socialistes ne nous ont guère donné de réponses satisfaisantes, jusqu'à présent... L'abolition de la propriété privée de ces moyens ne suffit pas pour que cesse automatiquement toute exploitation et toute aliénation, même en régime socialiste. Or, à quoi sert d'exproprier les capitalistes si les travailleurs n'ont toujours pas leur mot à dire, si les centres de décision leur restent extérieurs, et si ce sont les mêmes produits qui restent fabriqués dans des entreprises au fonctionnement inchangé ? A quoi sert d'exproprier les capitalistes si les techniques de production (machines, procédés de fabrication) et les systèmes d'organisation du travail (perpétuant la division du travail) restent ce qu'ils sont actuellement, reproduisent les rapports hiérarchiques de domination et de commandement ? Des O.S. sur une chaîne peuvent-ils « s'approprier » sans changement un moyen de production qui est l'instrument de leur aliénation ?

L'appropriation des moyens de production dépasse ainsi largement la simple question de la propriété juridique : il s'agit pour les travailleurs d'avoir la maîtrise de l'organisation du travail et de s'approprier la production, c'est-à-dire de produire des biens ayant une réelle utilité sociale.

Il faut donc remettre en question la notion même de *propriété*.

Il ne s'agit pas seulement de changer les titulaires des « droits de propriété » : les expressions de « socialisation » ou de « propriété sociale », bien préférables à celle de « nationalisation », restent néanmoins inadéquates, laissant intacte la notion juridique de « propriété ». La notion de « dépropriation », proposée par E. Maire et J. Julliard, peut se montrer utile dans la mesure où elle rompt le lien entre propriété et pouvoir : « La propriété n'est pas, en effet, une notion simple ; elle est un précipité du système de valeurs capitalistes et renferme en son sein une série de privilèges, de droits exorbitants étroitement imbriqués avec des fonctions réelles de toute société productive. C'est cet ensemble complexe qu'il s'agit de faire éclater pour aboutir à une redistribution des différentes fonctions de la propriété. Dans une société autogestionnaire, les différents pouvoirs que la propriété confère à son détenteur seront répartis entre différents centres de décision autogérés ». (2)

Le pouvoir des travailleurs dans leur entreprise n'a pas pour fondement une propriété juridique collective, mais le fait qu'ils y travaillent. La socialisation se définit donc par un ensemble de rapports (économiques, politiques et juridiques) entre des hommes qui disposent ensemble des moyens de production pour travailler et produire des biens ou des services.

Sur la voie de cette socialisation, la nationalisation peut, dans certains cas, constituer un objectif stratégique intermédiaire : si elle ne se réduit pas à remplacer le pouvoir du patron par celui de l'Etat, si elle s'accompagne d'un processus de prises de pouvoirs réels sur et dans l'entreprise, la nationalisation peut mener à la socialisation.

L'AUTOGESTION DANS L'ENTREPRISE

De la démocratie directe à la délégation.

Chaque fois que c'est possible, la participation de tous à une décision doit être directe. C'est seulement par la pratique de cette démocratie directe que s'opère la liaison entre intérêt privé et intérêt public ; c'est elle qui permet à tous de se former, de s'informer, et de pouvoir ainsi juger de problèmes plus larges. Mais cette « démocratie directe » ne peut s'exercer partout : la multiplicité des questions à résoudre implique l'existence de multiples niveaux de décision, et les dimensions même des secteurs à autogérer interdisent souvent la réunion concrète de tous les intéressés.

Il est donc indispensable de recourir à des formes de délégation. Mais cette délégation n'intervient que lorsque les travailleurs reconnaissent l'impossibilité de la démocratie directe, et selon des procédures définies par eux. De plus, le travailleur n'aliène pas son pouvoir à un

(2) Id., p. 183.

délégué qui le représenterait tout entier, mais seulement dans *une* de ses fonctions ; un autre le représentera dans une autre. Dans chaque cas, il sera amené à penser la fonction sociale et à juger concrètement, personnellement, celui à qui il donne procuration. Ce système d'auto-gestion enraciné dans la démocratie directe à la base, n'admettant de représentant que fonction par fonction, sans aliénation globale, exige une restructuration radicale de toutes les institutions, mais elle seule assure une réelle formation de chacun.

Les structures de décision

Pour entrer davantage dans le concret, nous pouvons proposer à titre d'exemple, sans préjuger de ce qui serait préférable chez nous, l'organisation des pouvoirs dans l'entreprise yougoslave :

L'instance suprême est le *collectif ouvrier*, Assemblée Générale de tout le personnel de l'entreprise. C'est la source légale du pouvoir dans l'entreprise. Toutes les décisions qui engagent l'avenir de l'entreprise sont de son ressort. Il peut décider par voie de référendum, ou par la médiation des réunions de travailleurs dans les différentes parties de l'entreprise.

Le collectif ouvrier ne peut pas, en raison de l'importance de ses effectifs et de l'éloignement des divers ateliers (chemin de fer, navigation, grandes entreprises de construction, etc...) se réunir souvent. D'autre part, nombreuses sont les décisions qu'il serait irrationnel, ou même dommageable, de prendre directement : trop lente, cette méthode risquerait de provoquer des temps d'arrêt dans la production, de retarder dangereusement certaines décisions urgentes, etc... Il est donc indispensable de passer par l'intermédiaire de délégations, de représentations, d'élections, qui introduisent dans l'entreprise différentes instances institutionnelles. Le collectif ouvrier doit confier une grande partie de ses fonctions d'auto-gestion à ses organes de gestion. Pour cela il nomme, au scrutin secret, le *conseil ouvrier*, sur lequel il garde un droit de contrôle et de révocation. Le conseil ouvrier correspond à peu près à ce qu'est un conseil d'administration dans l'entreprise capitaliste. Il prend les décisions fondamentales relatives à la politique générale de l'entreprise.

Le conseil ouvrier nomme le *comité de gestion* qui est essentiellement un organe d'exécution du conseil ouvrier. Il est élu chaque année parmi les membres du conseil ouvrier et les autres travailleurs de l'entreprise. Ses membres sont contrôlés et peuvent être révoqués par le conseil ouvrier.

Le *directeur* est nommé par une commission mixte composée pour moitié de membres du conseil ouvrier et pour moitié de représentants élus de la commune, de la région ou de l'Etat (selon la taille et l'importance de l'entreprise). Son choix, à partir d'un concours public, doit être soumis à ré-élection périodiquement. Il est membre de droit du Comité

de gestion, mais il n'y jouit d'aucun droit particulier. Assisté par une équipe technique, il applique les décisions du conseil ouvrier et du comité de gestion, organise et conduit le processus de production. En cas de litige entre le conseil ouvrier et le directeur, on a recours à l'arbitrage de la commune (ou de la région, ou de l'Etat).

Eviter la bureaucratie et la technocratie.

L'élection des organismes responsables par les travailleurs ne règle pas tous les problèmes de la démocratie dans l'entreprise : comment éviter que le rapport « électeurs-délégués » ne reproduise le rapport « dirigés-dirigeants » ? Tout d'abord en refusant la délégation globale, permanente, professionnalisée ; en interdisant le cumul des délégations et des tâches d'exécution ; en veillant à une réelle rotation des responsabilités ; en maintenant un étroit contrôle des élus par les électeurs, avec la révocabilité pour sanction. On peut même envisager, dans certains cas, le système du « mandat impératif assorti d'un calendrier » : c'est-à-dire que la révocabilité serait automatique si le délégué n'a pas accompli, dans un délai fixé par ses électeurs, les tâches qu'ils lui ont confiées par mandat.

Ainsi conçue, la délégation peut permettre la mise en place d'un système de représentation bien différent de celui que nous connaissons dans nos démocraties occidentales : les élections n'y seraient plus une consultation périodique de la masse des citoyens isolés et dépolitisés sur des personnes qui échappent ensuite totalement à leur contrôle. Le droit de vote reprendrait son plein sens : être un élément *parmi d'autres* permettant au travailleur dans l'entreprise et au citoyen dans le pays d'exercer l'autogestion.

Mais il ne suffit pas d'éviter l'accaparement du pouvoir par les délégués ; il faut aussi considérer le risque de voir les experts techniques prendre, en raison de leur compétence, des pouvoirs abusifs, créant ainsi une nouvelle *technocratie*. Le rôle des experts doit donc être limité à l'apport de connaissances techniques aux travailleurs et aux citoyens : leur intervention se situe au niveau des propositions et des conseils, la décision restant toujours du domaine de la collectivité et de ses élus. Ce danger sera réduit notablement par le développement de la *formation permanente* qui, accroissant la capacité de décision collective des travailleurs, évitera que les ouvriers n'élisent presque systématiquement leurs ingénieurs (comme en Yougoslavie actuellement). Sinon on recréerait la division entre « ceux qui savent » et « ceux qui ne savent pas », et donc une nouvelle forme de pouvoir hiérarchique : la domination par la *fonction* se substituerait à la domination par la *propriété*.

Pour que l'information, nécessaire à une véritable participation de tous les travailleurs aux débats et aux décisions, circule mieux, on peut mettre en place des « unités de travail » plus restreintes que

l'entreprise, jouissant d'une relative autonomie quant à l'organisation du travail et au règlement intérieur. Chacun peut y mesurer plus concrètement les conditions et les résultats des décisions prises.

Toutes ces structures et toutes ces procédures doivent permettre de modifier radicalement les conditions de travail et ses *finalités* : la parcellisation des tâches, les cadences abrutissantes, les mauvaises conditions psychologiques et physiologiques du travail, l'obéissance irresponsable devraient disparaître ; la réflexion sur les *finalités* de la production devrait être l'occasion de débats entre les conseils de travailleurs et les différentes organisations liées à la distribution.

L'AUTOGESTION HORS DES ENTREPRISES

Le fonctionnement autogestionnaire s'applique également à toutes les sphères de l'activité sociale : universités, écoles, hôpitaux, sécurité sociale, etc... Les activités scientifiques, culturelles, éducationnelles doivent être libérées de la tutelle administrative de l'Etat pour être prises en charge par ceux qui les exercent, sous le contrôle de l'ensemble du corps social : plus encore que dans le secteur productif, l'autogestion doit concerner, dans ces secteurs, non seulement ceux qui y travaillent mais tous les utilisateurs de leurs services. L'éducation par exemple ne saurait être autogérée par les seuls enseignants, même avec « participation » des élèves et de leurs parents : le service qu'elle assure concerne la société toute entière et il est normal que tous les citoyens aient leur mot à dire sur ses finalités et son organisation. De même pour la Santé, l'Information, la « sécurité » des personnes, etc...

LA PLANIFICATION

Sans planification, l'autogestion pourrait conduire à un socialisme d'unités autonomes et concurrentielles où les entreprises et les régions plus petites et plus faibles seraient défavorisées. Car la liberté sans contrôle social risque de provoquer une reconstitution d'inégalités et de privilèges. Il est donc indispensable de situer l'autogestion à l'intérieur d'un processus de planification démocratique qui doit assurer la cohérence des activités des différentes entreprises.

Si la nécessaire planification se réduit à une délibération collective sur les priorités à assigner à l'activité économique, si elle ne s'accompagne pas d'une transformation profonde de l'organisation de l'entreprise, des rapports de production et de l'ensemble du système hiérarchique, elle risque de provoquer un retour de la bureaucratie, puis du totalitarisme. Planification et autogestion sont donc étroitement liées, et se conditionnent mutuellement.

L'objectif de la planification, c'est de coordonner le développement économique et social au plan national. Elle empêche que la multiplicité

des centres de décisions ne provoque un désordre gaspilleur ; elle facilite la réduction de la taille des unités de production et permet de localiser rationnellement les unités importantes.

Pour cela, elle doit s'appuyer sur :

- la connaissance des besoins réels, exprimés à tous les niveaux par les producteurs, les consommateurs, les usagers des services, l'ensemble des citoyens.

- les objectifs sociaux retenus par les plans nationaux, régionaux et locaux. Certains choix ne peuvent d'ailleurs pas être faits uniquement à l'échelon local ou régional ; ils rendent nécessaires, en dernier ressort, une décision à l'échelon national. Ce sont par exemple :

- les objectifs d'accroissement du revenu global, et les modalités de sa répartition entre les individus, les communes, les régions, etc...

- la maîtrise collective de l'investissement,

- la réduction des inégalités (notamment entre les régions),

- la détermination des secteurs à soustraire progressivement à l'économie marchande et à « socialiser »,

- la prise en compte du contexte international qui limite le domaine des possibilités,

- la redéfinition d'un modèle de développement qui mette fin à l'exploitation d'autres pays ; l'instauration de relations nouvelles entre l'économie nationale et le reste du monde, en particulier les pays en voie de développement.

L'élaboration démocratique d'un plan suppose des structures décentralisées permettant d'exprimer les besoins fondamentaux à satisfaire dans un avenir précis. Il y aura donc des plans locaux et régionaux élaborés par les entreprises autogérées, par les collectivités territoriales : un processus continu de discussions, d'arbitrages et de décisions devra permettre l'harmonisation de ces multiples plans et leur insertion dans les orientations définies nationalement. Ainsi la planification démocratique permettra-t-elle l'expression d'un véritable choix de société, d'un type de croissance voulu et non subi : le caractère vraiment *politique* des choix économiques sera ainsi mieux perçu et assumé par tous.

Concrètement, cette harmonisation des plans pourrait se faire par deux séries de relations : horizontales et verticales ; horizontalement, chaque unité de décision (entreprise ou commune) s'informerait très largement sur ce que décident les unités voisines ou analogues ; verticalement, tous les projets de plans seront rassemblés et confrontés à l'échelon supérieur. Quel qu'il soit, il est important que le processus d'élaboration du Plan permette à tous d'exprimer leurs besoins et leurs options (même divergentes), non seulement sur les problèmes locaux ou régionaux, mais aussi sur les grandes orientations politiques nationales

en matière de Défense, de Justice, de Santé, d'Enseignement, d'Urbanisme, d'Equipements collectifs, etc...

Socialisation, Autogestion, Planification : ces trois éléments ne doivent pas être considérés séparément. Chacun d'eux, isolé, peut entraîner des risques graves ou ne rien changer du tout... Réunis, ils peuvent éviter une dérive vers la bureaucratie, le totalitarisme, ou vers l'illusion d'îlots autogérés « autarciques ». En esquisant à grands traits ce « projet économique », nous ne prétendons pas faire œuvre originale : nous reprenons, pour l'essentiel, les axes de réflexion des organisations qui cherchent, dès aujourd'hui, ce que pourrait être un socialisme enfin démocratique. Mais nous estimons ces précisions nécessaires pour mieux définir le sens de notre option non-violente : sachant que la violence s'institutionnalise dans les rapports sociaux et économiques entre les hommes, chercher une organisation de la société qui diminue le plus possible (jamais totalement, malheureusement) la part de violence « structurelle », fait partie intégrante de la lutte non-violente.

3. LE PROJET POLITIQUE

Vers le dépérissement de l'Etat

L'Etat n'est pas neutre : il n'est pas un « instrument » que la bourgeoisie a accaparé et qu'il suffirait de « rendre » aux travailleurs. Si le contrôle, puis la conquête de tous les « appareils d'Etat » restent des objectifs stratégiques indispensables, c'est beaucoup plus pour enlever à la classe dominante les instruments de son pouvoir que pour instaurer un régime autogestionnaire : il y a, dès l'origine, une sorte de contradiction entre la nécessité stratégique de maîtriser le pouvoir d'Etat tel qu'il est, et la nécessité de le transformer radicalement le plus vite possible, sous peine d'instaurer un socialisme centraliste et bureaucratique. C'est pourquoi, il sera vital d'assurer, dès que possible, le contrôle, la maîtrise et la transformation des structures de l'Etat, ces trois objectifs étant liés. C'est ensuite par l'extension de l'autogestion aux institutions politiques, administratives et financières que s'opérera progressivement le « dépérissement de l'Etat », c'est-à-dire le remplacement de l'Etat instrument de domination d'une classe par une instance chargée de coordonner centralement les différents et multiples pouvoirs à la base. Il ne s'agit pas de rêver à la disparition de tout pouvoir central, mais de redistribuer autrement toutes les fonctions que l'Etat actuel a usurpées et centralisées, et qui restent nécessaires dans toute société : fonctions d'arbitrage, de répartition, de maintien de la sécurité, de défense externe, etc...

De nouvelles structures politiques

La reconnaissance d'un certain nombre de « fonctions » nécessaires de l'Etat commande directement le choix des structures et des institutions politiques à mettre en place. Un pouvoir socialiste visant l'autogestion devra donc ouvrir résolument les voies qui conduisent à de nouveaux rapports sociaux et à de nouvelles structures de pouvoir ; il devra, pour cela, coordonner les diverses initiatives populaires. Les organismes centraux sont alors conçus comme des instruments qui doivent assurer les préalables nécessaires au déroulement de la libre activité des travailleurs et des citoyens.

Les nouvelles structures et institutions politiques devront être organisées, elles aussi, selon les principes de l'autogestion : c'est une exigence de cohérence globale de l'organisation sociale, mais c'est aussi la condition d'efficacité de l'autogestion économique. Les conseils ouvriers seraient vite réduits à l'impuissance, ou deviendraient de simples masses de manœuvre manipulées par d'autres pouvoirs, si l'ensemble de la société n'était pas organisée de la même manière.

La communauté socio-politique la plus proche du citoyen, celle sur laquelle il peut exercer un réel pouvoir direct, c'est la *commune*. C'est elle qui doit donc devenir la structure de base d'une organisation politique autogestionnaire. Il va sans dire que, par rapport au système actuel, cela suppose un accroissement considérable des pouvoirs et attributions des communes, un élargissement de leur autonomie fiscale, la suppression des diverses « tutelles » administratives, et une redéfinition de la taille même des communes, les grandes villes pouvant être composées de plusieurs communes. Dans son mode même de fonctionnement, la commune devrait progressivement coordonner l'activité des divers organes d'autogestion existant sur son territoire : conseils ouvriers, comités d'usagers, comités de quartiers, représentants des partis et syndicats, des associations culturelles, etc... Des représentants élus par ces divers groupes pourraient constituer l'assemblée communale avec les représentants élus directement par les citoyens. C'est en effet dans le cadre de la commune comme association des travailleurs et des citoyens que peuvent s'harmoniser les besoins sociaux de tous : les travailleurs peuvent exercer effectivement leur contrôle social sur l'utilisation du produit de leur activité au niveau le plus immédiat, et remonter de là aux niveaux régionaux et nationaux.

En même temps que cette nouvelle forme de pouvoir municipal doivent s'instaurer les instances de *contrôle* de ce pouvoir : des réunions d'électeurs pourraient permettre régulièrement aux citoyens de participer directement aux décisions concernant les orientations socio-politiques et de présenter des propositions. On pourrait proposer que certaines décisions requièrent obligatoirement l'avis des réunions d'électeurs : adoption, par exemple, du budget, du plan d'urbanisme, des impôts, etc...

Dès que les conditions politiques et culturelles d'une autogestion plus large seront réunies, on passera du plan communal (où l'autogestion est la plus facile à mettre en place, même rapidement) aux plans régional, puis national. Dans ce processus, il importe que toutes les instances émanent, directement ou indirectement, des communes.

Les citoyens doivent pouvoir exercer un véritable contrôle sur leurs représentants dans les différentes instances où les décisions politiques seront prises, ce qui entraîne, par exemple, la disparition du Préfet en tant qu'agent exécutif de l'Etat, et transfère ses fonctions à l'Assemblée régionale. Les mêmes règles de contrôle des élus et de limitation de leurs pouvoirs (mandats limités, rotation des responsabilités, non professionnalisation, révocabilité) qui s'imposaient dans l'entreprise, s'imposent également ici. Lorsqu'un nombre suffisant de citoyens le réclame par pétition, de nouvelles élections doivent être faites. Le vote n'est plus, alors, un chèque en blanc donné à l'élu : il prend une tout autre signification, puisque chaque votant sait qu'il exerce un vrai pouvoir, par lequel il influe concrètement sur ses conditions de travail et de vie. On peut même prévoir, comme dans l'Italie et la Suisse d'aujourd'hui (pourtant pas autogestionnaires !) que les citoyens jouissent du *droit d'initiative* : ils peuvent, moyennant un certain nombre de signatures, proposer au suffrage universel un projet de loi ou l'abrogation d'une loi votée.

Ainsi, ce sont les institutions et les comportements autogestionnaires vécus dans l'unité de travail et dans la commune qui permettent de fonder toutes les formes d'institutions socio-politiques à tous les niveaux. Mais ce système suppose que soit largement partagée une autre conception de la « politique » ; il suppose aussi que les partis politiques, les syndicats et les différentes forces organisées fonctionnent sur un mode vraiment démocratique et autogestionnaire.

Les institutions répressives

La société socialiste autogestionnaire ne sera pas aussi criminogène que la société qui est la nôtre aujourd'hui ; mais la disparition des principales causes sociales de la délinquance ne suffit pas à l'éliminer totalement : il restera par exemple les causes pathologiques. Le problème de la sécurité ne sera donc jamais vraiment réglé. Mais il faudra lui trouver des solutions qui ne soient pas, par leur mépris de l'homme, en contradiction totale avec l'idéal socialiste. Il ne suffira donc pas d'abolir la peine de mort ; il faudra remettre en question le principe même de la prison, système qui enferme détenus et surveillants dans l'humiliation et la peur, système de destruction de la personnalité où triomphe la loi du plus fort, système inefficace d'ailleurs, puisqu'il y a 47 % de récidivistes...

Il faudra également changer radicalement la manière de soigner les « malades mentaux » : les isoler de la société ne semble pas le

meilleur moyen de les guérir, et cela aboutit à un système d'asiles, fort proche du système carcéral.

Une autre conception de la politique

Dans une société socialiste, les partis, les syndicats et les diverses organisations risquent de jouer le rôle d'appareils idéologiques et politiques de l'Etat. C'est pourquoi, le pouvoir des travailleurs et des citoyens, loin de se limiter aux structures de production et de pouvoir, doit s'étendre même à leurs instruments d'organisation. Cela exige notamment :

— qu'aucune organisation ne détienne une force telle qu'elle impose sa volonté à ceux qui n'en font pas partie ;

— que les syndicats ne jouent pas le rôle de « courroie de transmission », mais de contestation stimulant l'autogestion. Ils doivent être une sorte de contre-pouvoir défensif pour les travailleurs les moins favorisés et permettre une formation à l'autogestion et à l'économie. Sans eux, des technocrates risqueraient d'étendre leur emprise dans l'industrie tandis que l'esprit corporatif s'installerait dans les services publics.

Quant aux partis, ils doivent se définir non plus comme instruments de pouvoir, mais comme instruments de mobilisation des masses. Il faudra éviter que les mêmes personnes assument en même temps des fonctions importantes dans un parti et dans l'Etat. Le parti est alors en mouvement : en même temps qu'il travaille à transformer l'Etat, il se transforme lui-même, préparant ainsi son propre dépérissement en tant que force politique distincte des collectifs de travailleurs et de citoyens.

4. LE PROJET CULTUREL

Le capitalisme a réussi à mettre à son service non seulement l'activité productrice de l'homme, mais aussi ses formes de vie et de pensée, sa culture. Une alternative au capitalisme ne peut se contenter de proposer d'autres manières de produire et d'organiser la société : une « révolution culturelle » est nécessaire.

Maîtriser les finalités

La culture est devenue une marchandise ; la recherche scientifique et technique est une fin en soi, sans considération de ses répercussions sur l'avenir de l'homme. Le jeu de la concurrence entre les individus, entre les entreprises, entre les nations, fait que plus personne ne prend

de décision sur les *fins*, mais seulement sur les *moyens* de la croissance et du profit. Or ce qui est en jeu, c'est bien d'abord une question sur les *finalités* : derrière toutes les remises en cause de la croissance illimitée et non maîtrisée, il n'y a pas seulement des inquiétudes sur l'épuisement des ressources naturelles, sur la pollution, sur les atteintes à la « qualité de la vie » ; il y a aussi, souvent maladroitement exprimé, le désir de *maîtriser les finalités* globales des activités humaines, et *pas seulement leurs modalités*. Car la rationalité capitaliste nous a conduits à cette situation absurde où nous sommes pris dans des systèmes parfaitement rationnels dans leur processus mais complètement insensés dans leurs finalités.

Ce dont nous avons besoin, c'est donc d'une alternative non seulement au système capitaliste, mais à la *civilisation* qu'il a secrétée et imposée dans le monde entier. Cette alternative doit permettre l'unification de l'homme dans ses différentes fonctions : qu'il ne soit plus seulement un ouvrier, ou seulement un étudiant, ou seulement un enseignant, etc... La société actuelle est construite sur le principe de la division du travail et de la spécialisation ; celle que nous voulons devra permettre à chacun de diversifier ses activités, dans la mesure où il le voudra, afin d'augmenter sa capacité d'initiative et d'autonomie.

Le déconditionnement nécessaire.

Cette nouvelle civilisation, à inventer progressivement et sans recettes, exige un profond déconditionnement par rapport à beaucoup d'idées, de comportements, de convictions qui semblent « aller de soi ». Et tout d'abord, elle suppose une libération par rapport au fatalisme, à la résignation, à la croyance désabusée que « rien ne peut changer » ... Elle suppose aussi que soit brisé le cercle vicieux de la violence, de la peur et de la résignation : la violence engendre la peur, la peur paralyse et maintient dans la résignation, la résignation permet la permanence des situations de violence ... C'est pourquoi la démonstration de l'efficacité d'une alternative non-violente, libérant ainsi de la peur et de la résignation, nous paraît nécessaire à ce déconditionnement.

En société capitaliste le moteur de l'économie est la recherche du profit. L'idéologie dominante impose à chaque travailleur un certain type et une certaine quantité de travail par des moyens variés (peur du chômage, course à la consommation, sacralisation faite par l'Eglise : « tu gagneras ton pain à la sueur de ton front », ou par l'École, etc...). Il ne faudrait pas les remplacer par une émulation socialiste qui reviendrait à une autre sacralisation du travail et ne remettrait en cause ni la parcellisation des tâches, ni la division entre le travail manuel et le travail intellectuel, ni l'inégalité des revenus que l'on justifie actuellement par la responsabilité ou la durée de la formation.

Repenser l'éducation

Une bonne part de ces « conditionnements » vient du système d'éducation et de ses contenus. Si l'on veut que l'éducation prépare à une pratique autogestionnaire, qu'elle donne l'information la plus ouverte possible, qu'elle favorise les prises de décision collectives, il faut changer profondément ses objectifs, ses méthodes, ses programmes et ses structures. Il importe aussi au plus haut point de supprimer le dualisme entre travail manuel et travail intellectuel. Il ne s'agit pas d'imposer à tous le même type d'enseignement, sans tenir compte des goûts et des aptitudes, mais de supprimer la spécialisation prématurée qui enlève aux « intellectuels » toute obligation de travailler de leurs mains, et qui crée dans l'ensemble de la société le préjugé d'une supériorité hiérarchique de l'intellectuel sur le manuel.

Dans le même esprit, on organisera la formation en évitant le principe du « plein temps » : les « enseignants » pourraient être des travailleurs, des chercheurs, des syndicalistes, des économistes, des artistes, etc... donnant à l'enseignement une part de leur temps. La rotation des tâches revaloriserait ainsi les activités manuelles et permettrait aux contenus de l'enseignement d'être sans cesse réactualisés. La « formation permanente », qui est aujourd'hui utilisée pour adapter la main d'œuvre aux besoins de la production, devrait devenir un lieu d'autoformation permanente, où l'échange des expériences et des compétences permettrait au plus grand nombre de maîtriser l'essentiel des connaissances nécessaires à l'autogestion : chacun devrait pouvoir juger par lui-même des options proposées, de leurs objectifs, de leurs avantages et inconvénients. Cette formation permanente devrait aussi être un lieu privilégié de réflexion sur les *finalités*, en vue de cette autodétermination des fins sans laquelle l'autogestion des moyens n'a guère de sens.

Maîtriser la technique

Nous refusons de faire du développement technique le responsable de tous les maux dont souffre notre civilisation. Mais nous refusons également de considérer la technique comme quelque chose de « neutre », qu'il suffirait de mettre au service du socialisme pour que tout en elle devienne bénéfique. Il y a des techniques qui, par leur fonctionnement même, mettent en place des structures politiques et économiques qui rendent impossible ou très difficile un fonctionnement autogestionnaire de la société : ainsi, par exemple, les centrales nucléaires... Mais il y en a d'autres qui peuvent, moyennant un contrôle étroit des travailleurs, favoriser l'autogestion : ainsi les Télécommunications, l'Informatique...

Le développement de l'Informatique, par exemple, peut libérer l'homme de la nécessité d'accumuler les connaissances, et lui permettre ainsi de se concentrer sur ce qui est spécifiquement humain : poser les

questions, et décider des fins. Les récentes théories de l'information constituent déjà un réel apport au projet autogestionnaire. Quant aux télécommunications, elles permettent de réaliser rapidement et efficacement cette concertation entre les différentes instances d'autogestion sans laquelle on tombe dans le désordre ou dans l'autarcie. Elles favorisent un fonctionnement de la société où le message est porteur, non plus tellement d'ordres à exécuter, mais d'informations sur les besoins et les projets des uns et des autres.

D'autres techniques, comme la télévision par câbles, peuvent permettre la participation du plus grand nombre à l'information et à la vie culturelle et politique d'une petite collectivité (ville moyenne, quartier ...).

L'utilisation de ces diverses techniques, dans une perspective autogestionnaire, suppose qu'elles ne soient pas accaparées par les techniciens. Il faut se garder de la montée d'une classe qui domine par la fonction en remplacement d'une classe qui dominait par la propriété.

Poursuivre le développement, mais autrement

Les exigences de la croissance se sont imposées comme modèle de civilisation. La crise actuelle, dans la mesure où elle est une crise de civilisation tout autant qu'une crise des modèles économiques et politiques, touche tous les aspects de la vie. Il n'est pas question de nier que le développement industriel a amélioré certains aspects de la condition humaine ; mais il devient urgent de remettre la croissance économique au service des hommes. Notre socialisme ne peut être conçu comme une manière plus efficace de satisfaire les besoins créés par le capitalisme : il n'est pas une gestion améliorée de la croissance capitaliste. Nous ne pouvons accepter de continuer à travailler plus pour produire plus, alors qu'un autre type d'organisation, supprimant les inégalités devant le travail et devant la consommation, permettrait d'améliorer le niveau de vie de l'ensemble des travailleurs en réduisant le temps de travail.

Mais cela suppose l'élimination des productions socialement inutiles et la définition des finalités économiques à partir des besoins réels, et non artificiellement suscités par la publicité ou l'idéologie ambiante. Pour cela, il faut que la production ne soit plus déterminée par la recherche du profit mais par la satisfaction des besoins fondamentaux des hommes. Nous ne proposons donc absolument pas de tomber dans les illusions de la « croissance zéro », car si certaines activités économiques doivent être réduites ou supprimées progressivement (et en premier lieu les fabrications d'armements), d'autres doivent être développées ou créées. La croissance zéro n'est que la mauvaise réponse apportée par l'économie libérale aux problèmes qu'elle a créés elle-même

par la logique du profit et l'abandon des décisions économiques aux seuls mécanismes du marché.

Dans un socialisme autogestionnaire, la croissance serait plutôt une croissance différenciée selon les possibilités économiques (au rang desquelles il faut désormais compter les « limites » imposées par le fait que la terre n'est pas un réservoir infini) et selon les besoins réels des collectivités : consommation, mais aussi cadre de vie, qualité du travail, respect d'un certain équilibre écologique, d'un environnement esthétique, etc... Car tous ces éléments doivent intervenir désormais dans la décision économique.

POUR UN AUTRE STYLE DE VIE

Un type d'organisation sociale, quel qu'il soit, n'a pas à déterminer le style de vie que chacun ou chaque groupe désire adopter. Mais nous souhaitons que l'ensemble des structures et des fonctionnements autogestionnaires favorisent l'invention d'un nouveau style de vie collective, sans l'imposer d'aucune manière à quiconque. Ce style de vie se fonderait sur un nouveau sens de la « solidarité » (qui peut s'exprimer dans des modes de vie communautaires), sur une réhabilitation de la fête et de la création artistique, sur un rééquilibrage des temps de travail et des temps de loisirs et d'échanges... afin que « vivre » ne signifie plus seulement « gagner sa vie ».

Propositions pour une stratégie de passage au Socialisme

Note préliminaire.

Définir, proposer et mettre en œuvre une stratégie de passage au socialisme autogestionnaire, c'est une tâche qui exige la confrontation et la collaboration de toutes les forces qui visent un tel socialisme. Le M.A.N. n'entend donc pas définir ici une stratégie qu'il tenterait de mettre en œuvre à lui tout seul ! Mais, voulant être, au sein du courant autogestionnaire, une structure d'action et de proposition sur les points auxquels notre option non-violente nous rend plus sensibles, nous pensons avoir des questions à poser et des propositions à faire. Dans la mesure où la transition au socialisme est, d'une certaine manière, déjà engagée, ce débat sur la stratégie n'est pas purement théorique : dès maintenant, à travers nos formes de lutte, nos objectifs, nos modes d'organisation, se joue le choix entre différents types de « socialisme ». Les propositions que nous faisons ici ne sont donc pas sans lien avec une stratégie à court terme.

Nous savons que tout débat théorique, en fin de compte, est tranché par l'expérience historique ; les stratèges en chambre peuvent bien proposer des idées excellentes, avec des « y a qu'à faire ceci, y a qu'à faire cela... », si ces options stratégiques ne sont pas portées par des *forces concrètes* capables de renverser le système actuel, elles sont sans intérêt. Mais il ne faut pas tomber dans le piège inverse d'un certain anti-intellectualisme : on ne découvrira pas spontanément, dans la lutte, comme par une sorte d'instinct infaillible, les stratégies les plus efficaces ; jamais la légitimité d'une lutte ne garantit son succès, et les « justes causes » ne sont pas toujours les causes victorieuses... Il est donc nécessaire de passer par un travail, à la fois intellectuel et pratique, pour *informer* sur différentes formes de lutte possible (et particulièrement sur

celles qui sont moins connues dans notre univers culturel et politique), pour *critiquer* les stratégies historiquement mises en œuvre ou actuellement proposées, pour *rechercher* des stratégies efficaces à partir d'une analyse des rapports de force existant actuellement.

1. La rupture nécessaire

L'analyse que nous avons faite du système capitaliste et des impasses où il conduit notre société nous oblige à affirmer qu'il n'y a pas de transition régulière et progressive vers le type de société que nous avons esquissé : une *rupture* est nécessaire.

Cette rupture, autre manière de nommer la révolution, concerne tous les aspects de la vie en société : économie, culture et idéologie, organisation politique, vie quotidienne, etc..., car tout est lié. Mais il est important de saisir que toutes ces ruptures ne se déroulent pas forcément de la même manière ni au même rythme. Certaines sont nécessairement délimitées dans le temps, définissant de façon nette un « avant » et un « après » : ainsi la prise du pouvoir politique, l'appropriation collective *réelle* des moyens de production par les travailleurs. Mais d'autres, *tout aussi importantes*, s'étalent dans le temps ; amorcées dès maintenant, elles doivent se poursuivre longtemps après le passage au socialisme : recherche d'autres formes d'organisation sociale (décentralisation), d'autres formes d'exercice du pouvoir (démocratie réelle, autogestion), d'autres modèles de consommation, possibilité de discuter et de changer les *finalités* mêmes de la production économique et de l'organisation sociale, etc...

C'est donc une erreur grave que de poser le problème de la stratégie de passage au socialisme *uniquement par rapport à la rupture politico-économique*. Connaissant de nombreuses expériences historiques de luttes non-violentes, observant le renouvellement des formes et des objectifs de lutte depuis quelques années, nous sommes amenés à critiquer radicalement toute stratégie révolutionnaire pour qui les ruptures « lentes » seraient une simple *conséquence* de la rupture immédiate : « Prenons le pouvoir, et le reste suivra ! ». Nous pensons que les déviations et perversions de la plupart des expériences « socialistes » (qui s'expliquent aussi par la nécessité d'affronter un environnement international hostile) sont dues pour une bonne part à cette conception *mécaniste* de la révolution, selon laquelle la modification des structures économiques et politiques prime (logiquement et chronologiquement) les autres modifications.

Nous estimons, par conséquent, que la conquête du pouvoir politique *n'est pas un but en soi*, mais s'intègre dans une stratégie plus vaste :

elle n'est pas possible n'importe quand ; et surtout *elle ne justifie pas n'importe quoi*.

« La conquête de l'hégémonie culturelle par l'ensemble des travailleurs, la substitution des valeurs dont ils sont porteurs aux valeurs de la société bourgeoise constituent un moment essentiel, visant à faire accepter à la plus grande partie de la société la perspective, et même la nécessité d'un changement fondamental. C'est à cette condition seulement — et non au moyen d'un putsch réussi — que la conquête des pouvoirs politiques et économiques peut opérer un véritable changement à la tête de la société, c'est-à-dire un changement de la classe dominante. » Ainsi s'exprimaient récemment (1) E. Maire et J. Julliard. Des convictions analogues s'expriment de plus en plus largement chez les militants attachés à une recherche autogestionnaire.

Un grave danger cependant guette ce type de position, celui de se résigner, sans le dire, à une sorte de « division du travail » : les réalistes, les durs, les machiavéliques des combines électorales ou les stratèges de l'insurrection populaire se chargeraient de préparer la rupture immédiate, le « Grand Soir » (électoral ou sanglant, on en débattrait interminablement), et les rêveurs, les doux, les écologistes sensibles et autres régionalistes libertaires se chargeraient de promouvoir (dès maintenant et après) les autres types de rupture ... Plus répandue qu'on ne croit, cette position n'est pas vraiment différente de la thèse que nous dénonçons comme l'une des causes de perversion de diverses expériences révolutionnaires « socialistes » : seule la prise du Pouvoir et l'expropriation du Capital seraient des objectifs « sérieux » ... Nous pensons, au contraire, que la rupture politico-économique et les autres ruptures doivent être étroitement liées ; c'est pourquoi nous refusons très fermement l'idée que notre option non-violente limiterait notre « compétence » à l'organisation de luttes partielles ou au rôle (nécessaire, bien sûr, concéderait-on avec une certaine « sympathie ») de « prophètes » du monde de demain. Nous pensons avoir des choses à dire et à faire aussi bien par rapport à la rupture immédiate que par rapport aux autres formes de rupture.

2. *Ni vote ni fusil*

Une stratégie ne se choisit pas dans l'abstrait : elle s'impose, à un moment donné, en fonction des circonstances. Mais cela ne veut pas dire que nous soyons sans pouvoir et sans initiative : les circonstances en effet qui détermineront les formes de la lutte seront, pour une large part, le fruit des choix stratégiques faits aujourd'hui. En ce sens, il n'est nullement absurde ni idéaliste de prétendre choisir (et donc de préparer)

(1) Id., p. 170.

en vue de l'épreuve de force un type de stratégie plutôt qu'un autre.

Absurde par contre serait un choix dicté par des principes théoriques ou par des habitudes de pensée, et non par la considération du *possible* et de l'*efficace*. Il faut en effet qu'une stratégie puisse réellement être préparée dans la situation concrète d'un pays tel que le nôtre ; il faut d'autre part qu'elle permette de conduire pas trop loin du but que l'on se fixe. Or ce but (est-il besoin de le rappeler ?) n'est pas seulement le renversement du système capitaliste, mais aussi son remplacement par un socialisme *démocratique, autogestionnaire*. L'efficacité d'une stratégie se mesure donc à sa capacité d'atteindre *ce double but*, et non pas seulement sa première moitié.

Sur ces deux points (possibilité et efficacité), nous sommes amenés à faire une critique radicale des deux types de stratégie couramment proposés (et opposés) : l'électoratisme et l'insurrection violente.

L'électoratisme

La règle du jeu parlementaire a été utilisée par la bourgeoisie pour le maintien de sa domination. Certes, les forces populaires ont su, peu à peu, profiter de ce jeu pour y trouver une expression politique, mais elles ne pourront aller plus loin sans changer la règle elle-même. Il est possible de mettre fin au régime capitaliste en s'*aidant* d'une victoire électorale, mais *sûrement pas en s'y tenant*. Croire cela serait surestimer dangereusement le rôle du pouvoir « élu » par rapport aux autres formes de pouvoir que la bourgeoisie exerce (économique notamment).

Cette révolution par les urnes, à supposer qu'elle soit possible, ne serait d'ailleurs pas vraiment efficace, si l'efficacité se mesure par rapport au but visé : l'autogestion suppose en effet que les travailleurs prennent tout le pouvoir qu'il leur est possible d'exercer à leur niveau ; elle ne peut être « décrétée », octroyée d'en haut.

Cette condamnation de l'électoratisme ne conduit pas au rêve d'une démocratie directe totale et parfaite : la « délégation de pouvoirs » restera nécessaire sous des formes diverses dans un régime d'autogestion. D'autre part, nous n'incitons absolument pas à brûler les cartes d'électeurs ! Une stratégie de prise de pouvoir par le peuple peut très bien *inclure* une victoire électorale. Mais il ne s'agit pas de l'épreuve décisive : simplement d'un facteur important, parmi d'autres.

La violence insurrectionnelle

Plus personne ne songe sérieusement à une révolution qui ne serait que violente (putsch d'une minorité organisée ou bain de sang du peuple en révolte). Mais on continue à présenter parfois *l'organisation de la violence populaire comme une nécessité* regrettable peut-être, mais indispensable. N'y a-t-il pas là une sorte de paresse intellectuelle, un

refus d'examiner sérieusement les autres possibilités ? Pour nous, c'est précisément l'analyse des forces en présence et le *souci de l'efficacité vraie* qui doivent conduire au refus de toute stratégie incluant (et donc préparant) la violence. Ceci demande quelques explications :

Ne pas se placer sur le terrain de l'adversaire

Ce qui fait la force des masses populaires, c'est la possibilité de bloquer, par leur *nombre* et leur *organisation*, la machine économique. *Ce n'est pas leur armement* : ni celui qu'elles ont (c'est trop évident), ni celui dont elles pourraient éventuellement prendre le contrôle ; il resterait sans proportion avec l'armement dont dispose la bourgeoisie. Ce qui fait leur faiblesse, ce n'est donc pas leur désarmement, c'est leur division, le manque d'accord sur les objectifs, sur la stratégie, etc... *Plutôt que d'armer le peuple* (préparant ainsi le conflit sur le terrain où l'adversaire est et restera le plus fort), ne vaut-il pas mieux qu'il *devienne lui-même une arme* par son unité dans la transgression massive de la légalité bourgeoise ?

Un autre élément nous paraît également déterminant : les détenteurs du pouvoir économique, politique et idéologique ne prennent pas de risques *personnels* pour défendre leurs privilèges : ils le font par personnes interposées, trouvant dans des couches importantes de la petite bourgeoisie ou même du prolétariat une collaboration généralement résignée, parfois active. Dans les forces chargées du « maintien de l'ordre » notamment (Armée, Police), très nombreux sont ceux dont les intérêts sont communs avec ceux de la classe ouvrière. Toute stratégie doit donc avoir parmi ses objectifs principaux de faciliter, en vue de l'épreuve de force, leur prise de conscience de cette *solidarité réelle* et leur rupture avec la *collaboration subie* : c'est impossible si ces personnes se sentent visées dans leur peau et dans leur vie ; mais c'est tout à fait possible si la stratégie utilisée est *explicitement non-violente*. Plus largement, il faut souligner que ceux qui ont intérêt à la révolution et qui la souhaitent sincèrement ont à son égard d'autant plus de réticence qu'elle apparaît nécessairement violente : la peur de mettre en danger sa vie et celle des siens conduit à bien des résignations... En libérant de cette peur, la proposition d'une stratégie excluant la violence pourrait rendre révolutionnaires beaucoup de ceux qui aujourd'hui se résignent au réformisme.

Il se peut que tout ceci apparaisse évident : on objectera alors que la violence nous est imposée par l'adversaire lui-même et qu'il *n'y a donc pas vraiment le choix*. Dire cela, c'est oublier qu'un principe essentiel de toute stratégie est justement de prendre l'initiative pour se battre sur un terrain autre que celui choisi par l'adversaire. Excluant le recours à la violence, nous proposons une stratégie qui prend à contre-pied tout l'effort de préparation fait par la bourgeoisie pour empêcher et, si nécessaire, remporter l'épreuve de force. Le combat en effet se trouve déplacé sur

le terrain où les travailleurs ont l'avantage du nombre et, s'ils s'en donnent les moyens, de l'organisation et de la solidarité. « Le peuple uni jamais ne sera vaincu », dit un slogan célèbre, souvent utilisé dans un contexte de violence ; nous y voyons le principe essentiel de toute stratégie non violente, si on y ajoute une nécessaire précision : « Le peuple uni jamais ne sera vaincu à condition qu'il ne se batte pas avec les mêmes armes que ses oppresseurs ».

Ce n'est peut-être pas partout ni toujours qu'un peuple uni et déterminé peut trouver dans des techniques d'action non-violente une force supérieure (parce que *différente*) à la force violente de ses oppresseurs. Ne pouvant parler que pour nous et de notre situation, nous ne pouvons exclure globalement l'éventualité, en d'autres temps et en d'autres lieux, et notamment lorsqu'il n'y a pas eu de préparation culturelle et technique à la non-violence, d'un recours à la violence pour éviter une lâche résignation devant l'oppression. Mais dans la situation française actuelle, une stratégie révolutionnaire non légaliste et non-violente est *possible*, et c'est même la seule qui puisse atteindre efficacement le but visé.

La vraie efficacité : cohérence de la stratégie et du projet.

Aucune stratégie ne peut être choisie à partir de la seule considération d'objectifs à court terme : ce qui peut se montrer efficace pour gagner une épreuve de force aujourd'hui peut s'avérer catastrophique par rapport au but plus lointain. Il importe donc que la manière dont s'opère la rupture avec le capitalisme ne crée pas des obstacles insurmontables à la réalisation du projet socialiste. C'est pourquoi le problème des *moyens* n'est ni un faux problème, ni une question à abandonner aux philosophes et moralistes : c'est très précisément un problème d'*efficacité* à long terme. Nous pensons notamment que *le recours à une violence voulue, programmée, organisée et préparée* (il ne s'agit donc pas ici des presque inévitables « bavures » qu'entraîne toute période de troubles politiques, et qui par définition échappent au contrôle, quand elles ne sont pas provoquées par l'adversaire même) *est un moyen totalement inadapté au projet autogestionnaire*. En effet l'usage efficace de la violence exige une organisation de type militaire : même si l'on prend des garanties pour qu'elle soit au service du peuple et contrôlée par lui, la nécessité demeure d'une structure hiérarchique fortement centralisée où les ordres descendent d'en haut et ne peuvent guère être mis en discussion à la base : *On ne peut « autogérer » une armée...* On doit noter aussi qu'une révolution violente engendre nécessairement une somme de haines, de rancunes, de désirs de vengeance extrêmement virulents. Certes, dans une révolution non-violente, les privilégiés ne perdent pas leurs privilèges sans colère et sans volonté de les récupérer par tous les moyens ; mais c'est sans commune mesure avec ce qu'engendre une révolution violente, précisément parce que beaucoup plus de gens sont

touchés (il n'y a pas que les privilégiés qui souffrent et qui meurent) et plus profondément) il ne s'agit plus seulement de privilèges et de richesses perdues, mais de vies). Le socialisme qui remplace alors le capitalisme peut difficilement être autogestionnaire, dans la mesure où il doit, pour sa protection, maintenir une sorte d'état policier. Sans rêver d'une société sans conflits, on doit dire que l'autogestion exige un minimum d'accord social et que tout déchaînement de violence l'interdit durablement.

C'est pourquoi des révolutionnaires conséquents ne peuvent pas nég'iger, *ne serait-ce que comme principe stratégique*, l'avertissement exprimé par Gandhi, et illustré par toute l'histoire de sa lutte : « *la fin est dans les moyens comme l'arbre dans la semence* ».

3. La révolution culturelle

L'utilisation abusive de cette expression doit d'abord être suspectée : trop souvent, elle sert à masquer la nécessité de la révolution économique et politique. Pour nous, elle désigne l'ensemble des *ruptures* qui doivent nécessairement précéder, accompagner et prolonger la rupture ponctuellement visible. C'est par exemple la *rupture avec l'idéologie* qui justifie les rapports sociaux actuels, les présentant comme « naturels » alors qu'ils sont historiques ; c'est la rupture avec la conception de la *légalité* imposée par la bourgeoisie, rupture qui s'opère concrètement, comme à Lip ou au Larzac, par la pratique de la désobéissance collective aux lois anti-populaires. C'est la rupture avec une manière de vivre, des comportements conformistes présentés comme allant de soi, alors qu'ils ne sont « nécessaires » que dans la logique du système actuel : respect inconditionnel des « autorités », recherche du prestige social, course à la « carrière », mépris du travail manuel, soit indéfinie de consommation. C'est aussi la rupture avec un certain *usage passif* des grandes institutions sociales, où l'on doit se soumettre aux « compétences » et abandonner toute responsabilité aux « spécialistes », détenteurs du Savoir : Santé, Education, Loisirs...

Mais la rupture qui conditionne d'une certaine manière les autres concerne l'idéologie du *Profit*, moteur essentiel de toute activité sociale ou individuelle : clef de voûte de « l'idéologie dominante », elle fait de l'homme un *moyen* de profit (comme travailleur d'abord, puis comme consommateur) et contribue à rendre désirables par tous les valeurs bourgeoises : standing, confort, prestige, promotion individuelle. Le travail, étant subordonné au profit, ne peut être un moyen de libération ; l'espoir (en partie réalisé) de « profiter » un peu mieux des avantages du système incite les travailleurs à coopérer avec leurs exploiters, les entraînant dans l'idéologie du « capitalisme à visage humain », de la « participation », de la « cogestion », etc...

Il ne suffit pas, pour qu'il y ait révolution culturelle, qu'un certain nombre d'individus opère ces ruptures : encore faut-il qu'elles soient *collectives* et qu'elles se produisent, non seulement sur les « marges » de la société (ce qui a toujours eu lieu, plus ou moins, à toutes les époques et dans toutes les sociétés) mais au *cœur même des forces* sociales, politiques et économiques. Il ne faut pas en effet confondre la nécessaire révolution culturelle avec les manifestations de marginalisation que l'on observe de plus en plus chez ceux qui (opprimés ou privilégiés par le système) en ressentent profondément l'aspect inhumain et suicidaire. Leur existence même a une signification politique, mettant en évidence certains aspects mortels du système actuel, en ce qui concerne notamment la relation humaine, la créativité artistique, la qualité de la vie... Mais ces réactions de *santé*, qui contribuent parfois efficacement à miner l'idéologie dominante, deviennent des illusions (inoffensives ou dangereuses selon les cas) lorsqu'elles prétendent indiquer la voie d'une *stratégie du changement global*. L'idée selon laquelle il « suffirait » que tous adoptent peu à peu des comportements analogues (vie communautaire, artisanat, retour à la terre, refus des contraintes sociales, etc.) pour changer la société est une idée qui méconnaît les pesanteurs sociales, les déterminismes économiques, et qui sous-estime aussi la capacité du système à tolérer, *sans risque pour lui*, de tels comportements. Nous récusons donc toute stratégie qui identifierait la révolution à la diffusion lente et progressive (par l'exemple ou la persuasion) des comportements, des genres de vie et des valeurs de la culture de demain.

La révolution culturelle dont nous affirmons la nécessité est celle qui se fait *collectivement* et *dans les luttes*. Elle permet à la majorité des travailleurs de comprendre que l'exploitation dont ils sont victimes ne vient ni d'une fatalité ni de comportements individuels, mais de la mauvaise organisation des rapports sociaux. Elle leur permet de découvrir qu'eux-mêmes collaborent, plus ou moins inconsciemment, à ce système qui les exploite et que cette collaboration forcée est précisément la *seule force réelle du système*. La prise de conscience d'une stratégie révolutionnaire possible peut alors se faire : la non-coopération collective, organisée, débouchant sur une alternative politique crédible et séduisante.

4. *Contrôle ouvrier et contrôle populaire*

Il est certain que la bourgeoisie ne se laissera pas déposséder de ses privilèges et de son pouvoir sans réagir, au besoin par la violence. Contrairement à certaines présentations totalement fausses de la non-violence (qui ne peuvent d'ailleurs s'appuyer sur aucune analyse sérieuse des luttes non violentes passées ou actuelles), il n'est pas question

d'attendre une sorte de « conversion » des privilégiés. Il y aura, d'une manière ou d'une autre, une épreuve de force : il faut la préparer.

Dans cette période de préparation, l'objectif des luttes n'est pas directement la prise du ou des pouvoir(s), mais le *contrôle* le plus étroit possible de tous les secteurs où se jouera l'épreuve décisive.

Le contrôle ouvrier.

Sans tomber dans les illusions de la cogestion, ni surtout de l'autogestion (impossible en système capitaliste) les travailleurs s'efforcent de contrôler, dans un conflit permanent avec les détenteurs du pouvoir, les conditions de travail, les cadences, le pouvoir d'achat, la formation continue, les conditions d'embauche et de licenciement, etc... Ce contrôle, s'il n'est pas réservé à quelques spécialistes ou à quelques délégués, prépare directement la classe ouvrière à exercer, sitôt réunies les conditions politiques du socialisme, l'autogestion du secteur de la production.

Dans cette lutte, la *grève* reste l'arme principale de la classe ouvrière. Mais à mesure que s'étend parmi les travailleurs la rupture avec l'idéologie légaliste, d'autres armes apparaissent pour renforcer et parfois remplacer la grève. L'exemple de LIP, en 1973, a marqué une certaine nouveauté dans la manière de mener le combat. Cet exemple a fait école et, depuis, les travailleurs hésitent de moins en moins à violer la légalité par la pratique collective d'actions illégales : saisie de stocks, remise en marche de la production, vente sauvage, etc... Il n'est pas question de coller artificiellement sur ces travailleurs une « étiquette » non-violente qu'ils récusent souvent ; mais nous avons le droit de constater que, *de fait*, ces types d'action enrichissent l'arsenal des armes que nous appelons non-violentes. Des travailleurs pratiquent collectivement différentes formes de désobéissance civile, et le Pouvoir doit reculer devant la force qu'ils mobilisent ainsi : c'est un élément très important pour la reconnaissance de la *possibilité* et de l'*efficacité* d'une stratégie non-violente de lutte anticapitaliste.

L'efficacité du *boycott* est encore peu connue en France. Mais le mouvement ouvrier aurait tout à gagner à connaître et analyser la lutte exemplaire menée depuis 1965 par le Syndicat des Travailleurs Agricoles de Californie, sous l'impulsion de César Chavez : c'est l'association de la grève et du boycott qui a permis de vaincre les grands trusts agricoles producteurs de raisin et de salade.

Le contrôle populaire.

La technocratie n'est pas un monopole du capitalisme : il est donc très important, pour le peuple, de prendre dès maintenant le contrôle le plus large possible sur les secteurs touchant à sa vie quotidienne et à sa liberté. C'est à la fois une exigence de *défense immédiate contre la*

technocratie capitaliste, et une *garantie contre le risque très réel d'une future technocratie socialiste*. Cette mise en place du contrôle populaire se fait dans des luttes plus ponctuelles, moins coordonnées, et que certains trouveront moins « pures » idéologiquement que les grandes luttes ouvrières. Mais il est probable que la réussite d'un modèle autogestionnaire de socialisme est précisément liée à la possibilité d'organiser efficacement ces luttes et de leur trouver une *expression politique globale*.

Ces luttes visent à empêcher l'accroissement du potentiel répressif du Système (luttes contre la militarisation, contre le contrôle policier), à freiner la dégradation difficilement réversible de milieu de vie (luttes écologiques), à assurer dès maintenant une certaine auto-défense (luttes contre les expropriations abusives, contre les abus de la police et de la justice, contre le racisme et l'exploitation des travailleurs immigrés). Elles expriment aussi des revendications dont le lien immédiat avec la lutte des classes n'est pas évident, mais qui ne peuvent attendre, pour s'exprimer, que la société socialiste soit réalisée : luttes des femmes, des minorités nationales et culturelles, etc... Toutes ces luttes peuvent se mener par des moyens non-violents, à condition que le choix de ces moyens se fasse en fonction d'une analyse sérieuse : désobéissance civile massive, refus d'impôts, manifestations symboliques ou humoristiques, occupations de locaux, blocages de circulation, grèves de la faim, boycotts, etc... ne sont pas des moyens interchangeables. Le scepticisme envers la possibilité et l'efficacité des moyens légalistes et des moyens violents ne doit pas conduire à la croyance naïve que tous les moyens non-violents sont bons et efficaces, quels qu'ils soient et quelle que soit la situation ! La décision d'engager une lutte non-violente et le choix des moyens à y utiliser ne sont pas à abandonner à la générosité de consciences indignées, mais à la précision d'analyses stratégiques. Chaque fois que ce sera possible, il sera important de préférer les actions non-violentes de masse aux actions individuelles : des boycotts populaires notamment (dont l'efficacité a été démontrée récemment en Hollande contre le Café angolais et les oranges Outspan d'Afrique du Sud), ou encore la désobéissance civile massive (qui a permis, en 1974, aux citoyens italiens de faire annuler des hausses abusives sur les transports urbains et l'électricité). Ces expériences récentes et proches de nous laissent espérer que, chez nous aussi, le « contrôle populaire » saura se donner des armes à la mesure de ses objectifs.

5. Du contrôle au pouvoir

Les luttes pour le contrôle ne sont pas seulement importantes par leurs objectifs propres, mais par l'*expérience* qu'elles permettent d'acquérir et la *réflexion théorique* qu'elles suscitent. Leur succès même doit contribuer à abattre la croyance, souvent paralysante, en la fatalité

(ou « nécessité historique ») de la violence ; leurs échecs et insuffisances permettent de comprendre que les stratégies non-violentes *ne s'improvisent pas*, mais exigent un certain nombre de préparations (psychologiques, techniques, intellectuelles, etc...). Les syndicats et les divers groupes qui coordonnent ces luttes devraient être amenés à promouvoir un effort d'*information* sur les formes de lutte non-violentes dans le passé et le présent, et de *formation* à l'action non-violente.

A partir de cet ensemble (luttes, réflexion théorique, préparations), apparaît la possibilité concrète de mener l'épreuve décisive dans la non-violence : si en effet des stratégies non-violentes ont démontré leur efficacité dans des luttes partielles, on ne voit pas au nom de quel dogmatisme théorique on pourrait les tenir pour inefficaces ou insuffisantes, au moment d'une lutte globale ; car c'est précisément dans une lutte où le grand nombre entre en jeu qu'une action non-violente a le plus de chances de succès, puisque sa force principale réside dans le nombre et la solidarité.

Mais cela pose, il est vrai, le difficile et inévitable problème de l'*organisation* de ce « nombre » et de l'expression concrète de cette solidarité : le problème du parti. Aucun groupe d'hommes, quels que soient leurs compétences et leur courage personnel, ne peut identifier son propre projet (même suprêmement désintéressé, là n'est pas la question) à la cause de la révolution. L'analyse de l'histoire et de l'actualité d'autres mouvements révolutionnaires nous oblige à choisir une autre voie que celle du modèle léniniste. Et ce choix nous semble étroitement lié à une visée vraiment autogestionnaire :

« Par delà le léninisme qui a abouti, qu'on le veuille ou non, à la confiscation du « mouvement prolétarien direct » au profit d'abord d'un parti, et bientôt d'une bureaucratie, le socialisme autogestionnaire rejoint la visée fondamentale du socialisme, qui est de redonner la parole et l'initiative aux masses — et aux individus qui les composent — en supprimant les intermédiaires entre les travailleurs et le pouvoir économique, entre les citoyens et le pouvoir politique. » (2)

Tenant compte à la fois de la réalité des forces politiques socialistes actuelles, et du projet autogestionnaire que nous visons avec beaucoup d'autres, il semble raisonnable d'envisager une stratégie articulant indissociablement une prise de pouvoir « par en haut » (par l'alliance des partis de gauche) et l'organisation de multiples pouvoirs populaires et ouvriers. Le contrôle de l'appareil de l'Etat par des forces se réclamant du socialisme autogestionnaire doit permettre de faciliter l'organisation et la coordination de ces divers pouvoirs populaires et ouvriers, et de leur donner la reconnaissance légale indispensable à leur prolongation. Réciproquement, l'existence et le renforcement des divers pouvoirs des travailleurs et des citoyens devront aider le Pouvoir central à résister

(2) Id., p. 175.

d'une part à ses propres tentations de technocratie et de centralisation, d'autre part à toute tentative de reconquête du Pouvoir par les forces contre-révolutionnaires.

Il est vital pour la réussite durable d'un socialisme démocratique que cette double prise de pouvoirs, qui sera nécessairement conflictuelle au début, ne le reste pas : l'affrontement perpétuel entre un pouvoir socialiste centralisateur et des pouvoirs autogestionnaires non coordonnés ne saurait se prolonger longtemps sans favoriser le retour au pouvoir des forces réactionnaires. C'est pourquoi la tâche qui incombe dès maintenant à ceux que préoccupe ce problème n'est pas de créer le parti autogestionnaire mais de préparer par un double travail la résolution de ces difficultés prévisibles : travail au sein des forces de gauche « classiques » appelées à exercer le pouvoir d'Etat, afin que le poids des partisans d'un socialisme démocratique y soit le plus grand possible ; travail simultané dans toutes les luttes où se préparent le pouvoir ouvrier et le pouvoir populaire, afin d'éviter que s'y développe la tentation d'indifférence ou même d'hostilité purement négative envers tout pouvoir central, quel qu'il soit. La simple réflexion sur les luttes actuelles montre bien, d'ailleurs, que, ni sur les centrales nucléaires, ni sur les camps militaires, ni sur les exigences d'autonomie régionale, rien de définitif n'est vraiment gagné tant qu'une décision n'a pas été prise (ou ratifiée) par le pouvoir central. Même si l'objectif final reste bien le dépérissement de l'Etat, il est certain qu'un socialisme autogestionnaire ne peut négliger, ni même placer au rang de préoccupation secondaire, la nécessité *stratégique* de contrôler l'appareil d'Etat.

6. *La résistance aux répressions*

Une fois pris *le* et *les* (pouvoir(s), le peuple doit veiller à ne pas se les laisser reprendre par la force (armée ou économique) de ses anciens oppresseurs et de leurs complices internationaux. C'est un problème grave qu'on ne peut remettre à l'imprécision d'un « on verra bien » optimiste. L'actualité est là pour nous le rappeler : Tchécoslovaquie en 1968, Chili en 1973.

En réalité, il est vraisemblable que, dès le début de l'expérience socialiste, il faudra faire face à des tentatives de représailles à la fois intérieures et extérieures : comme en Tchécoslovaquie et au Chili, les grandes puissances impérialistes auraient tout intérêt à étouffer dans l'œuf une expérience dont la réussite contagieuse mettrait en danger leur propre domination. Et elles trouveraient, à l'intérieur, en un moment où la nouvelle organisation de la société n'aurait pas eu le temps de résoudre ses premiers conflits internes et d'améliorer notablement le sort de la grande majorité, des complicités nombreuses et organisées, et notamment dans de larges secteurs de l'Armée et de la Police.

Cependant, c'est d'abord sur le terrain de l'économie que se jouera le sort de l'expérience socialiste : l'Armée et la Police ne peuvent en effet intervenir que si un travail de sape a pu être réalisé au préalable. C'est quand l'affrontement ne peut plus être limité au plan de l'économie qu'il se produit alors au plan militaire.

La maîtrise de l'économie doit donc être un des premiers objectifs. Or les risques de dérapage sont considérables : grève de l'investissement privé, fuite des capitaux à l'étranger à travers le filet assez lâche du contrôle des changes... Les trésoreries des entreprises financières et multinationales, les placements étrangers en France représentent en effet un montant très supérieur au stock actuel de devises de la France. La fuite des capitaux peut donc assécher entièrement les réserves de devises de la Banque de France avant même l'arrivée de la Gauche au pouvoir. Les mesures de répression qu'annonce actuellement à l'avance le Programme Commun ne semblent pas suffisantes : nationalisations, sanctions et pénalités frappant les spéculateurs. Pour enrayer ce processus, il faut également prévoir toute une stratégie de résistance des travailleurs eux-mêmes : les employés de Banque, par exemple, devront bloquer certains transferts, rendre publiques certaines opérations, etc...

Plus généralement, c'est par la participation active de l'ensemble des travailleurs que la maîtrise de l'économie pourra être réalisée. Il faudra éviter, bien sûr, que les prises de contrôle des travailleurs sur leurs entreprises se traduisent par une désorganisation de la production. C'est pourquoi il est important de populariser le thème de l'autogestion et de lutter dès aujourd'hui pour que les travailleurs maîtrisent l'information et acquièrent la formation nécessaire pour faire tourner les usines.

Les firmes multinationales qui ont des intérêts dans notre pays ne manqueront pas de tout faire pour saboter une tentative de socialisme. Les travailleurs doivent donc se fixer dès aujourd'hui l'objectif du contrôle international de ces firmes. Il faut obtenir la création de comités d'entreprises au sein même des holdings, qui sont le lieu du réel pouvoir de décision ; il faut parvenir à créer l'unité d'action entre travailleurs d'une même multinationale, par delà les frontières : cette lutte commune doit faciliter le soutien international de tout pays qui commencerait une expérience socialiste.

Il est en effet indispensable que, face à l'internationalisation du Capital et de l'Impérialisme (qui prend en ce moment le masque de la « coexistence pacifique ») soit enfin réactivé le vieux projet de l'internationalisme des travailleurs. On a vu, par exemple, combien la solidarité effective des dockers de Londres avec la lutte des Farmworkers de Californie a été décisive dans la réussite du boycott du raisin en 1970. Il faut qu'une expérience socialiste démocratique puisse trouver à l'étranger suffisamment de sympathies actives pour briser toute tentative d'étouffement économique.

L'expérience a montré qu'après le sabotage économique, la bourgeoisie n'a souvent plus qu'un dernier recours : faire intervenir l'Armée, appuyée sur un impérialisme extérieur. Il est donc nécessaire de développer le contrôle et la neutralisation des appareils répressifs de l'Etat.

Les militaires et les policiers, dans l'ensemble, ne sont pas issus de la classe dominante : s'ils sont décidés à défendre l'ordre social actuel par tous les moyens, ce n'est pas par intérêt personnel, mais parce qu'ils sont pris dans une structure et une idéologie qui leur donnent un comportement de « corps » fort différent de ce qu'il serait s'ils étaient livrés à eux-mêmes. Si l'on veut neutraliser la puissance répressive de l'Armée et de la Police, ce n'est donc pas aux militaires et policiers qu'il faut s'attaquer, mais aux *institutions* militaires et policières ainsi qu'à l'*idéologie* qui les soude : obéissance inconditionnelle, religion de la Loi et de l'ordre, etc... C'est pourquoi la lutte contre la militarisation et la diffusion de la désobéissance collective comme méthode de lutte préparent dès maintenant, indirectement, cette neutralisation des corps répressifs. Mais il faut, plus directement, s'efforcer d'étendre le *contrôle* populaire par des Syndicats de soldats dans l'Armée, et par le développement d'organisations démocratiques dans la Police. Bien entendu, le rôle de ces divers comités, syndicats, organisations doit être seulement *préventif* : empêcher l'Armée et la Police de saboter la révolution avant de se retourner physiquement contre elle. Il ne s'agit pas d'un rôle *moteur* : le modèle portugais d'une révolution déclenchée et dirigée par des militaires progressistes ou révolutionnaires ne semble guère compatible avec le type de stratégie que nous proposons et avec un projet autogestionnaire...

En même temps que le *contrôle de l'Armée*, il faut viser son *dépérissement* progressif et son remplacement, dans sa fonction de défense externe, par une autodéfense du peuple (voir chapitre 4). Il ne faut pas qu'un souci démagogique de se concilier une partie des militaires amène l'étouffement de ce projet, dont la mise en œuvre est essentielle à la survie d'un régime socialiste démocratique. Aussi, les commencements d'organisation que se donnera le peuple pour se défendre selon les techniques non-violentes pourront servir, dès ce moment, à résister aux tentatives putschistes de l'Armée et aux provocations des groupes d'extrême-droite. La meilleure manière de préparer dès maintenant la résistance aux agressions probables, c'est donc l'utilisation des techniques non-violentes dans les luttes populaires : il faudrait que les organisations ouvrières, syndicales, populaires, s'intéressent à ces techniques et s'efforcent de les mettre en œuvre dans leurs luttes actuelles tout en préparant leur utilisation systématique et généralisée pour la période de crise décisive. Car ce qui caractérise finalement l'autodéfense que nous préconisons, c'est qu'elle peut être utilisée, sans grandes modifications dans son principe ni dans ses techniques, aussi bien dans la défense interne que dans la défense externe.

7. En attendant...

En faisant ces propositions, nous avons rappelé que certaines *conditions* sont nécessaires pour atteindre notre but. Mais nous avons refusé de décrire une sorte de « scénario » détaillé : si nous affirmons qu'une épreuve de force est inévitable et qu'il faut tout préparer pour qu'elle puisse être remportée par une lutte non-violente, nous ne pouvons prévoir ni quand ni comment elle se produira. C'est pourquoi il nous semble important de rompre avec une conception tellement ponctuelle de la « révolution » qu'elle en devient paralysante : avant, rien n'est possible ; après, on pourra s'occuper des relations humaines, de la qualité de la vie, rechercher le bonheur, se payer le « luxe » d'être non-violents ... Avant, toutes les luttes qui ne visent pas directement la mort du capitalisme sont inutiles ou même dangereuses (elles sont « récupérées » ...) ; après, on pourra lutter pour l'écologie, les droits des femmes, la reconnaissance des minorités nationales... Une telle conception est dangereusement fausse : n'est-il pas légitime de chercher à vivre heureux même sous le capitalisme ? Ces luttes ne continueront-elles pas lorsque le socialisme autogestionnaire sera instauré ?

Elle est fausse aussi, dans une perspective de stratégie non-violente, parce qu'elle néglige la nécessité d'accorder étroitement, dès maintenant, dans toute la mesure du possible, nos méthodes de lutte et notre style de vie à notre projet : non-violence, solidarité, lutte contre les aliénations économiques et idéologiques sont *aussi* des attitudes pour aujourd'hui. Les réduire à de purs objectifs lointains ou à des méthodes stratégiques, c'est se rendre non crédibles. Toute la difficulté consiste à affirmer et à vivre cela sans tomber dans l'illusion idéaliste de la « stratégie en boule de neige », selon laquelle il suffirait de nombreux changements individuels se multipliant par la contagion de l'exemple pour changer l'ensemble des structures sociales et politiques. Si l'on se garde de cette illusion, si l'on perçoit bien que les structures politiques et sociales ne sont pas une somme de comportements individuels, si l'on réaffirme que la révolution socialiste autogestionnaire n'est pas une affaire de « bons sentiments » et d'intentions généreuses, alors (mais alors seulement) on peut se permettre de rappeler ces quelques évidences : la lutte politique ne se réduit pas à un ensemble de techniques et d'objectifs ; la *transformation de la société n'est pas un but en soi*, mais un *moyen* pour que les actuelles victimes du système trouvent la possibilité de créer librement les formes de leur bonheur, il n'y a donc aucune lutte politique efficace si elle dispense de vivre aujourd'hui ce que l'on veut proposer à l'ensemble de la société pour demain.

Vers une Défense Populaire Non-violente

1. UNE DEFENSE EN ACCORD AVEC NOS OBJECTIFS POLITIQUES

Plus nous progresserons dans la réalisation d'un tel projet, plus les risques d'affrontement seront fréquents. Avancer vers l'autogestion, c'est concevoir dans le même temps la *défense de l'autogestion*.

Face aux conditions permanentes d'oppression (économiques, politiques, idéologiques) la stratégie autogestionnaire apparaît comme une réponse offensive des masses populaires. Mais le développement de cette stratégie contraint les forces conservatrices à organiser la répression contre les travailleurs et l'ensemble du peuple. Il faut donc prévoir de telles agressions et se préparer à y répondre avec la plus grande efficacité.

Quand une population a pris conscience qu'elle est victime d'une injustice, elle se perçoit en état de « légitime défense » et peut alors inventer ses propres méthodes de résistance. Mais si cette lutte populaire est victorieuse, il faut bien, également, protéger les « acquis » contre tout retour en arrière : il y a là une dialectique constante entre *autogestion* et *autodéfense*, dont il faut préciser concrètement les termes.

En liaison étroite avec la *stratégie offensive* que représente la dynamique autogestionnaire, il faut concevoir une *stratégie d'autodéfense*. Ces deux stratégies doivent être en accord constant : c'est une question d'efficacité et de cohérence. Nous ne remettons donc pas en cause le principe de défense, mais nous le resituons dans le contexte des avancées vers le socialisme autogestionnaire. Posant ainsi le problème de la défense *en termes politiques* (c'est-à-dire de changement de société), nous sommes plus à même de définir les finalités et les moyens de cette défense : il faut en effet répondre aux questions « *pourquoi se défendre ?* » et

« qui se défend ? », avant de pouvoir proposer une réponse à la question « comment se défendre ? ».

POURQUOI SE DEFENDRE ?

Dans la perspective qui est la nôtre (construction du socialisme autogestionnaire), il faut distinguer plusieurs formes d'agressions inter-dépendantes. En effet, si la situation sociale devient telle que le pouvoir politique en place se sent menacé, il développe, pour conserver son autorité et son existence même, non pas *un* type d'agression particulier, mais une *série* d'agressions plus ou moins liées les unes aux autres. Ces mécanismes de conservation du pouvoir apparaissent particulièrement dans les situations politiques où des partis politiques de Gauche contrôlent partiellement l'Etat (cas du Chili), ou lorsqu'une accélération des luttes sociales et populaires met gravement en danger le pouvoir politique dominant (cas de Mai 68 en France).

Dans ces différents contextes, les forces conservatrices organisent d'abord une *agression idéologique* beaucoup plus intensive qu'à l'ordinaire, d'autant plus facilement que les grands moyens d'information (télévision, radio...) restent sous leur contrôle. On tend à discréditer la tentative de changement politique en l'assimilant à la menace de l'« anarchie » ou de la dictature. On développe la thèse du « complot international » : des agitateurs et provocateurs « professionnels » seraient venus de l'extérieur pour organiser le désordre ou soumettre le pays à des puissances étrangères... Finalement, la propagande du pouvoir tend à réveiller les réflexes de peur et d'individualisme, à diviser ainsi la population et à stopper l'élan des luttes.

Cette agression idéologique est associée à une *agression économique*. Elle aura en effet d'autant plus d'impact sur la population que le « chaos » économique deviendra une situation de fait : la bourgeoisie (nationale et internationale) a donc tout intérêt à paralyser le pays en organisant son blocus. La concentration du capital lui a permis de tisser tout un réseau de relations supra-nationales, supra-étatiques, qui facilite et rend très efficaces les pressions économiques et financières sur l'un ou l'autre des pays qui voudraient s'engager sur la voie du socialisme : la fuite des capitaux, le développement de l'inflation, le blocus des matières premières ou de certains produits vitaux, la corruption des responsables, l'incitation à la fuite des cadres, le boycott touristique, etc... deviennent des pratiques courantes que l'on a vues à l'œuvre très récemment encore, au Chili et au Portugal.

Dans cette tentative de démantèlement de l'économie, les mouvements de droite et d'extrême-droite peuvent, par les agissements de leurs « commandos », jouer un rôle complémentaire. Dans une situation politique par définition instable, ils tentent de créer un climat de peur et d'insécurité au moyen d'attentats et de provocations contre les centres

vitaux de l'économie ou certaines personnalités politiques. Ils parviennent ainsi à augmenter l'émotion populaire, à susciter la colère et la peur : les mouvements fascistes et l'ensemble de la Droite peuvent alors exiger un retour à la « normale » par une reprise en main énergique et autoritaire.

Quand ce travail de sape, idéologique et économique, paraît suffisant, la situation générale permet de « justifier » l'intervention des forces répressives, et notamment de l'armée. Elle peut alors se présenter comme l'institution qui restaure le bon droit républicain, rétablit l'ordre dans les cités et la paix dans le pays. Ces formules officielles signifient très précisément qu'un processus de répression brutale et systématique est directement enclenché. Selon les circonstances, il va des interpellations simples aux exécutions sommaires, en passant par les arrestations prolongées et les procès expéditifs. Un ordre nouveau s'installe, qui n'est rien d'autre que la résurgence de l'ordre ancien.

Mais si, pour diverses raisons, le putsch militaire ne peut être envisagé ou échoue, il existe encore un dernier recours : par le jeu des alliances internationales, les forces conservatrices peuvent demander l'intervention d'une puissance impérialiste pour régulariser une situation qu'elles ne contrôlent plus. Prétextant par exemple la sauvegarde de ses ressortissants ou de ses frontières, ou encore de ses « intérêts », cette puissance étrangère intervient militairement et instaure un processus de « normalisation », mettant en place une nouvelle équipe dirigeante qui lui est entièrement soumise.

Face à cet ensemble complexe d'agressions, il faut définir, pour chacune d'elles, des réponses et des tactiques spécifiques de défense. Cette succession d'agressions possibles définit en fait une « hiérarchie des menaces » pour le mouvement socialiste. Ceci ne signifie pas qu'une chronologie des menaces puisse être fixée : elle varie, en effet, avec l'état des forces internationales et avec la situation politique et géographique du pays concerné. Ainsi, pour un pays du bloc capitaliste, l'Histoire semble montrer qu'il doit s'attendre d'abord à un blocus économique, ensuite seulement à une intervention militaire qui reste toujours possible (Chili). Alors qu'inversement un pays du bloc soviétique peut s'attendre d'emblée à une intervention militaire (Tchécoslovaquie). Enfin la situation intérieure du pays fait que l'une ou l'autre de ces formes d'agression s'exercera avec plus ou moins d'intensité.

En prévision de cet ensemble d'agressions possibles, la stratégie d'autogestion et d'autodéfense doit mettre au premier rang de ses préoccupations le problème de la résistance aux agressions idéologiques et économiques : c'est en effet une question de stratégie à court terme. Mais comme elle a été abordée (trop sommairement, il est vrai) dans le chapitre précédent, puisqu'elle est intimement liée à la stratégie de passage au socialisme, les propositions que nous allons faire ici se situe-

ront plutôt dans l'hypothèse de l'agression armée, quelle que soit sa forme : putsch militaire intérieur ou agression impérialiste externe.

Faut-il pour autant écarter une autre hypothèse, celle d'une agression externe contre un pays encore capitaliste, et dont les objectifs seraient très différents de ceux que nous venons d'évoquer ? Certains faits majeurs de ces trente dernières années (militarisation croissante des sociétés de l'Est comme de l'Ouest, introduction de la composante nucléaire dans plusieurs systèmes de Défense, sophistication des armements même non nucléaires, etc.) changent radicalement les bases d'un conflit conventionnel, qui ne pourrait aujourd'hui ressembler que de très loin à celui de 1940. Ces faits sont des éléments qui restreignent et limitent l'éventualité d'un conflit « classique », mais qui ne permettent pas de l'exclure définitivement : la mouvance des situations politiques et l'instabilité des relations internationales font que ce qui est peu probable aujourd'hui peut l'être demain. De plus, l'existence de foyers locaux de tension mondiale et la volonté délibérément expansionniste des impérialismes (causes qui ont déjà provoqué les deux dernières guerres mondiales) sont plus que jamais d'actualité. Nous n'avons donc aucune raison sérieuse et décisive pour exclure une telle hypothèse, pas plus que pour prédire que cet éventuel affrontement se déroulerait plutôt dans le Tiers-Monde qu'en Europe occidentale.

Dans cette hypothèse il y a quelque chose qui doit être toujours fermement défendu, ce sont les acquis des luttes populaires, c'est-à-dire un projet de société en gestation. En effet certains droits que nous considérons aujourd'hui comme acquis pourraient être menacés, parce que jugés incompatibles avec l'ordre social qui voudrait instaurer l'agresseur : droits syndicaux et politiques, libertés individuelles et collectives notamment.

Cependant il doit être bien clair que, dans cette hypothèse, les objectifs de défense sont vus sous un jour différent : il s'agit en effet beaucoup moins de défendre un système économique (dont nous combattons aujourd'hui les moyens et les finalités) que de protéger et défendre avant tout un lieu de vie collective défini par des traditions culturelles. C'est en ce sens, et en ce sens seulement, que nous pouvons parler de « défense du territoire », expression utilisée par la classe dominante dans une optique purement nationaliste. Cette notion de défense du territoire (plus précisément d'autodéfense du territoire) est devenue un concept-clé pour étudier les collectivités animales et les groupes humains confrontés à une agression extérieure menaçant leur propre existence et la survie même de l'espèce. Il est essentiel que cette notion s'intègre en tant que telle dans un projet de défense. Cela ne signifie pas qu'elle rompt le lien entre projet de défense et projet politique, car cette autodéfense du territoire doit se transformer en un combat politique pour un changement de société. Il y a là à s'inspirer de certaines tendances de la Résistance française sous l'occupation nazie, qui militaient

autant pour chasser l'occupant du territoire que pour installer, à la Libération, un pouvoir socialiste.

S'il est d'abord une organisation collective, un projet de défense ne peut négliger pour autant les fondements psychologiques du besoin de défense. Car il n'y a pas de problème politique où l'affectivité intervienne aussi profondément que dans ce problème de la défense : il est en effet étroitement déterminé par la manière dont chacun envisage sa propre défense individuelle. Tout débat sur la défense contient en arrière fond un discours sur la mort. On tend ainsi à rationaliser par des arguments techniques, politiques, économiques, ce qui dépend profondément de bases irrationnelles. Tout projet de défense collective devient alors un système de protection personnelle contre la mort. C'est pourquoi, une peur irraisonnée de la menace demeure en tout homme même quand elle n'a aucune base objective. Le psychisme humain et l'expérience historique de l'humanité se conjuguent pour pousser tout homme à rechercher un climat de sécurité qui le « rassure ». A l'intérieur d'une collectivité les relations humaines et les communications entre individus ne sont pas possibles si chacun n'a pas le sentiment que son existence et son intégrité personnelles sont en sécurité. Ce sentiment conditionne donc d'une certaine manière l'organisation du travail humain et, par là, l'activité quotidienne d'une population.

Pour résumer, disons qu'un projet de défense, dans la perspective d'un socialisme autogestionnaire, doit s'élaborer à partir d'une *analyse politique des agressions*, tout en s'appuyant sur les notions d'*autodéfense du territoire* et de *sécurité personnelle des individus*.

Cette approche permet de mieux appréhender les limites de notre système actuel de défense et d'en montrer les contradictions. En effet, si ce système se réfère explicitement et officiellement à la « défense du territoire » et à la « sécurité des Français », ses objectifs politiques sont toujours présentés de manière floue et ne sont jamais définis. Rendre au concept d'agression toute sa signification politique, c'est faire apparaître dans le même temps l'incohérence de la notion de « menace » sur laquelle repose toute la stratégie de la défense nationale. S'il en est ainsi, c'est sans doute parce que l'idée même de « nation » n'est pas plus claire que celle de menace. Que s'agit-il de défendre : un patrimoine culturel ? l'Etat ? un système économique ?

Il faut bien reconnaître que l'idée de nation, même quand elle correspond à des réalités culturelles et historiques, reste un outil idéologique manié par la classe dominante pour faire croire à une communauté d'intérêts de tous par delà les barrières de classe : il serait donc normal, pour elle, de faire taire les divisions intérieures, et même de se « sacrifier », etc... Dans une orientation socialiste, il faudra, bien sûr, pour organiser concrètement la défense, tenir compte du *fait national* comme héritage historique et culturel ; mais il faut dénoncer l'utilisation

qui est faite de la notion de « défense nationale », par laquelle on en arrive à justifier l'idée qu'il y a un « ennemi intérieur » et à organiser contre lui toute la stratégie de la D.O.T. (Défense Opérationnelle du Territoire) : dans le but avoué (par M. Fanton, en 1970) « d'éviter tout retour des événements qui ébranlèrent la France en 1968 », la D.O.T. exerce une surveillance technique et un contrôle idéologique des « suspects » (recherche des renseignements, centralisation des informations sur ordinateurs), et organise toute une infrastructure pour doubler le réseau civil au cas où celui-ci serait paralysé par des troubles intérieurs : télécommunications, services postaux, transports, approvisionnements en énergie...

Tous les efforts actuels de rénovation de l'armée française montrent l'hypocrisie des idées officielles en matière de défense. Telle qu'elle nous est présentée, la « défense nationale » est un mythe : la défense de la « nation » revient en fait à la défense du système capitaliste. Si ce mythe est encore tellement crédible, c'est parce que l'idéologie dominante a toujours associé au seul cadre de la « nation » ce besoin de défense qui répond, lui, à des réalités historiques et psychologiques beaucoup plus profondes.

QUI SE DEFEND ?

En attribuant aux menaces un contenu idéologique et économique avant de leur reconnaître un caractère militaire, nous sommes conduits à concevoir la défense comme un système multidimensionnel et non comme une protection strictement militaire. Reconnaisant que les enjeux des éventuels conflits sont désormais globaux et ne se limitent plus à la défense des « frontières », nous arrivons logiquement à la conclusion que la défense est une fonction du corps social dans son ensemble : au lieu de militariser toute la société (voir chapitre premier), il faut *civiliser toute la défense*, c'est-à-dire donner à l'ensemble de la population la maîtrise sur les finalités, les structures et les techniques de défense.

Aussi préférons-nous parler de défense sociale plutôt que de défense nationale, et même de *défense populaire* en référence à la stratégie autogestionnaire. Or, si les masses populaires sont seules à pouvoir mettre en œuvre la stratégie autogestionnaire, elles sont également l'élément central de la stratégie d'autodéfense. La défense ne peut donc être conçue et organisée qu'en lien étroit avec l'organisation même de la société à défendre : les structures d'autogestion à la « base » (voir chapitre 2) deviennent ici des « groupes d'autodéfense ». Et de même que le contrôle ouvrier et le contrôle populaire sont les objectifs de la stratégie autogestionnaire, de même la défense ouvrière et la défense populaire dont les bases d'organisation de la stratégie de défense.

Développer cette conception, c'est évidemment remettre en cause toute la structure des armées modernes. La délégation à un appareil

dont la fonction est de défendre développe une véritable société militaire avec sa hiérarchie, sa discipline, son arbitraire. Cette société militaire devient un corps étranger dans la société civile et l'expérience historique démontre que la première a une fâcheuse tendance à contrôler la seconde. C'est le fusil qui contrôle le politique, et non le politique qui maîtrise le fusil.

La fonction de défense est devenue une affaire de techniciens anonymes, exerçant un pouvoir exorbitant dans tous les secteurs de l'armement sans aucun contrôle des citoyens. De plus, cette situation de domination est renforcée par l'idéologie militaire diffusée au sein de l'opinion publique qui présente les stratèges militaires comme « les spécialistes de la défense », ce qui contribue à développer la passivité ou l'indifférence de la population au problème de la défense.

SE DEFENDRE COMMENT ?

Compte tenu de ce qui vient d'être dit, il faut reconnaître que l'organisation d'une défense populaire armée pourrait remplir certaines exigences. En particulier, la nécessité des assises populaires de la défense pourrait être assurée par le déploiement des techniques militaires de masse et d'armes au maniement peu complexe. Mais il semble bien qu'un tel type de défense ne corresponde plus aux critères d'efficacité face à la puissance de destruction d'une armée moderne. A cet égard, deux types d'exemples historiques doivent être examinés : les rares tentatives d'« armées autogérées » et les armées de guérilla populaire.

L'une des meilleures tentatives historiques « d'armées autogérées » est sans doute celle, en 1936, de la résistance anarchiste en Catalogne. Or, si au cours du conflit espagnol elle apparut efficace dans la guerre de mouvement et même dans la guérilla urbaine, elle s'est avérée totalement inadaptée pour répondre aux méthodes de l'armée franquiste (fortifications, assauts de blindés, attaques aériennes...).

Un des enseignements que nous pouvons retenir des dernières batailles est que la victoire, dans un conflit classique, suppose une puissance technique (artillerie, chars, avions, ...) au moins équivalente, voire même supérieure aux propres capacités de l'adversaire. Par ailleurs, le déploiement de ces forces d'intervention exige une spécialisation des tâches et un commandement hiérarchisé basé sur le principe d'une obéissance aveugle aux ordres des gradés.

Or ces deux conditions (perfectionnement technologique, fonctionnement pyramidal) nécessaires à une armée moderne pour prétendre à la victoire sont tout à fait incompatibles avec une pratique aussi autogérée que possible de la défense. Et donc, du seul point de vue de l'efficacité, « l'armée autogérée », si séduisante soit-elle politiquement, ne nous apparaît pas crédible techniquement.

Que dire alors des cas de guérilla populaire qui, sans souci d'auto-

gestion, c'est-à-dire en gardant le modèle d'une forte discipline, ont montré leur efficacité dans des luttes récentes de libération (Algérie, Vietnam...) ? Tout d'abord la dynamique de ces conflits démontre très certainement que la volonté politique d'un peuple résolument déterminé et uni pour chasser l'occupant impérialiste est un facteur fondamental de la victoire. Mais un autre élément tout aussi essentiel, souvent négligé par ceux-là même qui se réclament de ces types de défense, provient du contexte géographique et humain dans lequel se déroule l'affrontement. En effet, le succès de ces résistances populaires a été obtenu dans des pays où trois conditions importantes se trouvaient réunies :

- l'existence de vastes abris naturels difficilement pénétrables (djébels algériens, jungle indochinoise...)
- une population essentiellement rurale présente dans tous les recoins du pays.
- l'appui de pays alliés situés aux frontières du champ de bataille : la Chine pour le Vietnam, la Tunisie et le Maroc pour l'Algérie, par exemple.

Cette situation rend effectivement difficile tout anéantissement global de la résistance par une armée conventionnelle peu adaptée à ce contexte. Cette structure du champ de bataille, où les combattants sont dispersés et très mobiles, explique l'étendue et l'importance des dommages causés à l'équilibre naturel des régions concernées, les ravages destructeurs au sein des populations et la longueur de ces conflits.

Tout en reconnaissant que ces luttes ont permis à des peuples d'atteindre des objectifs qu'ils s'étaient fixés, nous devons mesurer leur efficacité en fonction du *prix* que le pays et la population ont dû payer au long de ces conflits. On ne peut se contenter de constater en termes politiques la victoire obtenue (Indépendance nationale, Révolution sociale) : il faut aussi évaluer toutes les destructions subies par le peuple lui-même du fait de la guerre. Lorsqu'une victoire laisse derrière elle (comme au Vietnam) des millions de morts, nous sommes bien obligés de nous interroger sur l'efficacité des moyens utilisés : si l'on fait le bilan des coûts humains, économiques, écologiques de la guerre du Vietnam, il est difficile d'y voir un modèle des luttes de libération des peuples opprimés. Ce bilan invite plutôt à rechercher d'autres méthodes de luttes qui n'impliquent pas de semblables destructions.

Par ailleurs, il faut remarquer que les tentatives de « guerrilla » dans différents pays d'Amérique latine se sont toutes soldées par des échecs. En dépit de la victoire obtenue antérieurement à Cuba, dont la libération fut d'ailleurs achevée par une vaste grève générale à La Havane, aucune guérilla ne put être organisée en Amérique latine sur des bases populaires. Aussi Che Guevara s'exprimait-il de manière plus romantique que politique lorsqu'il s'écriait : « Comme nous pourrions regarder l'avenir proche et lumineux si deux, trois, plusieurs Vietnam

fleurissaient sur la surface du Globe, avec leur part de mort et d'immenses tragédies, avec leur héroïsme quotidien, avec leurs coups répétés assénés à l'impérialisme, avec pour celui-ci l'obligation de disperser des forces sous les assauts de la haine croissante des peuples du monde ! » (1). En outre, la présence de foyers de guérilla, souvent très isolés du peuple qu'ils veulent libérer, a permis aux divers gouvernements militaires de justifier l'organisation d'une répression de plus en plus impitoyable. Cependant, cette critique de la guérilla ne doit pas nous amener à remettre en cause la solidarité politique qui nous unit à ceux qui ont choisi cette forme de lutte pour combattre leurs oppresseurs. Nous ne tomberons pas dans l'erreur de confondre une armée de professionnels d'un pays impérialiste (par exemple les « marines » américains) et une armée de libération « populaire ». Leurs objectifs politiques les différencient radicalement. L'adversaire que combat « l'armée du peuple » est, en fin de compte celui-là même que nous combattons en Occident en voulant promouvoir une société socialiste.

En outre, si la guérilla a permis certaines victoires contre le colonialisme, elle devient tout à fait inconcevable lorsqu'on la transpose dans un pays économiquement avancé dont les structures mêmes favorisent considérablement l'action répressive d'un adversaire disposant de toute la panoplie des armements modernes. La conception des milices populaires armées apparaît sous cet angle totalement inadaptée au contexte d'un pays européen largement urbanisé. Régis Debray a porté un jugement très lucide sur cette question lorsqu'il écrit dans *La critique des armes* : « La transmission instantanée des ordres et la centralisation des renseignements par radio, qui permettent à un commandement militaire unifié de coordonner les mouvements de troupes, la dissémination des bases opérationnelles sur un vaste territoire (aéroports militaires, bases aéronavales, bâtiments de la flotte, dépôts de combustible et arsenaux) ainsi que la protection des sites et des engins contre toute attaque ou coup de main terrestre, le contrôle absolu des airs moyennant l'utilisation de l'aviation de chasse et même des bombardements (avec roquettes à têtes chercheuses éventuellement) contre des objectifs civils, même situés en plein cœur d'une ville, et des hélicoptères blindés contre les francs-tireurs sur les toits, la faculté de contrôler toutes les voies de communication et les moyens de transmission normaux (téléphone, courrier, circulation automobile, etc...), le déploiement de blindés contre des cibles fixes sans protection, un support logistique pratiquement sans limites, enfin, face à des forces civiles dispersées, aux liaisons précaires, sans défense anti-aérienne, sans forces motorisées, ni poste de commandement souterrain, sans moyens électroniques et avec des munitions limitées, font, d'une confrontation armée de ce genre, pour une armée professionnelle, un jeu d'enfant sadique. »

(1) Che Guevara, *Le socialisme et l'homme*, petite collection Maspéro, Paris 1968, p. 132.

Certains évoqueront sans doute les combats de la résistance française pendant l'occupation nazie. Mais, précisément, une analyse attentive de ces combats nous oblige à reconnaître que leur portée fut très limitée et leur efficacité très relative. « Les maquisards, écrit Jean-Marie Domenach, eurent tendance à surestimer leurs faits d'armes. Il faut avoir l'honnêteté de le reconnaître : en comparaison de la Yougoslavie ou même de la Grèce, le maquis français est resté un phénomène limité. Notre pays connaissait déjà un niveau de vie et d'équipement (les routes, par exemple) qui rendait la guérilla plus difficile que dans des contrées arriérées ; (...) l'histoire des maquis est moins militaire que civile : leur efficacité dépendait étroitement des dispositions de la population environnante, et c'est d'elle qu'il faudrait parler d'abord. » (2).

Ainsi, en France, dans le contexte d'une société industrielle avancée, nous ne saurions faire reposer la défense du peuple sur l'organisation de la guérilla, celle-ci n'offrant pas des possibilités suffisamment crédibles contre un éventuel agresseur. C'est d'ailleurs à partir de cette appréciation que bien des socialistes arrivent à justifier la *dissuasion nucléaire* comme seule défense efficace pour un pays européen. Ils renoncent ainsi délibérément à ce qui est pourtant un principe fondamental de la démocratie socialiste : c'est le peuple lui-même qui décide de son propre destin et contrôle constamment les institutions qu'il s'est lui-même données pour organiser sa vie en société. Par sa nature même, une défense reposant sur la dissuasion nucléaire ne peut pas être une défense populaire, et cela en dépit des déclarations de principe qui voudraient infirmer cette évidence inscrite dans les faits. Organiser une défense nucléaire, c'est encore « démissionner » le peuple de ses propres responsabilités pour les confier à une classe dirigeante à laquelle il faut faire confiance. Un système de défense nucléaire est par définition un système totalitaire où la décision de quelques-uns, voire d'un seul, est imposée à tous sans qu'ils aient aucun droit à la parole. Les exigences de la bombe sont parfaitement contradictoires avec celles de la démocratie, que ce soit au niveau culturel, politique ou économique. Il faut choisir de satisfaire les uns ou de satisfaire les autres.

Nous ne pouvons donc accepter les fondements de cette problématique car c'est l'efficacité même d'un système de défense nucléaire qui nous semble des plus douteuse. Une défense nucléaire, pour être réellement dissuasive, ne dépend pas uniquement de la puissance de feu, mais de toute l'infrastructure technologique qui la dirige et la protège : systèmes de contrôle aérien, d'interception, de téléguidage... Or, dans ces domaines, nous sommes très faibles ou sous la dépendance directe des USA. Si la France s'est retirée de l'OTAN, elle en dépend toujours étroitement pour tout ce qui concerne le contrôle aérien du territoire européen.

(2) Le Monde, 29 août 1974.

Comme si certains stratèges étaient conscients de l'aspect faiblement dissuasif de notre dispositif nucléaire, ils pensent le renforcer en lui donnant principalement des « cibles démographiques », c'est-à-dire des villes entières. Il y aurait beaucoup à dire sur la signification politique d'un tel choix : notre société, pour se protéger, en arrive à programmer froidement une « stratégie anti-cités », qui signifie très exactement que la population du pays « ennemi » est *prise en otage* par notre gouvernement. Toute notre défense nucléaire, clé de voûte de notre politique militaire, repose donc sur un véritable terrorisme d'Etat. Plus encore que la prise d'otages, c'est le *génocide* qui est programmé par un tel système de défense, puisqu'il va de soi que la dissuasion ne serait pas crédible s'il n'y avait pas la volonté d'envoyer réellement les bombes sur les objectifs.

En fait, ce système de défense ne nous donne pas les moyens de résister aux grandes puissances nucléaires, A-t-il au moins une efficacité par rapport aux Etats qui ne possèdent pas l'arme atomique ? Il faudrait alors supposer que les grandes puissances laissent la France menacer, sans intervenir elles-mêmes, une puissance non nucléaire... Dans toutes les hypothèses possibles, les capacités d'initiative de la France seule sont réduites. C'est pourquoi certains prônent une défense nucléaire européenne qui serait un facteur positif de résistance aux hégémonies impérialistes. Mais à ce niveau, on peut douter des réelles possibilités d'accords politiques et techniques entre Etats européens face à la pression des Etats-Unis. Il semble bien que tant que l'on restera sur le terrain nucléaire, il ne se dégagera pas de voie pour une véritable autonomie de la France en matière de défense.

On prétend pourtant que malgré ces limites, la force nucléaire stratégique française est la seule garante de notre « indépendance nationale ». Quel sens peut prendre cette expression dans le contexte militaire que nous venons de décrire ?

Si cela signifie que notre puissance atomique nous rend maîtres de nos choix économiques et politiques, alors il s'agit d'une mystification grossière. La politique militaire, telle qu'elle est actuellement, conçoit les conflits comme on les concevait voici une vingtaine d'années. On supposait alors qu'on se battait pour des intérêts nationaux qui n'étaient d'ailleurs que des impérialismes nationaux. Or aujourd'hui ceux-ci éclatent du fait du développement du capitalisme international. Les firmes multinationales qui contrôlent des ressources importantes dans différents pays, recoupent les structures nationales et font éclater le concept même de Nation. Il y a juxtaposition d'intérêts contradictoires sur un même territoire, et ce n'est pas une défense nucléaire qui peut enrayer ces pressions économiques.

Si par « indépendance » on veut dire que la force atomique permet à l'Etat français de peser quelque peu sur certaines décisions internationales, alors il ne s'agit que d'une illusion. Au moment où le Général

de Gaulle poussa la France dans la voie de l'armement nucléaire, le « Club des Grands » s'identifiait au Club des puissances nucléaires. Mais aujourd'hui la dissémination même de l'arme nucléaire fait éclater cette conception du « Club des Grands ». D'ailleurs on peut noter que De Gaulle parvint à poser certains actes d'Indépendance envers les grandes puissances (Discours de Phnom-Penh, sortie de l'OTAN, reconnaissance de la Chine populaire, etc...) à une époque où la force de frappe française était loin d'être opérationnelle.

Finalement, tous les objectifs que l'on voudrait donner à la force nucléaire stratégique — celui de l'efficacité technique ou de l'indépendance nationale — apparaissent insoutenables.

On voudrait nous faire croire cependant que malgré tout, il n'existe pas d'autres moyens de sauvegarder la paix entre les Etats, et qu'elle ne peut être qu'une « paix nucléaire » : ce serait toute la stratégie mondiale de la dissuasion atomique. Dans cette perspective, les bombes ne doivent jamais servir. On suppose ainsi qu'en matière de conflits les décisions des hommes et des peuples obéissent toujours à des motifs rationnels et que personne ne fera jouer la force nucléaire s'il n'a pas *intérêt* à le faire. Cette vision optimiste sous-estime gravement le poids des motifs irrationnels, passionnels, dans le déclenchement des conflits : fanatismes, paniques collectives, peurs irraisonnées, folies de certains dirigeants ou groupes de dirigeants, etc... La stratégie de dissuasion, dont le principe même repose sur la peur, sur l'équilibre de la « terreur », ne peut que renforcer le poids des facteurs irrationnels dans le déclenchement des conflits. Il faut donc dénoncer comme des illusions dangereuses tous les « jeux stratégiques » et autres simulations de conflits sur ordinateurs, qui ne peuvent prendre en compte dans leurs calculs que les intérêts mesurables des parties en présence.

Bien plus, cette théorie de la dissuasion n'a pas éliminé les conflits entre Etats. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la dissuasion nucléaire semble avoir contenu les affrontements directs entre grandes puissances, mais sa contre-partie a été la multiplication des conflits périphériques, le plus souvent dans le Tiers-Monde : l'UNESCO en enregistre plus de 100 depuis 1945. Et beaucoup d'entre eux sont l'occasion pour les grandes puissances de se combattre indirectement, par pays interposés, en testant la valeur de leurs armes respectives.

Les conséquences de la théorie de la dissuasion sont donc finalement à l'opposé des objectifs qu'on prétend leur fixer. La plus directe est la *prolifération* des armes de plus en plus sophistiquées et une course infernale aux armements qui suit le développement des techniques militaires. En effet, sous le couvert d'arguments idéologiques ou politiques (le péril rouge, la menace américaine ou soviétique...) cette course aux armements absorbe des sommes colossales dans le budget des Etats. L'équilibre de la terreur est devenu l'*engrenage* de la terreur, les progrès scientifiques de l'un justifiant les efforts de l'autre pour atteindre et

dépasser ses capacités de destruction. Ce développement des techniques militaires, qui échappe de plus en plus au contrôle politique des Etats, semble obéir à une logique interne dont on ne peut plus maîtriser l'évolution.

De ce point de vue, il semble exister une *continuité* entre armement classique et armement atomique : la bombe thermonucléaire de 1953 est l'aboutissement logique de la bombe à poudre de 1560. Cette dynamique propre à la course aux armements est autant le fait des régimes capitalistes que communistes. Il y a là un ensemble de faits qui dépasse les clivages économiques et politiques et qui relève strictement de la *conception d'une défense armée*. Aussi, adopter le principe d'une telle défense, qu'on la souhaite au départ « populaire » ou non, semble revenir inévitablement, par la suite, à évoluer vers un dispositif nucléaire qui la complète, et qui tend à le dépasser. On ne fait que renforcer le phénomène de surarmement mondial, lequel laisse poindre et craindre un dénouement tragique au développement de l'humanité. Nous le comprenons comme une aberration du développement humain : l'espèce humaine ressemble par là à une espèce animale qui a développé au cours de son évolution une fonction biologique qui menace de la détruire.

Tout concourt finalement à démontrer que cette théorie de la dissuasion est déjà un anachronisme technique : en dernière analyse, nous sommes dissuadés de dissuader. Mais elle est surtout un anachronisme politique. Car comment accepter que toute la vie d'un peuple soit placée sous la responsabilité totale de quelques-uns, et que ce soit même *un seul homme* qui ait droit de vie ou de mort sur le destin d'une population ? Il y a là une aberration politique, insoutenable dans la perspective de la défense du socialisme.

Le plus sûr effet du dispositif nucléaire est de démobiliser les Français de leur propre défense, comme naguère la ligne Maginot. Ont-ils d'ailleurs été consultés sur cette question ? La défense nucléaire les laisse totalement démunis, comme d'ailleurs en 1940 face à une agression classique.

En fait, la problématique de la défense nucléaire est exactement l'inverse de la problématique d'une défense socialiste : Elle donne la priorité à l'efficacité technique (qui, de toutes façons, apparaît douteuse) et évacue les problèmes politiques.

Nous pensons au contraire qu'il est essentiel de poser d'abord les problèmes politiques de la défense avant de tenter de résoudre ses questions techniques. Ceci ne signifie pas que l'efficacité est un problème secondaire, mais cela souligne que *nos objectifs politiques doivent nous aider à résoudre des problèmes techniques, et non l'inverse*.

Nous sommes donc conduits à formuler pour notre projet de défense une double exigence :

- les solutions « techniques » de ce projet de défense doivent être satisfaisantes *politiquement*.
- elles doivent être en même temps des solutions crédibles sur le plan de l'*efficacité*.

2. LA DEFENSE POPULAIRE NON-VIOLENTE

Voilà pourquoi nous proposons d'orienter la recherche et la mise en œuvre d'une autodéfense populaire dans une voie nouvelle : celle que différentes luttes non-violentes historiques ou actuelles permettent d'indiquer. Ce que nous appelons Défense Populaire Non-Violente (DPNV) nous semble être la seule défense qui pourrait remplir simultanément la double exigence (politique et technique) que nous venons de formuler.

La DPNV : objections préalables.

La première attitude devant la DPNV est le mépris, le refus d'en discuter : ce type de défense ne serait pas « sérieux », pas efficace. Le choisir reviendrait à se placer sous la botte de n'importe quel adversaire éventuel qui, étant armé, serait « puissant » contre nous. Un tel raisonnement ignore totalement ce que pourrait être une DPNV préparée à l'avance et organisée par tout un peuple. Il est en tout cas symptomatique de toute l'idéologie militaire qui imprègne nos habitudes de pensée depuis des siècles. Car un des aspects redoutables de cette idéologie c'est la manière dont elle est parvenue, en interprétant l'Histoire, à faire croire que les armes sont l'unique moyen dont dispose un peuple pour se libérer d'un oppresseur, se restituer à lui-même, se défendre. Alors qu'en fait on peut montrer que bien des luttes populaires, moins connues parce que l'Histoire officielle les ignore, s'inspirent d'un type de stratégie non-violente. L'usage des armes reste le symbole de la puissance ; la libération reste confondue avec le mythe du héros violent ou de l'armée salvatrice : ces facteurs psychologiques, souvent inconscients, contribuent à refouler la non-violence dans les coulisses de l'Histoire.

N'ayant retenu de l'Histoire que la violence, il est facile de la déclarer « inhérente à l'Histoire » et d'évacuer la non-violence. On pourra alors présenter la violence comme une solution de dernier recours, regrettable, mais dont il faut bien accepter les conséquences inévitables. Après avoir épuisé les possibilités du dialogue et de la persuasion, il faudra se résigner à « faire usage de la force »... et on identifie ainsi la force à la violence.

Or c'est précisément cette identification de la force à la violence que nous récusons radicalement : par ses origines historiques et même

préhistoriques, la violence humaine peut être interprétée comme une expression *archaïque* de la force ; mais en aucun cas, aujourd'hui, la force ne peut se confondre avec la violence. D'autres formes d'expression de la force se sont développées, et ce sont précisément celles de la non-violence. Si ce mot peut paraître négatif, c'est qu'il veut d'abord souligner cette volonté de rupture avec l'héritage historique, culturel, psychologique de la violence : car elle n'est pas l'unique voie pour résoudre les conflits.

Une célèbre formule de Clausewitz a été souvent interprétée dans le sens d'une justification de la nécessité de la violence : « La guerre est la continuation de la politique d'Etat par d'autres moyens ». On s'est généralement trompé sur le sens de cette affirmation : elle ne signifie pas que la politique est déjà la guerre, mais que la guerre est encore, et avant tout, un acte politique. Pour juger la guerre il faut donc donner la priorité aux problèmes politiques sur les problèmes militaires. Or les problèmes politiques auxquels nous devons faire face aujourd'hui ne peuvent plus recevoir de solutions militaires : les technologies militaires ont subi une telle mutation que la guerre ne peut plus être un moyen politique. Elle ne peut donc plus être « la continuation de la politique par d'autres moyens » ; mais nous pouvons cependant donner un prolongement à la formule de Clausewitz en montrant que les conflits politiques peuvent être résolus avec des moyens qu'offre la non-violence.

Ceci irait d'ailleurs dans le sens d'une nouvelle vision de l'Histoire. Car si la violence est plus que jamais présente dans l'actualité, plusieurs luttes contemporaines de défense ou de libération font implicitement ou explicitement référence à la non-violence. Ce qui est nouveau dans le cours de ce XX^e siècle, ce n'est donc pas l'idée de non-violence, mais l'attention qu'elle suscite et le crédit politique qu'on tend à lui accorder peu à peu. Cela ouvre la voie à une étude sérieuse d'une Défense Populaire Non-Violente.

Une seconde attitude face à la DPNV, c'est une adhésion hâtive à son principe en tant que modèle idéal de défense pour une société parfaite : en d'autres termes, la DPNV ne serait à promouvoir et à mettre en place qu'une fois le socialisme autogestionnaire instauré.

Il nous faut rejeter cette position car elle enferme la DPNV dans un vœu pieux et prive le mouvement populaire de son moyen de défense au moment même où il en aura le plus besoin : en effet, la lutte des classes, en se radicalisant, va amener des ruptures de plus en plus nettes avec la société capitaliste. Ces points de rupture (en particulier sur le terrain du pouvoir économique) amèneront les travailleurs à affronter directement la réaction de la classe dominante : coup d'Etat des forces répressives, agressions étrangères... Le bloc des travailleurs devra être capable de se défendre avec les moyens qu'il aura choisis et pourra maîtriser, non avec ceux que l'idéologie militaire lui aura enseignés. Il sera vital, dès ce moment, de n'être pas acculés à la défense armée :

ce serait inévitablement abandonner le contrôle de la révolution à un état-major, à une « avant-garde ».

Face à une classe dominante qui avance d'hypothétiques « menaces » pour justifier l'institution militaire et les investissements financiers qu'elle fait pour elle, nous ne pouvons rejeter le principe d'une DPNV à un avenir indéterminé : il serait dommageable pour la crédibilité même de cette défense de ne proposer son organisation que pour les lendemains de la Révolution. Nous devons au contraire montrer que cette forme de défense est efficace et dissuasive, même dans l'hypothèse d'une invasion étrangère, puisque c'est cette hypothèse que prend le pouvoir capitaliste. La D.P.N.V. doit apparaître comme une alternative à la défense armée, et il faut pour son efficacité que son organisation soit préparée dès aujourd'hui.

Cependant la DPNV n'est pas seulement une autre *technique* de défense. Elle suppose un changement radical dans les modes d'organisation du peuple. D'autre part, le lien étroit entre militarisation et capitalisme fait que la DPNV ne peut être adoptée dans son ensemble par un pouvoir capitaliste : cela impliquerait une remise en cause complète de la militarisation de l'économie, c'est-à-dire du capitalisme lui-même. De sorte que la DPNV, dans son principe même, est fondamentalement incompatible avec la société capitaliste. En conséquence, si la DPNV est bien une alternative à la défense armée, elle ne prend tout son sens et tout son poids que dans la perspective du socialisme autogestionnaire. Nous sommes donc pris dans un dilemme : la DPNV doit se présenter comme une réponse efficace aux problèmes actuels de la défense ; mais en même temps elle n'est cohérente, politiquement et techniquement, qu'avec une société avançant vers le socialisme autogestionnaire. L'équilibre conflictuel entre ces deux exigences nous amène à proposer une stratégie qui conjugue dialectiquement le passage de la défense armée à la DPNV et de la société capitaliste au socialisme autogestionnaire.

Concrètement, cette stratégie nous amène à tenter un dialogue avec les militaires susceptibles de percevoir la crédibilité d'une DPNV ; mais elle nous amène surtout à travailler avec les organisations politiques et syndicales représentant les masses populaires, pour qu'elles s'intéressent à cette forme de défense et la prennent elles-mêmes en charge. Car en définitive c'est bien à la population qu'il revient d'organiser et de mettre en œuvre la DPNV.

La DPNV : une recherche nécessaire

Nous ne prétendons pas présenter la DPNV comme une solution miracle ou une panacée pouvant résoudre d'emblée les problèmes complexes de la défense. Dans l'immédiat, nous ne prétendons pas avoir de solutions toutes faites à proposer et qu'il suffirait d'appliquer. En ce

sens nous voulons nous situer clairement dans une *perspective de recherche* sur les principes de l'organisation d'une DPNV.

Deux choses nous paraissent certaines. D'une part, la DPNV permet de répondre aux exigences politiques que nous nous sommes fixées par rapport à notre projet de société, alors que l'organisation d'une défense armée ne résout pas cette question. Et d'autre part, la DPNV ne contient pas en elle-même l'avenir suicidaire qu'implique le choix d'un système nucléaire de défense. Ce sont à notre avis deux raisons suffisantes pour juger cette recherche tout à fait nécessaire et même déterminante pour l'avenir politique des luttes sociales et la survie même de l'humanité.

Cela ne signifie pas pour autant que cette recherche ne repose sur rien. Elle s'appuie sur des exemples historiques de luttes non-violentes, qui se sont déroulées dans des contextes politiques et culturels très différents. Certaines sont des luttes connues de libération, dans des continents du Tiers-Monde (en Inde de 1920 à 1947, au Congo belge jusqu'en 1960, au Ghana en 1961). D'autres se sont déroulées en Europe, soit dans les suites de la Première guerre mondiale (résistance des Allemands contre l'occupation du bassin de la Ruhr par la France et la Belgique, en 1923), soit au cours de la Seconde guerre mondiale (résistance au régime nazi : Norvège en 42, Danemark en 43). D'autres enfin se sont développées en résistance au régime soviétique (Allemagne de l'Est en 1953, Tchèques en 1968).

Tous ces exemples sont très différents entre eux, particulièrement en ce qui concerne le contexte politique et international dans lequel ils s'intègrent, la longueur ou la brièveté du conflit, la réussite ou l'échec de la lutte. En outre, dans certains cas, la stratégie de résistance est volontairement et méthodiquement non-violente du début jusqu'à la fin (par exemple en Inde) ; dans d'autres, résistance non-violente et résistance armée sont complémentaires (Norvège, Danemark). Pour d'autres enfin (la majorité), la résistance n'est devenue non-violente que parce que la lutte armée a été jugée impossible ou impensable (Ruhr en 1923, Allemagne de l'Est et Tchécoslovaquie sous régime soviétique).

Lorsque l'on analyse le développement de ces luttes, bien des raisons donnent à penser que si la population avait été préparée plusieurs années à l'avance à l'exercice de cette défense (préparation psychologique, technique, économique...), ces luttes n'auraient pas connu les échecs ou demi-échecs qu'on a constatés. On ne peut donc pas tirer de conclusions hâtives à partir de l'issue positive ou négative de l'un ou l'autre de ces conflits, en invoquant un motif particulier qui aurait été déterminant dans l'évolution de la lutte. Au contraire, il faut analyser en profondeur ces tentatives de défense non-violente, afin d'en dégager, sur un plan général, les grandes lignes de force pour notre pays. Il ne s'agit pas de construire un scénario de défense qui d'une manière ou d'une autre serait infirmé par l'expérience. Nous voulons simplement proposer

les principaux axes d'une DPNV : ce ne sont pour nous que des hypothèses de travail et de recherche.

*Conditions de l'efficacité d'une DPNV :
préparation, contrôle, décentralisation.*

En premier lieu, quelles sont les principales conditions de l'organisation d'une défense populaire non-violente qui déterminent, pour une bonne part, sa réussite ?

La rappel des quelques exemples que nous donne l'Histoire semble clairement démontrer qu'une telle défense ne s'improvise pas. Tout au contraire, elle exige une sérieuse préparation, et notamment une préparation politique. La meilleure résistance est en effet celle qui s'enracine dans la volonté politique de la population de se défendre, quand ce qui est à défendre est correctement énoncé et clairement perçu. Un peuple habitué à réagir collectivement à toutes les tentatives de reprise en main de ses droits les plus élémentaires est celui qui est le mieux préparé à ce type de défense, particulièrement face à une agression externe.

Cette conscience politique collective qui définit ainsi des *objectifs politiques de défense* est le ciment idéologique de la défense populaire non-violente. Elle se clarifie et s'affermi particulièrement par le développement des luttes sociales actuelles. La participation à ces luttes devient la meilleure préparation à l'exercice d'une telle défense. C'est pourquoi, certaines méthodes utilisées dans les luttes populaires sont transposables et applicables dans le cadre d'une DPNV.

Que ce soit dans le cadre d'un putsch ou d'une agression extérieure, l'agresseur cherche, en premier lieu, à s'emparer des points stratégiques qui orientent et rythment la vie économique et sociale d'un pays (centres administratifs, de télécommunication, radio, télévision, lieux de production vitaux...). Cette prise en main sera rendue d'autant plus difficile que les principales bases de l'activité économique et sociale offriront moins de prises à un éventuel agresseur. C'est donc la notion même de « point stratégique » qu'il nous faut remettre en cause.

En effet, s'il en existe, particulièrement dans notre société actuelle, c'est justement parce que toute l'activité économique et sociale dépend d'administrations, d'entreprises, d'organismes hiérarchisés, bureaucratisés et centralisés. Cette structure d'organisation et de communication fait que chacun d'entre eux dépend d'un centre spécifique, très délimité, d'où se prennent les décisions et où se donnent les informations. Et ces centres deviennent, dans la stratégie d'un agresseur armé, des cibles privilégiées, c'est-à-dire précisément des points stratégiques, dont il doit se rendre maître.

Ainsi, l'existence de points stratégiques apparaît fortement liée à la centralisation des fonctions et des responsabilités, et cette centralisation des structures facilite l'agression. Par conséquent, l'existence d'un Etat qui concentre en lui-même les principaux pouvoirs de décision et

d'action constitue un objectif de choix pour un éventuel adversaire, et peut devenir entre ses mains un redoutable instrument d'oppression.

Par ailleurs, dans l'attente d'une telle éventualité, il paraît important de lancer diverses actions dissuasives qui pourraient encore faire reculer l'adversaire dans sa décision de déclencher des opérations militaires. Il faut donc mobiliser la population en prenant l'initiative de protestations et de manifestations publiques dénonçant la volonté d'un éventuel belligérant.

A ce moment, il faudra tenter d'obtenir des forces progressistes du pays agresseur qu'elles manifestent une opposition résolue au projet de leur propre gouvernement. C'est ainsi qu'en 1959, les leaders congolais obtinrent des syndicats belges (socialistes et chrétiens) qu'ils s'opposent à l'intervention de l'Armée contre le mouvement de libération du Congo. Une menace de grève générale contribua à « dissuader » le gouvernement belge de réaliser ce projet. Il faudrait aussi évaluer le poids qu'a eu, aux U.S.A., le mouvement de résistance contre la guerre du Vietnam pour amener le gouvernement américain à son « désengagement ». Le fait que la résistance soit explicitement déclarée non-violente peut faciliter les prises de position des personnalités et des organisations progressistes en faveur de la cause « adverse » car, alors, on ne pourra pas les accuser de complicité avec des actions violentes dirigées contre leur propre pays.

Dans cette optique, le développement des relations avec les mouvements internationaux, le contact permanent avec les organisations syndicales et politiques étrangères est un atout important dans la dynamique d'une défense non-violente. *La solidarité ouvrière internationale* qui a montré souvent ses limites, mais aussi parfois ses possibilités, doit prendre ici une nouvelle ampleur. Par ce biais, des contacts peuvent aussi être pris avec les soldats du pays agresseur. Quand les généraux belges commandant l'Armée engagée au Congo vinrent à Bruxelles demander l'autorisation d'engager les hostilités, bon nombre de jeunes dans les universités et dans les usines déclarèrent publiquement qu'ils refuseraient de partir. Pour développer un tel mouvement d'objection de conscience, les organisations politiques et syndicales ont un rôle déterminant à jouer : elles doivent faire passer l'information relative à la situation politique du pays menacé et à la responsabilité de leur propre pays dans le conflit.

Informations et coordination

L'utilisation de toutes les possibilités d'information données par les moyens de communication doit être envisagée comme un pouvoir à opposer à l'adversaire. L'apparition régulière, dans les conflits de ce

Toute la dynamique de notre projet de défense doit donc s'inscrire dans une perspective radicalement inverse de cette centralisation des structures socio-politiques. La décentralisation et la déconcentration

deviennent donc des *conditions d'efficacité* pour une D.P.N.V. Il importe que les travailleurs et les citoyens reprennent en main les principales responsabilités économiques et sociales qui sont actuellement concentrées dans l'Etat. Cependant, même dans une société d'autogestion, la décentralisation ne peut être totale : il restera toujours quelques points stratégiques, quelques secteurs-clé à contrôler et protéger prioritairement.

Si la DPNV peut se définir comme un ensemble de *techniques de lutte*, il apparaît que les structures socio-politiques dans lesquelles se développent ces techniques jouent un rôle considérable pour l'efficacité même de cette défense. Il est certain par exemple que des choix en matière d'urbanisme ou de politique énergétique (pour ne citer que deux exemples) influent dès aujourd'hui sur l'efficacité d'une DPNV : pour éviter un blocus énergétique, il serait important que l'énergie ne soit pas produite en quelques « centrales » (mot significatif) mais diversifiée dans ses ressources et ses lieux de production. Quant à la structure des villes, qu'il suffise de rappeler qu'une des raisons de la création des Grands Boulevards par Haussmann à Paris était de faciliter le travail des forces de l'ordre... Il faudrait donc repenser radicalement la structure de l'habitat pour rendre plus difficile tout « quadrillage » militaire et policier. Ces objectifs (et tous ceux qu'on pourrait citer dans le même ordre d'idées) s'intègrent aisément dans la perspective d'une société autogestionnaire : ici encore, autogestion et autodéfense sont liées. Plus l'organisation sociale avancera vers une véritable autogestion, plus la défense non-violente de cette société s'avèrera efficace et s'imposera comme la forme de défense du socialisme autogestionnaire.

Actions dissuasives.

Ceci posé, quels peuvent être les principaux axes d'une défense non-violente si la situation politique intérieure ou internationale laisse prévoir l'imminence d'une agression armée ? Dans une telle situation de crise, la détermination de la population à offrir une résistance non-violente à une éventuelle agression est *par elle-même un facteur de dissuasion*. Un agresseur éventuel hésitera d'autant plus à engager ses forces dans une opération militaire coûteuse que la population aura su lui montrer à l'avance qu'elle refusera toute collaboration avec lui. Le genre, de la presse clandestine est un élément historique qui confirme cette remarque. On sait, par ailleurs, le rôle important qu'ont joué les radicaux pirates lors de l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie.

Avant et pendant l'affrontement, le fonctionnement d'un système de communication souple, mobile, décentralisé peut être considéré comme le centre vital d'une DPNV, sorte de système nerveux central de la résistance. Son importance stratégique est telle que toutes les précautions doivent être prises pour que l'adversaire ne puisse ni le détruire ni le contrôler. Son rôle est d'abord de faire circuler rapidement une information objective sur les événements, mais il est surtout appelé à coordonner la résistance.

Autodéfense du territoire.

Toutes ces initiatives peuvent se montrer insuffisantes pour empêcher le déclenchement de manœuvres armées visant à prendre le contrôle du pays. Dans le cadre de la stratégie de la DPNV, l'entrée des troupes ennemies sur le territoire national ne doit pas être ressentie comme un échec définitif. Les hommes politiques, à la suite des stratèges militaires, ont pris l'habitude de considérer que la défaite de leur pays était consommée lorsque l'adversaire avait occupé l'ensemble du territoire. Cette occupation traduisait un échec militaire qui laissait la population humiliée et démoralisée. A cet égard l'exemple de l'occupation de la France en 1940 par les troupes allemandes est particulièrement significatif.

A la différence d'une défense armée, l'organisation d'une DPNV offre encore de grandes possibilités de résistance *après* l'occupation. La résistance du peuple tchèque après l'invasion d'Août 68 donne une idée de ce que pourrait être une DPNV en cas d'agression effective. Il importe donc de souligner fortement que seule la signature des Accords de Moscou mit fin à cette résistance et qu'on ne peut donc parler d'échec à son sujet. Cette analyse ne nous est pas propre ; Michel Tatu, journaliste au *Monde* est très explicite sur ce point : « Pendant ces six longues journées (du 21 au 27 août), loin d'être subjugué par les tanks, le pays tout entier bascula du côté des libéraux les plus radicaux et livra à l'occupant une véritable guerre de résistance non-violente, certes, mais qui restera exemplaire... L'usage généralisé des radios clandestines, le recours systématique à la solidarité agissante de la population, la transformation du territoire en labyrinthe par le maquillage de millions de panneaux de signalisation, l'isolement total des « collaborateurs » qui, au lieu de voir leur heure venue, durent plus que jamais se terrer chez eux, tout cela méritera de figurer au rang des classiques de la « non-violence active » (...) On doit constater que même la forme de résistance non-violente adoptée spontanément par la population *aurait pu se prolonger beaucoup plus longtemps*, et conduire à une situation bien différente *si ses dirigeants n'y avaient pas mis fin volontairement* par une politique de collaboration synonyme de capitulation. » (3)

Dans un cas semblable, il ne saurait être question d'envisager une « défense aux frontières » ; d'ailleurs même dans le contexte d'un conflit armé cette notion est devenue anachronique. Ce qu'il faut mettre en œuvre, c'est une autodéfense du territoire. Dans un premier temps, il s'agit de freiner au maximum l'avancée des troupes et d'enrayer l'organisation des forces répressives avant qu'elles ne prennent le contrôle des secteurs-clés. Il revient à la population de faire en sorte que cette période d'invasion, que l'agresseur souhaite la plus courte possible, soit dans les faits beaucoup plus longue que prévue et lui montre la déter-

(3) *Le Monde*, 21 août 1973.

mination de la population à refuser de se soumettre. Il s'agira par exemple de paralyser les voies de communication (obstructions, occupations), d'empêcher la réquisition de matériel de transport (grèves, sabotages techniques), de priver l'adversaire de ressources énergétiques et alimentaires.

Toutes ces interventions directes gagneront en efficacité si, à l'occasion de chacune d'entre elles, les soldats ennemis perçoivent qu'ils ne courent aucun risque en tant que personnes. En ce sens le caractère explicitement non-violent de la défense doit être toujours réaffirmé. Porter atteinte à leur vie réveillerait les réflexes de peur et de « légitime défense », et encouragerait leur propre soumission aux ordres de répression. Par contre, ces actions qui s'efforcent de leur « rendre la vie impossible » leur signifient clairement que la population est déterminée à opposer un refus total de coopérer avec le régime qu'on veut lui imposer.

Contre-offensive « idéologique » de la population.

L'un des objectifs principaux de la DPNV est de réussir à déplacer le conflit du terrain des armes, favorable à l'adversaire, sur le terrain idéologique favorable à la population. Si cette défense refuse systématiquement l'affrontement armé, par contre elle recherche systématiquement l'affrontement idéologique. L'histoire de certains putschs militaires montre que souvent (par exemple le 11 mars 1975 au Portugal) les soldats sont trompés par leurs officiers sur la nature exacte et l'objectif réel des opérations auxquelles ils participent. Ainsi, les soldats du pacte de Varsovie croyaient qu'ils allaient « libérer » leurs frères tchèques d'un pouvoir contre-révolutionnaire. Ceci montre combien il est essentiel de rechercher le contact avec les troupes ennemies pour les informer du rôle qu'on leur fait jouer. L'agresseur cherche souvent à présenter son action, sinon comme « légale », du moins comme « légitime » : il fait appel à un système de valeurs familier aux citoyens, il veut faire croire que c'est le « peuple » qui fait appel à lui... Il importe donc que le peuple lui-même, dans ce contact avec les troupes ennemies, apporte le démenti le plus net à de telles affirmations.

C'est donc bien une contre-offensive idéologique qu'il s'agit d'organiser. Plusieurs exemples historiques montrent qu'une véritable démoralisation des forces répressives peut alors se produire :

- en 1953, en Allemagne de l'Est, des policiers (Vopos) passèrent du côté des manifestants ouvriers.
- en 1968, en Tchécoslovaquie, de nombreux régiments soviétiques durent être rapatriés d'urgence tant ils donnaient de signes de mollesse dans la répression ; il y eut même des cas non exceptionnels de refus d'obéissance.

Il ne faut pas surestimer l'impact de ces actions de « fraternisation », mais si elles sont entreprises par l'ensemble de la population et coordonnées par des groupes spécialement préparés à ce contact, le mouvement peut avoir un véritable pouvoir corrosif sur le moral des troupes. De tels contacts peuvent aussi devenir des facteurs de changement dans le pays même des agresseurs. Ainsi Klisko, membre du Polit-Buro polonais, reconnu qu'à leur retour de Tchécoslovaquie, des soldats avaient répandu des idées « subversives » et que, sur le seul district militaire de Silésie, 150 officiers d'active avaient dû être renvoyés.

Tenir tête aux tactiques de division.

Cependant, il serait illusoire de penser que ces moyens de persuasion suffiront à neutraliser les actions répressives de l'adversaire. Contre une tactique visant à susciter un climat de peur pour diviser et démanteler le mouvement de résistance (« chasse aux leaders », escalade des procès exemplaires, des exécutions sommaires en guise de « leçons »), il sera essentiel, malgré les répressions, de maintenir la cohésion et l'unité populaire.

Il ne s'agit pas ici de prêcher la nécessité des « martyrs ». Mais la DPNV ne prétend pas éviter toute effusion de sang. S'appuyant sur l'étude comparée des événements de Hongrie (1956) et de Tchécoslovaquie (1968), il semble pourtant raisonnable d'estimer qu'une résistance non-violente provoquerait moins de morts parmi la population qu'une résistance armée.

Dans ces circonstances particulièrement pénibles et chargées affectivement, l'apparition d'un symbole peut jouer un rôle non négligeable pour exprimer l'unité de la population. Des marches silencieuses, des grèves de la faim ou des opérations « villes-mortes », resituées dans leur contexte politique, peuvent être un facteur de dramatisation qui renforce l'unité.

Le dynamisme même de la stratégie non-violente exige que toute la population se rallie à cette stratégie et renonce à entreprendre des actions violentes. Car celles-ci profiteraient surtout à l'occupant qui saurait alors se servir de ce prétexte pour justifier et développer sa répression en exécutant par exemple de nombreux otages pour venger ses soldats tués. De plus, le fait que des groupes isolés recourent à la violence risque de diviser la population, d'entraîner le déclin de la résistance collective et de développer des réactions individualistes. Cependant, l'histoire même des luttes non-violentes les plus exemplaires comme celles de Gandhi, de Martin Luther King ou de Cesar Chavez nous montre qu'il ne faut pas compter sur l'unanimité de la population dans l'adhésion aux principes de l'action non-violente. Les coordinateurs de la lutte doivent alors tenter de limiter au maximum les conséquences négatives des actes de violence ; ils doivent également, autant que possible, convaincre les « francs-tireurs » de la nécessité *stratégique* de l'unanimité

dans l'action non-violente pour atteindre la plus grande efficacité possible dans la lutte.

Organiser la non-coopération.

Les actions non-violentes de persuasion doivent avoir pour objectif essentiel d'éviter que s'instaure entre les parties en présence un « climat de haine » qui entraînerait celles-ci dans une spirale de violence sans fin. Cependant, au point où ces actions trouvent leurs limites et s'avèrent inefficaces, la stratégie non-violente doit exercer sur l'adversaire une réelle force de *contrainte* pour le mettre dans une situation où il se trouve obligé de renoncer à son projet. Il s'agit pour cela d'organiser la non-collaboration collective, massive, coordonnée de la population. Car un pouvoir, quel qu'il soit, a besoin pour s'imposer de la collaboration active ou résignée d'une très large minorité de la population. Pour tirer avantage de la situation, il lui faut des fonctionnaires serviles, des contribuables soumis, des travailleurs actifs... Si une part importante du peuple refuse de coopérer, le pouvoir se trouve dans une situation difficile ; si ce refus se généralise, il se trouve dans une situation impossible.

La forme la plus « dure » de la résistance populaire non-violente est la grève générale. Cependant, une telle épreuve de force ne pourra généralement pas se prolonger longtemps car en entraînant une paralysie quasi-totale de l'activité économique du pays, elle se retournerait contre la population, peu à peu privée de ses moyens de subsistance. Afin de pouvoir organiser la résistance, il est essentiel de préserver le potentiel économique du pays, de maintenir un niveau de production suffisant. La grève générale ne peut donc être organisée que de façon limitée dans le temps et à des moments du conflit particulièrement cruciaux. La non-collaboration doit être mise en œuvre dans des secteurs précis et limités, de telle sorte qu'elle ait un impact certain sur l'adversaire. Il faudra notamment entreprendre le *boycott* systématique de tout ce qui est organisé par l'adversaire, qu'il s'agisse de la vente de certains biens de consommation importés par lui, ou de différentes institutions qu'il aura mises en place pour tenter d'administrer le pays. C'est ainsi que dans la lutte pour l'indépendance de l'Inde, Gandhi organisa le boycott de tous les produits anglais et notamment des textiles. (Il est important de noter qu'il obtint l'accord des ouvriers des industries textiles anglaises qu'il avait lui-même réduits au chômage.) On peut également envisager d'organiser la grève des impôts qui reviendraient à l'occupant.

Un autre exemple de non-collaboration montre l'efficacité de ce mode d'action : en Norvège, en 1942, le gouvernement collaborateur de Quisling voulut introduire l'idéologie nazie dans les écoles et accroître ainsi sa main-mise sur la jeunesse. Mais il se heurta à la résistance collective des professeurs norvégiens : le plus grand nombre écrivit au Ministre de l'éducation pour lui signifier qu'ils refusaient de se plier aux exigences du gouvernement. Les Allemands arrêtaient une partie d'entre

eux et les déportèrent dans l'Arctique où ils furent soumis au régime des travaux forcés. Pendant ce temps, les professeurs qui n'avaient pas été arrêtés refusaient de se soumettre, malgré toutes les pressions exercées sur eux. L'attitude de ces professeurs eut une influence profonde sur toute la population et fortifia son opposition à Quisling. Finalement Hitler dut renoncer à son projet. Par la suite, presque tous les professeurs reprirent leurs cours, en précisant toutefois que leur tâche éducative n'impliquerait jamais ce rôle d'endoctrinement qu'on avait voulu leur faire jouer.

Institutions parallèles.

En même temps que les actions de non-coopération, il faut concevoir un « programme constructif » qui permette de réorganiser la vie économique et sociale sous le contrôle direct de la population. Il faut notamment organiser des réseaux autonomes de communication, de transport et d'approvisionnement.

Enfin, si la lutte se prolonge, il peut s'avérer nécessaire de mettre en place une véritable administration parallèle avec un « gouvernement » c'and stin à l'image de ce que sont devenus le Conseil de la Résistance en France ou le Conseil de la liberté au Danemark.

L'usurpation civile.

Il peut être également avantageux d'organiser la résistance au sein des structures officielles du pays en refusant de se plier aux exigences de l'occupant et en s'appliquant au contraire à suivre les consignes du mouvement de résistance. Il s'agit alors de ce qu'on peut appeler un « travail sans collaboration » ou encore une « usurpation civile ». Theodor Ebert la définit ainsi : « Loin de cesser le travail, les insurgés prennent eux-mêmes en main l'organisation du travail selon les méthodes du système social qu'ils préconisent, et c'est l'ampleur de cette action qui force les détenteurs actuels du pouvoir à s'adapter aux structures créées par les insurgés. »

Il s'agit de détourner les structures du but qui leur est assigné par l'occupant et de retourner leur efficacité contre lui. Ainsi, plutôt que de se mettre en grève, telle catégorie de fonctionnaires ou telle profession peut exercer sur le pouvoir de l'occupant une plus grande pression en se mettant, avec « armes et bagages », au service de la résistance.

Désobéissance civile collective.

L'organisation d'un mouvement de désobéissance collective à un ordre impératif venu de l'adversaire peut être un élément décisif dans le développement de la résistance. Ce n'est pas nécessairement toute la population qui doit pratiquer cette désobéissance. Il se peut que seule une minorité accepte de prendre les risques personnels impliqués par

une telle action ; mais il est essentiel qu'elle soit soutenue par une forte majorité. Ainsi, en 1930, Gandhi organisa en Inde la transgression massive d'une loi de l'occupant colonial anglais réservant au gouvernement le monopole du sel (sur lequel il percevait une lourde taxe). A la suite d'une marche de 300 km rassemblant plus de 100 000 Indiens, il ramassa du sel sur le rivage de la mer, violant ainsi ouvertement la loi et incitant chaque Indien à faire de même. Les Anglais essayèrent d'entraver le mouvement en arrêtant les leaders, mais ils ne purent mettre tout le monde en prison... Cette campagne de désobéissance civile manifesta la force de la résistance et porta un coup sévère au pouvoir colonial.

La force de cette méthode d'action tient dans le dilemme où elle enferme le pouvoir adverse : ou bien il laisse faire et le mouvement ne peut que s'étendre, bafouant son autorité ; ou bien il réprime, et cette répression risque de développer la solidarité populaire et d'augmenter le nombre des transgresseurs.

La dynamique de la Défense populaire non-violente.

A travers ces différentes techniques d'action, il apparaît que la DPNV, face à une agression qui utilise les armes s'efforce systématiquement de placer le conflit sur le terrain politique, celui de la *solidarité populaire*. Tout le problème est donc de construire cette force de pression politique de telle manière qu'elle constitue un front solide, prêt à supporter la répression. C'est pourquoi, à la différence des formes de défense militaire, la DPNV dépend très largement, *pour son efficacité même*, des conditions politiques dans lesquelles elle s'exerce.

Pour mieux faire comprendre la logique et la dynamique de cette défense, nous pouvons nous aider d'une analogie empruntée aux sciences biologiques : l'organisation d'une DPNV peut être comparée aux réactions d'un organisme cellulaire lorsque celui-ci est attaqué par un corps étranger. En effet, dans ce cas, la cellule met en œuvre des mécanismes adaptatifs qui doivent tendre, selon la nature de l'agression, soit à dissoudre, soit à expulser ce corps étranger. La DPNV vise à obtenir cette même cohésion des mécanismes de résistance et cette même adéquation des méthodes de lutte à la nature de l'agression. La non-coopération et la désobéissance civile font apparaître effectivement l'agresseur comme un corps étranger qui doit être démantelé, désorganisé et rejeté. Cette comparaison permet de souligner que le processus de résistance non-violent intègre la population tout entière dans les fonctions de défense, sans faire oublier l'importance des divers groupes de volontaires spécialement entraînés et préparés à certaines tâches spécifiques de la résistance et le rôle essentiel des centres coordonnant l'ensemble des actions.

A la différence de la défense armée, qui s'appuie essentiellement sur les hommes d'une certaine classe d'âge, la DPNV concerne l'ensemble de la population, hommes et femmes, enfants et personnes âgées. Les

femmes notamment sont intégrées en tant que telles dans les fonctions d'autodéfense, alors que l'idéologie militaire les en exclut. La femme s'en est toujours remise à l'homme pour sa protection et sa défense, mais dans la perspective d'une lutte non-violente elle devient tout aussi responsable que lui.

Alors que la lutte armée déracine les hommes, les conditionne, les maintient artificiellement dans une structure autoritaire, la défense non-violente exige qu'ils agissent sur place : au lieu de déchirer le tissu social et l'unité de la population, elle en fait une condition de son succès. Elle laisse une large place à l'imagination et à la créativité des masses populaires, ce qui ne signifie pas qu'elle s'en remette à l'improvisation. Car c'est en tenant compte à la fois des *circonstances* et des *préparations* qui auront été faites, que le peuple uni pourra choisir, en définitive, les méthodes de résistance non-violentes les plus appropriées à chaque situation.

3. POUR UNE STRATÉGIE DE « TRANSARMEMENT »

La progression vers une défense populaire non-violente apparaît comme un processus long et complexe de par l'engagement, l'entraînement et la participation qu'elle exige des masses populaires. En ce sens, toute proposition d'abandon ponctuel et brutal du système armé pour une défense non-violente ne peut être crédible ni techniquement, ni politiquement.

Si les déclarations sur le Désarmement unilatéral sont respectables dans leurs intentions, elles manquent de réalisme et ne sont, par conséquent, d'aucune aide. Par ailleurs, ceux-là mêmes qui détiennent les armes argumentent en faveur d'un Désarmement universel sans pour autant faire un quelconque effort en ce sens : on attend toujours que ce soit l'autre qui « se désarme » et, en attendant, on accroît sans cesse son propre armement.

Une politique de paix, pour pouvoir s'opposer efficacement à la militarisation, doit prendre en considération les *causes* qui ont conduit au phénomène que nous constatons aujourd'hui, qui l'expliquent et qui servent à la justifier. Une politique de paix doit être fondée sur la reconnaissance de l'existence des tensions, des conflits et des crises qui servent à le justifier. Une politique de paix doit être fondée sur la tenants d'un Désarmement unilatéral inconditionnel se situent trop facilement « au-dessus de la mêlée » et ignorent les rapports de forces qui régissent la vie des collectivités humaines. Ils commettent ainsi une grave erreur politique.

C'est pourquoi nous pensons qu'à la notion de Désarmement il convient de substituer celle de *transarmement*. Le désarmement,

qui se définit en effet de manière purement négative, laisserait derrière lui un vide stratégique qui deviendrait une insuffisance politique. Le transarmement au contraire, comble ce vide en mettant progressivement en œuvre les moyens d'une *autre défense*. Une stratégie de Transarmement, comportant plusieurs étapes d'une évolution graduée du système armé vers l'organisation globale d'une DPNV, est seule capable de briser la logique actuelle de la course aux armements. Une telle stratégie implique d'une part la démilitarisation raisonnée de la société et, d'autre part, la mise en œuvre de moyens non armés pour résoudre les conflits. Dans la perspective de notre projet politique, nous envisageons en même temps le dépérissement de l'armée et l'organisation progressive d'une DPNV, l'un et l'autre se conjuguant dans un mouvement dialectique. A la différence de la stratégie de désarmement, qui laisserait la collectivité sans défense, une stratégie de transarmement permet d'assurer que le peuple aura les moyens de se défendre tout au long du processus de transformation de la société.

Inscrite dans la stratégie de passage au socialisme autogestionnaire, la stratégie de transarmement se trouve renforcée par le développement des luttes sociales. Lorsque celles-ci sont menées selon les principes et les méthodes de l'action non-violente comme au Larzac ou à Marckolsheim, elles donnent une idée, à l'échelon régional, de ce que pourrait être une DPNV. C'est en effet, au cours de luttes de ce type que la population se prépare le plus efficacement à la réalisation d'une telle défense.

De même, des objecteurs de conscience réalisent actuellement, en dépit d'une loi étroite qui ne leur permet pas, un véritable *service* de défense consacré à la recherche, à l'entraînement et à l'action afin de permettre la mise en place d'une DPNV. Ce « service » n'est cependant pas réservé seulement aux jeunes qui sont confrontés à « l'obligation » du service national. Un tel travail de recherche et de préparation concerne également tous les citoyens, sans distinction de sexe ou de classe d'âge : même ceux qui ont accompli un service armé et qui appartiennent à l'institution militaire (comme réservistes ou au titre de l'ordonnance de 1959) devraient pouvoir exercer librement le droit à l'objection de conscience. C'est pourquoi les très nombreux renvois de papiers militaires, ou leur destruction, ne sont pas seulement des gestes de protestation ; ils signifient, pour ceux qui les accomplissent, un véritable engagement à trouver des réponses positives et collectives au problème politique d'une paix aujourd'hui maintenue par l'équilibre des terreur. Ainsi, *l'objection de conscience active* est un facteur important dans l'élaboration d'une stratégie de transarmement.

Toutefois, le passage du système actuel de défense armée à une organisation populaire de masse ne s'opérera pas sans que l'appareil militaire lui-même se transforme. Largement étranger au peuple qu'il est censé défendre, le corps de l'armée doit devenir populaire au point

de se dissoudre dans le peuple et finalement disparaître, en sorte que ce soit le peuple lui-même qui devienne son propre instrument de défense. Dans cette perspective, nous reconnaissons qu'une des étapes nécessaires vers le dépérissement de l'armée c'est son contrôle et sa transformation selon les principes et les exigences de la démocratie autogestionnaire. Et le contrôle de l'armée par le peuple passe par l'organisation du *syndicalisme au sein de l'armée*. Affirmer cela, ce n'est pas, bien sûr, cautionner l'une ou l'autre des deux caricatures à travers lesquelles le syndicalisme militaire nous est présenté, tantôt comme un réformisme petit-bourgeois qui s'en tiendrait à demander l'amélioration de l'ordinaire, tantôt comme un rêve du Grand Soir mythique où les soldats retourneront leurs armes contre leurs officiers. La tâche utile et nécessaire c'est que les soldats (appelés ou de métier) se donnent la possibilité de réfléchir ensemble sur les fonctions que l'armée prétend remplir dans notre société. Il s'agit bien là d'un débat éminemment politique, hors duquel il est insensé de vouloir maintenir l'institution militaire.

Un autre domaine où doit s'exercer dès maintenant le contrôle ouvrier est l'*industrie de l'armement* avec son corollaire immédiat : le commerce des armes. En effet, l'une des conséquences les plus graves de la politique militaire actuelle du gouvernement français, et qui concerne directement les travailleurs, est la vente d'armes à l'étranger, qui ne fait qu'accroître les risques de conflit dans le monde. Il y a là, à travers la militarisation du secteur économique, un exemple frappant de l'engrenage de la violence, dans lequel est pris le pays tout entier. Derrière le prétexte, utilisé d'ailleurs par les différents ministres, de préserver le plein emploi, il est aujourd'hui impossible de ne pas soulever la question de la *finalité* de l'emploi. Certes, il faut tenir compte des difficultés que la cessation des ventes d'armes représenterait pour de très nombreux ouvriers travaillant dans les usines d'armement ; c'est précisément pour pouvoir faire face à ces difficultés et à l'éventualité d'une reconversion industrielle que les syndicats doivent exercer un contrôle réel sur la fabrication des équipements militaires. Accepter de sacrifier délibérément la liberté des peuples opprimés par des régimes auxquels nous vendons des armes serait évidemment contradictoire avec une stratégie de transarmement qui passe, au contraire, par la voie de la solidarité internationale, et, plus précisément encore, par l'internationalisme ouvrier.

Il est clair qu'une avancée constructive dans l'un ou l'autre de ces secteurs dépend aussi de décisions politiques. Outre qu'il peut être un facteur d'accélération dans l'élaboration du transarmement, comme il l'est pour l'autogestion, le contrôle politique de l'Etat est un intermédiaire nécessaire. A ce titre, nous pensons que les organisations de gauche, syndicales et politiques, doivent préparer la mise en œuvre d'une défense non armée dès la prise du pouvoir d'Etat.

Le Mouvement pour une Alternative Non-violente

1. POURQUOI UN « MOUVEMENT » DE PLUS ?

Ceux qui approuvent globalement tout ce que vient d'exposer et de proposer ce texte, ne vaudrait-il pas mieux qu'ils soient simplement invités à travailler dans leur parti, leur syndicat, leurs organisations de lutte ? Pourquoi les inviter à se regrouper en un « mouvement », sans quitter pour autant les organisations où ils militent déjà ?

La fonction du M.A.N. doit être définie dans le contexte précis de la conjoncture présente qui fait apparaître clairement que les différentes organisations politiques, syndicales ou culturelles dont les choix et les engagements sont proches des nôtres ont depuis toujours utilisé des moyens non-violents, mais seulement pour certaines actions limitées, sans faire explicitement référence à la non-violence. Ceci amène le M.A.N. à assumer ce que nous pourrions appeler des *tâches de suppléance*. Nous pensons, en effet, que les questions et les réponses propres à la non-violence ne devraient pas être propres aux « non-violents » : elles se situent dans la logique même de la lutte pour le socialisme autogestionnaire et, par conséquent, elles devraient être prises en charge par tous ceux qui sont engagés dans cette lutte. Or nous constatons que cet investissement n'est pas fait par les différentes organisations auxquelles nous appartenons ou dont nous sommes solidaires ; il revient donc au M.A.N. de prendre l'initiative de cette recherche tant dans le domaine de la réflexion que dans celui de l'action.

Nous avons la conviction que les stratégies non-violentes apportent quelque chose de spécifique à la lutte pour la libération des opprimés et à la construction d'une société socialiste. Mais nous n'avons nullement l'intention de nous isoler pour proclamer, au-dessus de la mêlée, la pureté de la révolution non-violente. Nous entendons au contraire mener

notre combat en étant solidaires de ceux qui, sans faire référence à la non-violence, sont eux-mêmes engagés dans la lutte pour la libération de l'homme ; car celle-ci est indivisible.

Si nous nous rassemblons au sein d'un même mouvement c'est d'une part, pour pouvoir nous-mêmes mieux approfondir ce que la non-violence apporte de spécifique au combat pour la justice et la liberté et, d'autre part, pour entrer en dialogue avec nos partenaires politiques afin de discerner ensemble ce que la non-violence peut apporter dans les débats et les combats d'ici et de maintenant. Le M.A.N. n'a donc pas sa fin en lui-même, il veut être un moyen au service des luttes, un instrument permettant de faire valoir et (du moins nous l'espérons) de faire prévaloir l'apport spécifique de la non-violence. L'important n'est pas de proclamer les grands principes de la non-violence et de prétendre qu'« il-n'y-a-qu'à » les appliquer pour que les problèmes auxquels nous sommes affrontés se trouvent immédiatement résolus : dire que la non-violence est « la seule solution », mais en laissant entendre que cette solution présuppose que tout le monde se « convertisse » à la non-violence, c'est supposer les problèmes résolus mais non pas les résoudre. Ce qui importe, c'est de discerner ce qu'il est possible de réaliser concrètement, aujourd'hui, dans la perspective du socialisme autogestionnaire.

2. NOS TACHES SPECIFIQUES.

Le M.A.N. n'étant pas un parti politique n'a pas à agir et à prendre position dans tous les domaines. Mouvement de recherche et de lutte, il se donne des objectifs prioritaires qui ne sont pas nécessairement liés à l'actualité immédiate, mais se déduisent de l'ensemble des positions prises par le présent texte d'orientation politique.

Notre première tâche spécifique est déterminée par l'analyse que nous faisons de la *militarisation* (voir chapitre premier). Comme ce phénomène global ne retient pas assez l'attention de la gauche autogestionnaire, le M.A.N. doit poursuivre son analyse des causes et des effets de la militarisation, informer l'opinion sur ses dangers, participer directement aux diverses luttes sur ce terrain, aussi longtemps qu'elles ne seront pas prises en charge sérieusement par les organisations politiques et syndicales.

Si la militarisation déborde largement, dans ses causes et dans ses effets, les problèmes de l'armée et de la défense, elle trouve, aux yeux de beaucoup, une sorte de légitimation dans le désir de se sentir efficacement défendus : nous avons donc été amenés, en remettant en cause l'idée même de défense nationale armée, à proposer l'alternative d'une *défense populaire non-violente*. Cela détermine une autre tâche

spécifique du M.A.N. : mener une recherche sur les possibilités concrètes d'une défense populaire non-violente, et sur ses conditions politiques, culturelles, économiques, etc... Recherche étroitement liée au développement de l'objection de conscience, comme stratégie de rupture avec l'ordre militarisé, et possibilité d'ouvrir concrètement une véritable alternative.

La stratégie proposée par le M.A.N. en vue d'une révolution populaire non-violente, l'amène à se fixer une autre tâche spécifique : Poursuivre la recherche théorique et pratique sur la désobéissance civile comme méthode de lutte populaire. Là encore, le M.A.N. sera amené à lancer lui-même ou à soutenir des initiatives concrètes en ce domaine (exemple : l'action refus-redistribution de l'impôt pour le Larzac, le renvoi des livrets militaires...) (1).

Le respect des équilibres humains et sociaux, et peut-être la survie de l'humanité, passent par une transformation radicale de la société, qui suppose notamment la prise en considération du cadre de vie. C'est pourquoi l'écologie a une place essentielle dans une recherche non-violente. Le M.A.N. apportera donc son concours aux luttes écologiques, et ce d'autant plus que les problèmes écologiques sont souvent laissés pour compte par les organisations politiques, et ignorés de la population.

Enfin, il faudra que le M.A.N. fasse valoir le rôle essentiel que doit jouer la non-violence dans la révolution culturelle, sans le dynamisme de laquelle il n'y aura pas de véritable révolution politique.

Notre rôle et notre action

Il est essentiel que la collaboration avec les différentes organisations dont les options sont proches des nôtres soit d'abord réalisée à la base par chaque groupe local. Mais il est non moins essentiel que ces initiatives à la base puissent être coordonnées au niveau national. Jusqu'à présent, les différentes initiatives des groupes non-violents étaient prises dans un ordre dispersé, sans concertation ni coordination au niveau national. De ce fait, elles étaient souvent vouées à l'inefficacité. Le rôle du M.A.N. est d'abord de permettre un débat entre les différents groupes locaux afin d'élaborer une position commune sur les choix politiques et les stratégies d'action ; il est ensuite de permettre l'expression de cette position commune au niveau national. Jusqu'à présent, en effet, les différentes organisations politiques, sociales ou culturelles n'avaient en face d'elles aucun interlocuteur représentatif pour aborder les problèmes selon l'éclairage spécifique de la non-violence. Le M.A.N. veut s'efforcer de devenir cet interlocuteur.

Plus aucun problème idéologique ou politique ne se pose sur un plan strictement national, et par conséquent, la réponse qui doit lui être

(1) Opération « 3 % Larzac » : V. Roussel, Le Chesnoy, 45200 Montargis.

apportée ne saurait non plus se limiter à ce plan. Le M.A.N. entrera donc en relation avec les mouvements non-violents étrangers pour être informés de leurs recherches et de leurs activités, confronter ses expériences avec les leurs et envisager ensemble les modalités d'une coordination internationale.

De nombreuses luttes populaires sont organisées sur une initiative de la base, sans la médiation des organisations traditionnelles. Se forment alors des « comités d'action » ou des « comités de lutte » se donnant un objectif ponctuel, qu'il s'agisse de lutter contre la création ou l'extension d'un camp militaire (Larzac, Fontevraud, ...), contre l'implantation d'un régiment de Pluton (Belfort-Montbéliard, ...), contre l'implantation d'une centrale nucléaire (Fessenheim, Braud-Saint-Louis, Erdeven, ...), contre l'installation d'une usine polluante (Marckolsheim) etc... Ces comités d'action s'orientent d'une manière pragmatique et plus ou moins spontanée vers la mise en œuvre de méthodes non-violentes. Il leur apparaît en effet assez vite que la violence viendrait discréditer l'action auprès de la population locale et qu'il faut recourir à de nouvelles méthodes d'action. C'est pourquoi les militants de ces comités souhaitent pouvoir étudier avec d'autres les possibilités concrètes offertes par des stratégies d'action non-violente. A partir des convergences qui apparaissent ainsi entre l'action de ces comités de lutte et les objectifs du M.A.N., un travail commun peut être entrepris où les uns pourront bénéficier de l'expérience des autres. A plusieurs reprises, déjà, le M.A.N. a été sollicité pour prendre une part active à des luttes ponctuelles, afin d'y développer les possibilités propres aux techniques d'action non-violente. L'une des fonctions du M.A.N. est donc de faire face à une pareille tâche : elle peut revêtir, dans les années à venir, une importance considérable dans le développement des luttes populaires qui sont, par elles-mêmes, des jalons vers le socialisme autogestionnaire.

Enfin, dans la mesure où les réticences vis-à-vis de la non-violence qui se manifestent dans les organisations de gauche n'auront pas encore été surmontées, il reviendra au M.A.N. de prendre lui-même l'initiative d'actions directes non-violentes précises (comme un boycott ou une action de désobéissance civile) et d'en assumer la coordination au niveau national.

Information et formation

L'opinion publique ne perçoit encore la non-violence qu'à travers de multiples confusions et malentendus : il est urgent de les dissiper en apportant les clarifications nécessaires. Pour cela, il faudra organiser des sessions, des conférences, publier des dossiers et des livres, utiliser les différents moyens de communication de masse dans la mesure du possible. Il faudra aussi participer à tout effort de diffusion d'informations

sur les diverses actions non-violentes, et en particulier à celui que tente de réaliser l'hebdomadaire *Combat Non-Violent* (2).

Pour la formation de ses propres membres et de tous ceux qui désirent s'initier et se former à l'action non-violente, le MAN organise déjà différents types de sessions, de rencontres et de journées d'études.

Recherche théorique

La non-violence, pour prendre la place qui lui revient dans l'actuel affrontement des idéologies, ne peut se passer d'une formulation rationnelle et cohérente. Il y a donc une certaine « doctrine » à élaborer à partir des expériences historiques ou actuelles de luttes non-violentes : en se référant, dans un premier temps, au passé, il faudra étudier les techniques d'action mises en œuvre dans des luttes comme celles de Gandhi ou de King, mesurer leur efficacité et tenter une analyse critique des idéologies qui sous-tendaient ces luttes. Dans un deuxième temps, il faudra confronter ces techniques et ces idéologies avec les propositions et les analyses faites par le M.A.N. dans ce texte. Ceci permettra de préciser que le M.A.N., s'il s'inspire des luttes non-violentes du passé, n'identifie pas sa perspective à tout ce qui a porté une étiquette « non-violente ».

Cette recherche nous amènera à confronter nos hypothèses de travail avec les recherches actuelles de différentes sciences humaines : biologie, psychologie, sociologie, ethnologie, ethologie, etc... ont à nous apprendre sur les formes de la violence humaine. Il faudrait par exemple répondre à une question centrale, rarement posée : la violence est-elle un fait naturel ou culturel ? La réponse à une telle question ne serait sans intérêt pour aborder les problèmes politiques. Jusqu'à présent les chercheurs en sciences humaines n'ont jamais pris l'hypothèse de travail de la non-violence, alors qu'elle pourrait s'avérer particulièrement féconde.

Notre recherche théorique devra enfin tenter une formulation des intuitions non-violentes sur le plan de la réflexion philosophique et notamment de la philosophie politique : c'est à ce niveau qu'il faudrait par exemple préciser les fondements de l'une de nos affirmations centrales, selon laquelle il existe un lien organique entre la fin et les moyens.

Dans ce travail de recherche théorique, le M.A.N. collaborera avec toutes les publications qui pourront lui ouvrir leurs colonnes et notamment avec la revue bimestrielle *Alternatives non violentes* (3).

(2) **Combat non-violent**, hebdomadaire d'informations. Abonnement : 50 à 100 F par an selon possibilités. CCP : 2576-34 R. Dijon.
Adresse : B.P. 26, 71800 LA CLAYETTE.

(3) **Alternatives non-violentes**, Revue bimestrielle de recherche et de confrontations. Abonnement : 30 F par an. CCP 2915-21 Lyon.
Adresse : 3, rue Lemot 69001 Lyon.

3. L'ORGANISATION DU M.A.N.

Pourquoi une organisation ?

Les exigences de l'organisation sont rebutantes et nous n'avons aucun goût pour elles. De plus, le mot même d'organisation suscite d'abord la méfiance, tant il est vrai que la nécessité de l'organisation a été souvent le prétexte mis en avant pour justifier des structures oppressives et répressives. L'organisation même des mouvements et des partis qui proclament hautement l'idéal démocratique, voire autogestionnaire, s'écarte parfois beaucoup de cet idéal. Trop souvent, on y retrouve en fait les mêmes méfaits de la centralisation, de la bureaucratisation et de la hiérarchisation que ceux qui sont pourtant dénoncés dans la société. Dès lors, on comprend les craintes et les réticences qui amènent certains à refuser tout effort d'organisation. Cependant, il ne sert à rien de faire semblant de croire à un certain spontanéisme qui nous dispenserait d'organiser la lutte. L'expérience quotidienne montre bien qu'aucune lutte ne peut se mener longuement et efficacement sans un minimum d'organisation et sans accord sur une stratégie commune. Il est vrai que le premier et le dernier mot doivent revenir à la base ; mais, précisément, il n'y a de base solide et durable que dans le cadre d'un mouvement qui accepte de se donner une certaine organisation.

Il ne serait donc pas raisonnable de soupçonner systématiquement toute organisation d'être violente et de nous en convaincre les uns les autres au sein de groupes informels condamnés à l'inaction. Les dangers existent ; mais, pour les surmonter, il faut les affronter et non les fuir. Aussi est-il essentiel que l'organisation du M.A.N. soit conforme aux exigences que lui-même met en avant pour l'organisation de la société. C'est ainsi qu'il faut en même temps rechercher une *cohésion* dans la pensée et dans l'action, et *refuser tout monolithisme*. Il faut rechercher une coordination nationale, sans laquelle il n'est pas possible d'être efficace, mais en veillant à ce que chaque groupe local garde toute l'autonomie nécessaire. Il faut que certains puissent se consacrer entièrement au Mouvement, mais en évitant les dangers de la bureaucratisation. Il faut que le mouvement se donne des « porte-parole », mais en cherchant à éviter les inconvénients du « leaderat ».

Fonctionnement du M.A.N.

Le M.A.N., association régie par la loi 1901, est une fédération de groupes non-violents eux-mêmes régis par la loi 1901.

Il y a trois instances : le Congrès, le Conseil National et le Comité de Coordination.

- *le Congrès* : c'est l'assemblée générale des délégués des groupes locaux (à raison d'un délégué par 10 membres du groupe local avec

un tassement à partir de 50 adhérents). C'est le Congrès qui décide des grandes orientations du mouvement. Il se réunit au moins une fois par an.

- *le Conseil National* : c'est la réunion des délégués des groupes locaux (à raison d'un délégué par groupe) et des membres du Comité de Coordination. Il se réunit au moins une fois entre deux Congrès. C'est une structure moins lourde que le Congrès, et qui permet de donner plus rapidement et plus souvent la parole et le pouvoir de décision aux groupes locaux.

- *le Comité de Coordination* : il se compose de 10 personnes élues au Congrès par vote à bulletin secret pour un mandat de 2 ans. Le Comité représente le mouvement, et la responsabilité est collégiale (il n'y a pas de président). C'est lui qui traite les affaires courantes et prend toutes les décisions qui ne relèvent pas du Congrès ou du Conseil National.

L'article 3 des statuts précise que « le mouvement respecte, dans le cadre des orientations définies par le Congrès, l'autonomie des groupes locaux ».

Adhésion au M.A.N.

Le M.A.N. étant une fédération de groupes, les adhésions au M.A.N. se font par l'intermédiaire de l'adhésion à un groupe non-violent lui-même membre du M.A.N. Les personnes éloignées géographiquement de tout groupe non-violent peuvent adhérer au M.A.N. en adhérant à un groupe comme « membre éloigné ».

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE NON-VIOLENTE (M.A.N.)

20, rue du Dévidet, 45200 Montargis - Tél. (38) 93-13-73

C.C.P. 71 85 A La Source

Adresses de quelques groupes locaux du M.A.N. :

ALBI : F. Durand, 33, av. De Gaulle, 81000 Albi.

COLOMBES : c/o L. Servat, 8, av. Sergent-Gillard, 92270 Bois-Colombes.

LE HAVRE : M.A.N., 62, rue du Général-Sarrail, 76600 Le Havre.

LIMOGES : M. Bouzonie, 30, av. Saint-Surin, 87000 Limoges.

LYON : MAN-Lyon, 68, rue Mercière, 69002 Lyon.

NANCY : A.N.V., 54, rue de la Hache, 54000 Nancy.

MAN-Orléans, 50, rue d'Illiers, 45000 Orléans.

PARIS : Centre Chavez, Le Pressoir, 37 bis, rue des Maronites,
75020 Paris

POITIERS : c/o G. et A. Elias, Lonchard par Cissé, 86170 Neuville-du-Poitou.

POLIGNY : c/o J.P. Girod Le Martinet, 39800 Poligny.

SOMMAIRE

Pour le socialisme autogestionnaire une non-violence politique

Texte d'Orientation Politique du Mouvement
pour une Alternative non-violente (M. A. N.)

Introduction	3
--------------------	---

Chapitre 1

Une Société d'injustice et de violence	7
1. Le mode de production capitaliste	8
2. Le pouvoir économique	10
3. Le pouvoir idéologique	14
4. Le pouvoir politique	18
5. La lutte des classes	24
6. L'impérialisme	27
7. Les contradictions du capitalisme	32
8. La militarisation	36
9. La société française	44

Chapitre 2

Notre projet de société :	
le Socialisme autogestionnaire	53
1. Pour une autre société	53
2. Le Projet économique	59
3. Le Projet politique	65
4. Le Projet culturel	68

Chapitre 3

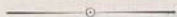
Propositions pour une stratégie de passage au socialisme	73
1. La rupture nécessaire	74
2. Ni vote ni fusil	75
3. La révolution culturelle	79
4. Contrôle ouvrier et contrôle populaire	80
5. Du contrôle au pouvoir	82
6. La résistance aux répressions	84
7. En attendant	87

Chapitre 4

Vers une Défense Populaire Non-violente	89
1. Une défense en accord avec nos objectifs politiques	89
2. La défense populaire non-violente	102
3. Pour une stratégie du « Transarmement »	115

Chapitre 5

Le Mouvement pour une Alternative Non-violente	119
1. Pourquoi un « Mouvement » de plus ?	119
2. Nos tâches spécifiques	120
3. L'organisation du M.A.N.	124



Pour commander ce texte :

M.A.N., 20, rue du Dévidet, 45200 MONTARGIS

6 F l'unité ; 50 F les 10.

C.C.P. 71.85 A, La Source

ABONNEMENTS

France : 30 F - Etranger : 35 F - De soutien : à partir de 50 F.

Belgique : 200 FB - Suisse : 18 FS. - Par avion : nous consulter.

Chèques, mandats : CCP 2915 - 21 Lyon. Les timbres sont acceptés.

Adresse : 3 rue Lemot 69001 Lyon. Tél. (78) 28-18-45.

On peut s'abonner à partir du n° 13 (Inde), 14 (Centrales nucléaires),
15-16 (Une non-violence politique) ou 17 (Problèmes de Défense) à paraître
en mai.

Le n° 9-10, sur l'Afrique, reste disponible (6 F franco).

Comité de Rédaction : Christian DELORME, Georges DIDIER, Christian MELLON.

Directeur de publication : Georges DIDIER.

Dépôt légal : 2° trimestre 1976.

Commission paritaire n° 54.826.

Imp. Reynaud, 10 du Soleil, Saint-Etienne.

La violence est partout, dit-on... Oui, mais pas là où on la voit d'ordinaire : car on insiste sur les crimes, les révolutions, les guerres ; et on oublie la violence quotidienne d'un monde de déséquilibres, d'injustices et de gaspillages, où les uns meurent de faim et les autres de surnutrition, où la course aux armements engloutit 1/10^e des ressources et des énergies, où la militarisation prépare, au nom de la paix, de quoi anéantir toute vie sur la terre...

Pour lutter contre la violence, il faut donc lutter contre les structures économiques, politiques et idéologiques qui l'engendrent. Mais pas n'importe comment : pas en utilisant les mêmes moyens, pas en se battant sur le même terrain et avec les mêmes armes que l'adversaire. La non-violence propose des techniques d'action efficaces pour réaliser un projet de société socialiste autogestionnaire ; elle permet d'envisager de façon réaliste le « dépérissement de l'armée », grâce à l'organisation d'une Défense Populaire Non-Violente. Dans un monde où les conflits sont inévitables, et où certains sont mêmes nécessaires (si l'on ne veut pas se résigner à l'oppression et à l'injustice) il importe de trouver de nouveaux moyens de lutte et de défense populaires...

UNE NON-VIOLENCE POLITIQUE est le texte d'Orientation Politique du Mouvement pour une Alternative Non-violente (M.A.N.). Créé en 1974, rassemblant en une Fédération plus de 20 groupes locaux, le M.A.N. présente ici son analyse de la société capitaliste, explique comment l'option non-violente rejoint la lutte pour une société socialiste autogestionnaire, fait des propositions pour construire et défendre une telle société.